Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de justice et police DFJP

Secrétariat d'Etat aux migrations SEM
Section Analyses

Public

Berne-Wabern, 05.03.2021

Focus Nigeria

Profil de la zone Sud-Est

Haftungs- und Nutzungshinweis zu Quellen und Informationen

Die Länderanalyse des Staatssekretariats für Migration (SEM) hat den vorliegenden Bericht gemäss den gemeinsamen EU-Leitlinien für die Bearbeitung von Informationen über Herkunftsländer und auf der Grundlage sorgfältig ausgewählter Informationsquellen erstellt. Die zur Verfügung stehenden Informationen hat sie mit grösster Sorgfalt recherchiert, evaluiert und bearbeitet. Alle verwendeten Quellen sind referenziert. Dessen ungeachtet erhebt dieses Document keinen Anspruch auf Vollständigkeit. Es erlaubt auch keine abschliessende Bewertung darüber, ob ein individueller Antrag auf einen bestimmten Flüchtlingsstatus oder auf Asyl berechtigt ist. Wenn ein bestimmtes Ereignis, eine bestimmte Person oder Organisation in diesem Bericht keine Erwähnung findet, bedeutet dies nicht, dass ein solches Ereignis nicht stattgefunden hat oder dass die betreffende Person oder Organisation nicht existieren. Die Inhalte sind unabhängig verfasst und können nicht als offizielle Stellungnahme der Schweiz oder ihrer Behörden gewertet werden. Die auszugsweise oder vollständige Nutzung, Verbreitung und Vervielfältigung dieses Berichts unterliegt den in der Schweiz geltenden Klassifizierungsregeln.

Clauses sur les sources, les informations et leur utilisation

L'Analyse Pays du Secrétariat d'Etat aux Migrations (SEM) a élaboré le présent « Focus » dans le respect des Lignes directrices de l'UE en matière de traitement et de transmission d'informations sur les pays d'origine. L'Analyse Pays a recherché, évalué et traité toutes les informations figurant dans ce document avec la plus grande vigilance. Toutes les sources d'informations utilisées sont dûment référencées. Cependant, ce document ne prétend pas à l'exhaustivité. Si le rapport ne mentionne pas un événement, une personne ou une organisation déterminé(e), cela ne signifie pas forcément que l'événement n'a pas eu lieu ou que la personne ou l'organisation n'existe pas. L'Analyse Pays a produit ce document de manière indépendante et son contenu ne doit pas être considéré comme une prise de position officielle de la Suisse ou de ses autorités. Il n'est pas davantage concluant pour décider du bien-fondé d'une demande de statut de réfugié ou d'une demande d'asile particulière. Par ailleurs, ce rapport est soumis, tant dans son utilisation, sa diffusion et sa reproduction partielle ou intégrale, aux règles de classification en vigueur en Suisse.

Reservation on information, its use, and on sources

This report, written by Country Analysis of State Secretariat for Migration (SEM), is in line with the EU-Guidelines for processing Country of Origin Information. The report draws on carefully selected sources; they are referenced in the report. Information has been researched, analyzed, and edited respecting best practices. However, the authors make no claim to be exhaustive. No conclusions may be deduced from the report on the merits of any claim to the well-foundedness of a request for refugee status or asylum. The fact that some occurrence, person, or organization may not have been mentioned in the report does not imply that such occurrence is considered as not having happened or a person or organization does not exist. This report is the result of independent research and editing. The views and statements expressed in this report do not necessarily represent any consensus of beliefs held by the Swiss government or its agencies. Using, disseminating, or reproducing this report or parts thereof is subject to the provisions on the classification of information applicable under Swiss law.

Fragen/Kommentare, questions / commentaires, questions/comments:
coi@sem.admin.ch

Table des matières

Synthèse **5**

Main findings **6**

1. Introduction **6**

2. Géographie **7**

3. Economie **8**

4. Infrastructures **10**

4.1. Accès à l'eau, électricité, routes et transports 10
4.2. Education 12
4.3. Santé 13
Hôpitaux 13
Accès aux soins et modes de financement 15

5. Gouvernance **16**

5.1. Gouvernement et scène politique 16
5.2. Institutions traditionnelles 18
5.3. Justice 19
Justice civile 20
Justice traditionnelle 21
5.4. Société civile 22

6. Religion **23**

6.1. Christianisme et islam 23
6.2. Religion traditionnelle 23
6.3. Osus 24

7. Situation sécuritaire **25**

7.1. Forces de sécurité 25
7.2. Prévalence du crime 27
7.3. Conflits fonciers communautaires 28
7.4. Mouvements biafrais 30
MASSOB, IPOB, BZM et BIM 31
Arrestations et exécutions sommaires de militants 33
Arrestations et procès de leaders 34

Militants de la diaspora 35

8. Droits humains, principaux aspects 35

8.1. Liberté des médias 35
8.2. Violence basée sur le genre 37
Contexte légal 37
Contexte sociétal 37
Prévalence et moyens de protection 39
8.3. Mutilations génitales féminines 40
8.4. Homosexualité 41
Contexte légal 41
Mariage entre deux femmes 42
Contexte sociétal 42
Violations des droits et soutiens existants 43

Annexe : carte 45

Ce rapport répond aux questions suivantes:

- Quelles sont les ressources économiques des habitants du Sud-Est ?
- Dans quelle mesure la population a-t-elle accès à des services de l'Etat ?
- Quels sont le mode de gouvernement, les mécanismes de la scène politique et du système judiciaire ?
- Quelle est la situation sécuritaire ?
- Dans quelle mesure les droits humains sont-ils respectés ?

Synthèse

La zone géopolitique Sud-Est est quasi exclusivement peuplée par le groupe ethno-linguistique igbo et comprend cinq Etats fédérés : Abia, Anambra, Ebonyi, Enugu et Imo. Son territoire se situait au cœur de la région sécessionniste durant la guerre civile (1967-1970). La mémoire collective de ce conflit, un sentiment diffus de marginalisation et la mobilisation de groupes séparatistes distinguent ainsi le Sud-Est des cinq autres zones géopolitiques du Nigeria.

Peu d'habitants sont salariés (7 %), mais beaucoup exercent une activité indépendante, principalement dans l'agriculture ou le commerce de détail, et un sur cinq cumule plusieurs types d'activités lucratives. Le taux de pauvreté varie entre les Etats de la Zone, de 15 % pour l'Etat d'Anambra, à 80 % pour celui d'Ebonyi.

Comme dans le reste du pays, les réseaux d'eau, d'électricité et de routes connaissent des défaillances évidentes. Néanmoins, des constructions et réfections de routes sont régulièrement menées à terme. Le Sud-Est compte plus de 5500 établissements de soins médicaux, mais un manque d'entretien, d'équipement et de personnel limitent les performances de ces infrastructures. Pour financer leurs traitements, les patients recourent surtout à leurs économies, empruntent, ou appellent aux dons de tiers. Près de 11 % sont affiliés à une caisse maladie.

Le Sud-Est et les autres zones géopolitiques ne sont pas dotées d'organes gouvernementaux à part entière, mais les gouverneurs des Etats membres se réunissent en forum. La concurrence électorale génère des événements violents sporadiques. Des conflits éclatent entre des membres ou sympathisants de partis politiques distincts, d'autres entre des factions d'un même parti. Les institutions traditionnelles ont évolué et exercent surtout un rôle médiateur et judiciaire au niveau local. La décision d'une cour traditionnelle peut faire l'objet d'un recours auprès d'un tribunal civil. En attente de leur jugement, certains accusés sont détenus préventivement durant plusieurs années : près des trois quarts de la population carcérale se trouvent en détention préventive.

Dans les années 2010, le nombre de morts annuelles dues au crime, aux conflits et aux accidents a varié en dents de scie, sans montrer de tendance claire. Les conflits fonciers communautaires sont courants dans le Sud-Est. Les mobilisations de mouvements indépendantistes (biafrais) et leur répression ont donné lieu à plusieurs événements violents. Environ un tiers de la population déclare accorder sa confiance à la police.

Ce rapport traite également des droits humains dans le Sud-Est sous leurs principaux aspects. Si les médias indépendants sont nombreux au Nigeria, et plusieurs exercent un journalisme critique, des journalistes sont arrêtés ou attaqués pour des raisons peu claires : le Sud-Est ne fait pas exception. A propos de la violence domestique, la loi ne la justifie pas, mais le contexte sociétal la favorise en partie. Au moins une organisation non-gouvernementale propose une aide juridique gratuite aux victimes de violence domestique. Quant à l'homosexualité, elle est criminalisée au niveau national, et punissable de quatorze ans de prisons, mais personne n'a encore été condamné sur la base de cette loi. L'exposition des personnes homosexuelles aux discriminations et au risque de violences dépend entre autres de leur situation socio-économique.

Main findings

The geopolitical South East zone is inhabited almost exclusively by the ethno-linguistic Igbo people and consists of five federal states: Abia, Anambra, Ebonyi, Enugu and Imo. The zone was at the heart of the secessionist region during the 1967-1970 civil war: it is characterised by the collective memory of this conflict, a general feeling of being marginalised and the mobilisation of separatist groups, all of which distinguish it from the other geopolitical zones in Nigeria.

Few people earn wages (7%), but many are self-employed, working in the agricultural sector or retail trade. Around one in five people has more than one source of income. The rate of poverty varies between the zone's federal states, from 15% in Anambra to 80% in Ebonyi.

As in the rest of the country, water, electricity and road networks in the South East zone are inadequate, despite the regular completion of road construction and repairs. The zone has more than 5,500 medical facilities, but a lack of maintenance and a shortage of equipment and staff mean that many of them do not function properly. To finance treatment patients often use their savings, borrow money or appeal for donations from others. About 11% have health insurance.

Neither the South East zone nor the other geopolitical zones have integral government bodies, but the governors of the federal states meet at forums. Elections occasionally trigger violent occurrences, with disputes erupting between the members or supporters of different political parties, or between factions of the same party. Traditional institutions play mainly a mediating and judicial role at the local level. A decision by a traditional court can be appealed against in a civil court. When awaiting trial, defendants can sometimes be held in pre-trial detention for several years: almost three quarters of those in prison are in pre-trial detention.

During the 2010s, the number of annual deaths from crime, conflict and accidents fluctuated without showing a clear trend in either direction. Communal land disputes are common in the zone. The rise of independence movements (Biafrans) and their repression have triggered violence on several occasions. Around one third of the population have confidence in the police.

This report also takes a look at the principal aspects of human rights in the South East zone. Although there are many independent media outlets in Nigeria, including those that practice critical journalism, journalists are arrested or attacked for reasons that remain unclear, and the South East is no exception in this respect. Though illegal under Nigerian law, domestic violence does take place against the backdrop of social norms. At least one non-governmental organisation offers free legal aid to victims of domestic violence. Homosexuality is illegal under national law and can be punished with a custodial sentence of fourteen years, but no one to date has been convicted under this penal provision. Whether homosexual persons are at risk of discrimination or violence depends, among other things, on their socio-economic situation.

1. Introduction

En Suisse et dans le reste de l'Europe, une part considérable des demandeurs d'asile nigérians vient de l'Etat d'Edo[1], ou est de langue maternelle igbo, donc principalement originaire de la zone géopolitique Sud-Est.

Le présent document traite d'abord de thèmes relatifs à la vie quotidienne dans le Sud-Est du Nigeria. Par-là, il vise aussi à montrer la place actuelle de la tradition dans les domaines institutionnel, judiciaire et religieux. Par *tradition*, nous entendons les formes d'organisation qui dominaient avant la colonisation britannique, puis ont évolué et perduré. Ce *focus* aborde enfin la situation sécuritaire et le respect des droits humains sous leurs principaux aspects. De par

[1] SEM, Berne-Wabern. Focus Nigeria - Profil de l'Etat d'Edo, 22.03.2021. www.sem.admin.ch/dam/sem/fr/data/internationales/herkunftslaender/afrika/nga/NGA-edo-profil-f.pdf.download.pdf/NGA-edo-profil-f.pdf (26.03.2021). / SEM, Berne-Wabern. Focus Nigeria - Etat d'Edo, émigration et retour, 22.03.2019. www.sem.admin.ch/dam/sem/fr/data/internationales/herkunftslaender/afrika/nga/NGA-edo-emigration-rueckkehr-f.pdf.download.pdf/NGA-edo-emigration-rueckkehr-f.pdf (16.03.2021).

leur récurrence en procédure d'asile, certains thèmes sont traités de façon plus exhaustive que d'autres : c'est le cas des mouvements biafrais et de la situation des personnes homosexuelles. Ce rapport se base essentiellement sur des sources écrites, ainsi que sur quelques sources orales.

Les sources écrites comprennent notamment des articles de médias nigérians, dont beaucoup sont basés à Lagos, mais disposent de correspondants dans le Sud-Est. La plupart des données quantitatives utilisées ont été publiées par le *National Bureau of Statistics* à Abuja, l'institut de sondage *NOI Polls* à Abuja, et l'Institut français de recherche en Afrique (IFRA), à Ibadan. *NOI Polls* recourt à de larges échantillons et conduit ses entretiens par téléphone. De son côté, la banque de données *Nigeria Watch* de l'IFRA documente les morts violentes et la criminalité ; pour ce faire, elle reste tributaire de la couverture médiatique des événements. Souvent, les informations les plus nuancées ressortent de travaux académiques qui se basent sur de longues observations, et appliquent les conventions statistiques afin d'obtenir des résultats représentatifs.

Pour ce qui est des sources orales, trois entretiens téléphoniques ont été menés avec des représentants d'organisations de soutien aux minorités sexuelles basées dans le Sud-Est. Les organisations non-gouvernementales, en général, prennent pour mandat de s'engager en faveur du respect des droits humains et par conséquent, mettent les violations de ceux-ci en évidence. Toutefois, les trois interlocuteurs ont dépeint une situation nuancée.

2. Géographie

Le Sud-Est représente la plus petite des six zones géopolitiques du Nigeria : elle couvre une superficie de 29 525 km^2, soit l'équivalent de la Belgique (30 528 km^2).[2] Elle se situe sur la rive est du fleuve Niger, à proximité de son delta, et jouit d'un climat tropical et d'un sol fertile, bien que sujet à l'érosion.[3] Quelques gisements de pétrole se trouvent dans sa partie sud.[4]

Dans l'idée d'instaurer un système de rotation pour l'accès à la présidence de la nation, le principe des zones géopolitiques fut énoncé dans une conférence constitutionnelle en 1995 : débattu, il ne fut pas inscrit dans la Constitution. Néanmoins, de nombreuses agences gouvernementales l'adoptèrent au niveau opérationnel, à l'image de la Commission électorale nationale indépendante, qui a six commissaires permanents, représentant chacun une des six zones géopolitiques. Celles-ci furent délimitées en fonction des groupes ethnolinguistiques : le Sud-Est regroupe les Etats quasi-exclusivement igbos, qui sont aujourd'hui ceux d'Abia, Anambra, Ebonyi, Enugu et Imo.[5] L'espace igbophone déborde néanmoins les frontières de la Zone, et s'étend sur une partie des Etats de Delta et de Rivers (voir : Annexe).[6]

Les données démographiques du Nigeria sont issues de projections qui se basent sur le recensement mené en 2006, et dont les résultats restent controversés.[7] Le Sud-Est comptait 22 millions d'habitants selon la projection pour 2016, ce qui en fait la zone géopolitique de loin la plus densément peuplée, avec 744 habitants par kilomètre carré.[8]

Langue maternelle prépondérante des habitants du Sud-Est, l'igbo a un statut officiel et peut être parlé dans les séances de l'Assemblée nationale, de même que le yoruba, le hausa et

---

2 Citypopulation, Oldenburg. Stefan Brinkhoff. Nigeria. www.citypopulation.de (12.02.2021).

3 Vanguard, Lagos. Red Alert! Erosion is submerging South East communities, 07.10.2020. www.vanguardngr.com/2020/10/red-alert-erosion-is-submerging-south-east-communities/ (07.10.2020).

4 Vanguard, Lagos. 13% derivation: Oil-producing states receive N7trn in 18 years, 21.08.2017. www.vanguardngr.com/2017/08/13-derivation-oil-producing-states-receive-n7trn-18-years/ (10.02.2021).

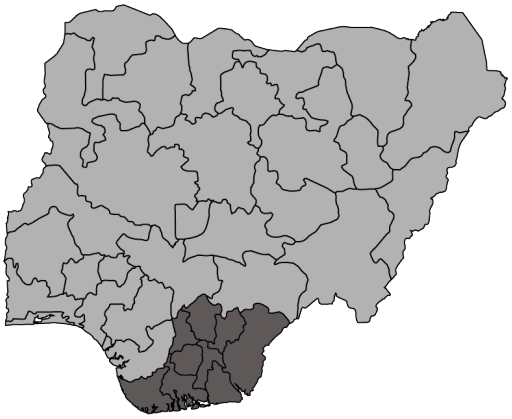
5 Daily Trust, Lagos. Discordant tunes over 6 geo-political zones, 29.03.2017. https://dailytrust.com/discordant-tunes-over-6-geo-political-zones (11.02.2021).

6 Joseph T. Agbasiere, *Women in Igbo life and thought,* London, New York, Routledge, 2000, p. 11.

7 Africacheck, Johannesburg. Factsheet: Nigeria's population figures, 07.10.2014. https://africacheck.org/fact-checks/factsheets/factsheet-nigerias-population-figures (12.02.2021).

8 Citypopulation, Oldenburg. Stefan Brinkhoff. Nigeria. www.citypopulation.de (12.02.2021).

l'anglais.[9] En tant que matière, il est enseigné à l'école obligatoire.[10] L'igbo compte de nombreux dialectes et est apparu sous sa forme standardisée durant la période coloniale, au 20e siècle, quand s'est aussi développé un sentiment d'appartenance ethnique au groupe de ce nom.[11]



Une partie de la population igbo partage un sentiment de marginalisation, qui se nourrit entre autres de la mémoire collective. En 1966, des pogroms visèrent les Igbos dans le nord du Nigeria et provoquèrent le repli d'un million d'entre eux dans la région Est qui, en mai 1967, se proclama indépendante sous le nom de République du Biafra. Cette déclaration précipita le début de la guerre civile, qui dura jusqu'en janvier 1970 et fit près d'un million de morts, surtout parmi les Igbos et en raison de la famine. En effet, l'approvisionnement du Biafra fut entravé par un blocus instauré par le gouvernement nigérian.[12] Première guerre télévisée, le conflit du Biafra marqua aussi les mémoires en Europe : des images d'enfants dénutris suscitèrent des collectes de fonds, pétitions, créations d'organisations humanitaires et autres formes de mobilisations, en Suisse y compris.[13] Malgré une attitude de réconciliation exprimée par le gouvernement nigérian au lendemain de la guerre, beaucoup de reconstructions en pays igbo furent rendues possibles par un financement participatif local.[14]

Les Igbos sont particulièrement représentés parmi les habitants allochtones des grandes villes nigérianes, au moins depuis les années 1950.[15] Leur migration internationale a augmenté à partir des années 1980, phénomène communément attribué à la détérioration de la situation économique au Nigeria.[16]

3. Economie

Les données ci-après ont été collectées avant la pandémie du coronavirus.[17] Au Nigeria, d'après les statistiques du gouvernement, 40 % de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté, et ce taux se révèle moins élevé dans les Etats du sud (24 %) et les villes (18 %) que dans les Etats du nord (59 %) et les milieux ruraux (52 %). Parmi les habitants du Sud-Est, près de 42 % vivent en-dessous de ce seuil, bien que la situation varie considérablement

---

9 Jacques Leclerc. L'aménagement linguistique dans le monde. Nigeria. www.axl.cefan.ulaval.ca/afrique/nigeria.htm (12.02.2021).

10 Nigerian Educational Research and Development Council (NERDC), Abuja. e-Curriculum Portal. www.nerdc.org.ng/eCurriculum/SubjectGroups.aspx?SubEducationLevelId=1&SubjectGroupId=3 (15.02.2021).

11 Axel Harneit-Sievers, *Constructions of belonging. Igbo communities and the Nigerian state in the twentieth century,* University of Rochester Press, 2006, pp. 111-117.

12 Voir: Michael Gould, *The Biafran War. The Struggle for Modern Nigeria,* London, New York, I.B. Tauris, 2013.

13 Steve Page, *Le Nigeria et la Suisse, des affaires d'indépendance. Commerce, diplomatie et coopération 1930-1980,* Berne, Peter Lang, 2016, pp. 218-236. https://doi.org/10.3726/978-3-0351-0905-4 (15.02.2021).

14 Axel Harneit-Sievers, *Constructions of belonging. Igbo communities and the Nigerian state in the twentieth century,* University of Rochester Press, 2006, pp. 162-164.

15 James Coleman, 1958, cité dans: Dmitri van den Bersselaar, « Imagining Home: Migration and the Igbo Village in Colonial Nigeria », *The Journal of African History*, 46 (1), 2005, p. 58. www.jstor.org/stable/4100829 (12.02.2021).

16 Obinna U. Muoh, « Historiography of Igbo Migrations and Diaspora », *Historical Research Letter*, 40, 2017, p. 31. https://core.ac.uk/download/pdf/234668741.pdf (12.02.2021).

17 Voir: National Bureau of Statistics, Abuja. Covid-19 Impact Monitoring, October 2020, p. 6. www.nigeriastat.gov.ng/elibrary (08.02.2021). / Le Monde, Paris. AFP. Nigeria : à Lagos, le coronavirus fait basculer dans l'extrême pauvreté, 01.07.2021. www.lemonde.fr/afrique/article/2021/01/07/nigeria-a-lagos-le-coronavirus-fait-basculer-dans-l-extreme-pauvrete_6065461_3212.html (05.02.2021).

d'un Etat à l'autre : Anambra (15 %), Imo (29 %), Abia (31 %), Enugu (58 %), Ebonyi (80 %).[18] Le seuil de pauvreté a été fixé par le gouvernement nigérian, et correspond au revenu qu'il juge nécessaire pour satisfaire certains besoins de base et se procurer une nourriture d'une quantité donnée de calories.[19] Sur le plan informel, des tontines [*village savings and loan associations*] permettent d'améliorer la situation économique de certains ménages.[20] Le gouvernement fédéral a quant à lui débuté un recensement des ménages pauvres et vulnérables, en vue de soutenir et coordonner des programmes d'aide.[21]

Une petite minorité des habitants du Sud-Est âgés de plus de quinze ans tirent leur revenu exclusivement d'une activité salariée ; par contre, près de quatre habitants sur dix vivent d'une activité indépendante, en particulier dans l'agriculture. Deux sur dix cumulent plusieurs types d'activités, tandis que plus de trois sur dix se sont déclarés sans activité lucrative (figure 1), principalement en raison des études ou des tâches ménagères.[22]

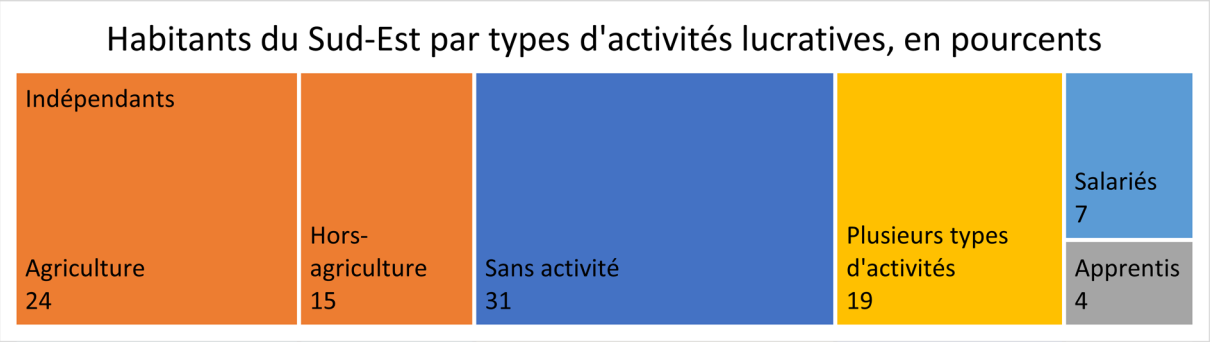


Figure 1. Source: National Bureau of Statistics, Abuja. *Nigeria Living Standards Survey 2018-2019*, July 2020, p. 51. www.nigerianstat.gov.ng/elibrary (29.01.2021).

En milieu rural, les ménages du Sud-Est élèvent typiquement quelques chèvres, moutons et poules, mais rarement des vaches. Plus de la moitié cultivent, notamment de l'igname, du manioc et du riz.[23] La culture du riz bénéficie de plusieurs formes de soutien du gouvernement, qui entend diminuer les importations de cette denrée : Anambra et Ebonyi comptent parmi les principaux Etats producteurs au Nigeria.[24]

Le secteur de l'industrie, comme dans le reste du pays, joue un rôle marginal en terme d'emploi. Toutefois, les villes d'Aba et de Nnewi sont réputées au Nigeria et au-delà en tant que pôles industriels, respectivement pour la production de chaussures et de véhicules à moteur.[25]

---

18 National Bureau of Statistics, Abuja. 2019 Poverty and Inequality in Nigeria: Executive Summary, May 2020, p. 23. https://nigerianstat.gov.ng/elibrary (05.02.2021).

19 National Bureau of Statistics, Abuja. 2019 Poverty and Inequality in Nigeria: Executive Summary, May 2020, pp. 1-5. https://nigerianstat.gov.ng/elibrary (05.02.2021).

20 Ngozi Orame, Theresa U. Anigbogu, et al., « Influence of Village Savings and Loan Associations (VSLA) on Poor Household Wellbeing in Ayamelum Local Government Area, Anambra State.(2015-2019) », *Forshen Hub International Journal of Entrepreneurial and Cooperative Studies*, 3 (1), 2020. https://journal.forshenhub.com/index.php/FHIJECS/article/view/25 (10.02.2021).

21 NASSCO, Abuja. History. http://nassp.gov.ng/about-us/history/ (10.02.2021).

22 National Bureau of Statistics, Abuja. Nigeria Living Standards Survey 2018-2019, July 2020, p. 53. www.nigerianstat.gov.ng/elibrary (29.01.2021).

23 Ngozi E. Odoh, Simon U. Nwibo, et al., « Farm and non-farm income diversification activities among rural households in southeast, Nigeria », *Journal of Agricultural Extension*, 23 (2), 2019, pp. 116-117. https://doi.org/10.4314/jae.v23i2.12 (08.02.2021).

24 KPMG, Amstelveen. Rice Industry Review, 21.10.2019, p. 33. https://home.kpmg/ng/en/home/insights/2019/10/rice-industry-review.html (08.02.2021). / Africa Report, Aston Clinton. Nigeria takes drastic measures to ensure local rice production, 16.09.2020. www.theafricareport.com/42072/nigeria-takes-drastic-measures-to-ensure-local-rice-production/ (08.02.2021).

25 ICIR Nigeria. Chikezie Omeje. Made in Aba: How Nigeria's untapped manufacturing gold mine is 'competing with Spain, Italy, Brazil', 02.11.2017. www.icirnigeria.org/made-in-aba-how-nigerias-untapped-manufacturing-gold-mine-is-competing-with-spain-italy-brazil/ (08.02.2021). / Guardian, Lagos. Nnewi: Nigeria's self-made Industrial hub, 08.03.2020. https://guardian.ng/business-services/nnewi-nigerias-self-made-industrial-hub/ (08.02.2021).

Le commerce de détail constitue l'activité la plus courante dans le domaine non-agricole.[26] Beaucoup d'artisans et commerçants ont débuté par le biais d'un apprentissage, selon un système généralement considéré comme spécifique à la population igbo. Il s'agit d'un arrangement informel écrit ou oral entre les parents de l'apprenti et un patron, qui en échange de cette main d'œuvre s'engage à transmettre du savoir-faire à l'apprenti, le nourrir et le loger sur une durée de quelques années, et ensuite, souvent, lui octroyer un capital qui lui permette de se mettre à son compte.[27]

Près de 60 % des ménages du Sud-Est reçoivent des fonds envoyés par des proches établis ailleurs dans le pays, et six pourcents en reçoivent de la part de proches qui ont migré à l'étranger, soit une proportion identique à la moyenne nigériane. Cependant, dans l'Etat d'Imo, cette part se monte à treize pourcents.[28] Une étude menée dans les Etats d'Anambra et d'Enugu a indiqué un taux de pauvreté 30 % plus bas parmi les destinataires de transferts – domestiques et internationaux confondus – en comparaison avec ceux qui n'en reçoivent pas. Elle a aussi relevé que ces fonds étaient souvent affectés à l'acquisition, la construction ou la rénovation d'un logement.[29]

La majeure partie de l'économie nigériane demeure dans le secteur informel : dans le Sud-Est, environ une entreprise sur dix est enregistrée.[30] Ainsi, la collecte d'impôts et le revenu généré par les Etats représentent guère plus d'un quart de leur revenu global, alors que les trois quarts restants proviennent des allocations du gouvernement fédéral.[31] Ces allocations sont un peu plus généreuses pour Imo et Abia, officiellement reconnus comme Etats producteurs de pétrole.[32] La documentation consultée n'indique pas que les appropriations frauduleuses de fonds publics soient plus ou moins fréquentes dans le Sud-Est qu'ailleurs au Nigeria. Des soupçons émergent de temps à autres, et des enquêtes sont parfois menées : par exemple, un rapport a mis au jour une série de fraudes commises par l'administration de l'Etat d'Imo entre 2011 et 2019.[33]

4. Infrastructures

4.1. Accès à l'eau, électricité, routes et transports

Environ un Nigérian sur trois vit dans une zone desservie par un système d'adduction d'eau et moins d'un sur cinq accède à un système d'égouts depuis son domicile.[34] Pour l'eau à usage domestique, 61 % des habitants du Sud-Est s'approvisionnent à une source privée – au moyen d'un puits ou d'un forage profond – et 7 % au robinet. Pour boire, 3 % utilisent le robinet et

---

26 National Bureau of Statistics, Abuja. Nigeria Living Standards Survey 2018-2019, July 2020, p. 69. www.nigerianstat.gov.ng/elibrary (29.01.2021).

27 Kate Meagher, *Identity economics. Social networks and the informal economy in Nigeria,* Woodbridge, James Currey, 2010, pp. 64–66. / Echoes Africa TV. Igbo Apprenticeship, 26.01.2021. www.youtube.com/watch?v=ZR7E9gdSzYc (02.02.2021).

28 National Bureau of Statistics, Abuja. Nigeria Living Standards Survey 2018-2019, July 2020, pp. 61–62. www.nigerianstat.gov.ng/elibrary (29.01.2021).

29 William M. Fonta, Emmanuel O. Nwosu, et al., « The development outcomes of remittance inflows to Nigeria: the case of the Southeastern Geo-political zone », *Migration and Development*, 2021, pp. 6-7. https://doi.org/10.1080/21632324.2020.1866879 (08.02.2021).

30 National Bureau of Statistics, Abuja. Nigeria Living Standards Survey 2018-2019, July 2020, p. 68. www.nigerianstat.gov.ng/elibrary (29.01.2021). / Kate Meagher, *Identity economics. Social networks and the informal economy in Nigeria,* Woodbridge, James Currey, 2010, p. 61.

31 Budgit, Lagos. State of States Report, 2020. https://yourbudgit.com/ (09.02.2021).

32 Nairametrics, Lagos. Samuel Oyekanmi. Nigerian oil-producing states receive N424 billion in 2020 as 13% oil derivatives, 14.02.2021. https://nairametrics.com/2021/02/14/nigerian-oil-producing-states-receive-n424-billion-in-2020-as-13-oil-derivatives/ (03.03.2021).

33 Ripples Nigeria, Lagos. Collins Ughalaa. N214BN LGA fund: Beheading the hydra-geaded monster in Imo, 30.07.2020. www.ripplesnigeria.com/n214bn-lga-fund-beheading-the-hydra-geaded-monster-in-imo/ (30.07.2020).

34 NOI Polls, Abuja. Nigerian government doing a poor job on water/sanitation and health care, citizens say, 10.09.2020. https://noi-polls.com/nigerian-government-doing-a-poor-job-on-water-sanitation-and-health-care-citizens-say/ (02.12.2020).

71 % achètent de l'eau en sachets.[35] Des canalisations ont été installées dans des villes du Sud-Est au début des années 1980, mais ces divers projets d'adduction ont été abandonnés suite à un changement de gouvernement.[36] A Umuhaia, des travaux de réfection ont eu lieu en 2020 ; cependant, la documentation consultée n'indique pas si les nouvelles installations ont été mises en service.[37] En milieu rural, parmi les projets de forages profonds financés par le gouvernement, plusieurs ont été interrompus.[38]

En moyenne, les Nigérians sont approvisionnés en électricité neuf à dix heures sur vingt-quatre.[39] La durée peut toutefois varier d'un Etat à l'autre : par exemple, les habitants de l'Etat d'Enugu ont estimé que sur la durée d'une semaine, ils en avaient obtenu plus de onze heures par jour, et les personnes sondées dans l'Etat d'Imo moins de quatre.[40] Pour pallier le manque, beaucoup recourent à un générateur à benzine.[41]

L'état des routes ne se laisse pas généraliser. Des chantiers routiers sont régulièrement menés à terme[42], alors que d'autres sont abandonnés, si bien que de nombreuses routes se délabrent ou restent non-asphaltées.[43] Contrairement à Lagos[44], les villes du Sud-Est ne disposent pas d'un réseau de bus coordonnés. Le minibus constitue un moyen de transport courant pour les trajets interurbains[45], et au niveau local, les taxis sous forme de voitures, motos et tricycles s'y ajoutent.[46] Une ligne ferroviaire relie Port Harcourt à Maiduguri et traverse le Sud-Est en passant par Enugu, mais les trains ont cessé d'y circuler en 2015.[47] Un aéroport

---

35 NOI Polls, Abuja. Access to Water Survey Result, 26.03.2020. https://noi-polls.com/access-to-water-survey-result/ (26.06.2020).

36 Vanguard, Lagos. South-East: living without water, 25.05.2016. www.vanguardngr.com/2016/05/south-east-living-without-water/ (03.02.2021).

37 Abia State Government, Umuahia. Pipe borne water to be reactivated in Umuahia and environs, 26.08.2020. https://abiastate.gov.ng/pipe-borne-water-to-be-reactivated-in-umuahia-and-environs/ (03.02.2021).

38 Premium Times, Abuja. Constituency projects: despite funding, poor execution stalls water, erosion projects in Anambra communities, 14.04.2020. www.premiumtimesng.com/news/top-news/387704-constituency-projects-despite-funding-poor-execution-stalls-water-erosion-projects-in-anambra-communities.html (03.02.2021).

39 NOI Polls, Abuja. Power Tracking Poll, 15.10.2019. https://noi-polls.com/power-tracking-poll/ (03.02.2021).

40 National Bureau of Statistics, Abuja. Nigeria Living Standards Survey 2018-2019, July 2020, p. 89. www.nigerianstat.gov.ng/elibrary (29.01.2021).

41 Bloomberg, New York. Anthony Osae-Brown, Ruth Olurounbi. Nigeria runs on generators and nine hours of power a day, 23.09.2019. www.bloomberg.com/news/articles/2019-09-23/nigeria-runs-on-generators-and-nine-hours-of-power-a-day (03.02.2021). / ICIR Nigeria. Ajibola Amzat. Amid health and environmental hazards, Nigeria spends $2.4bn on generators in 2 decades, 29.01.2021. www.icirnigeria.org/amid-health-and-environmental-hazards-nigeria-spends-2-4bn-on-generators-in-2-decades/ (03.02.2021).

42 Anambra Broadcasting Service, Awka. Obiano inaugurates more road projects across Anambra to mark six years in office, 19.03.2020. www.absradiotv.com/2020/03/19/obiano-inaugurates-more-road-projects-across-anambra-to-mark-six-years-in-office/ (04.02.2021). / Auto Report NG. See the 13-kilometre road Enugu State Governor commissioned, 30.05.2020. www.autoreportng.com/2020/05/see-the-13-kilometre-road-enugu-state-governor-commissioned.html (04.02.2021).

43 Vanguard, Lagos. Roads in South-East have become death traps — Residents, 30.09.2020. www.vanguardngr.com/2020/09/roads-in-south-east-have-become-death-traps-residents/ (06.10.2020). / Ripples Nigeria, Lagos. Arinze Chijioke. Inside NDDC's abandoned, poorly executed road projects dotting Abia communities, 17.11.2020. www.ripplesnigeria.com/investigation-inside-nddcs-abandoned-poorly-executed-road-projects-dotting-abia-communities-concluded/ (05.01.2021).

44 World Bank, Washington. Lagos' Bus Rapid Transit System: decongesting and depolluting mega-cities, 08.12.2015. https://blogs.worldbank.org/transport/lagos-bus-rapid-transit-system-decongesting-and-depolluting-mega-cities-0 (04.02.2021).

45 Hotels.ng. Top transport companies travelling from Lagos to Eastern Nigeria, 24.01.2020. https://hotels.ng/guides/road-travel/top-transport-companies-travelling-from-lagos-to-eastern-nigeria/ (03.02.2021).

46 Nation, Lagos. Ebonyi, Enugu unveil plan for okada riders, 14.04.2020. https://thenationonlineng.net/ebonyi-enugu-unveil-plan-for-okada-riders/ (04.02.2021). / Sun, Lagos. Onitsha: 'Keke' operators protest increase in levies, police intimidation, 04.06.2020. www.sunnewsonline.com/onitsha-keke-operators-protest-increase-in-levies-police-intimidation/ (04.02.2021).

47 Guardian, Lagos. South East, South South rail network in death throes, 24.10.2020. https://guardian.ng/saturday-magazine/cover/south-east-south-south-rail-network-in-death-throes/ (03.02.2021).

se situe à Owerri, avec des vols à destination de Lagos et Abuja, et un autre à Enugu, avec des vols à destination de Lagos, Abuja, et notamment Addis Abeba.[48]

4.2. Education

Dans le Sud-Est comme dans le reste du pays, le projet d'une éducation gratuite se heurte à plusieurs défis, dont un manque de financement. [49]

Au Nigeria, l'école obligatoire comporte six années au niveau primaire, entre l'âge de six et douze ans, puis trois années au niveau secondaire, soit jusqu'à l'âge de quatorze ans.[50] La Constitution indique que le gouvernement fédéral, les gouvernements d'Etats et les *local governments* participent au financement de l'éducation, sans que les responsabilités ne soient clairement attribuées.[51] Pour 2021, la part du budget national consacrée à l'éducation se monte à 6 % et n'a pas été aussi basse depuis 2011 : sur cette dernière décennie, elle a atteint un pic de 11 % en 2015, alors qu'à l'international, la part se situe entre 15 % et 20 %.[52] Même si le cursus primaire est déclaré gratuit dans la Constitution, des taxes annuelles sont prélevées, et l'uniforme obligatoire est à la charge des parents.[53] Le gouvernement fédéral a estimé que le Nigeria manquait de 280 000 enseignants primaires, sans préciser quels Etats étaient plus ou moins affectés par cette pénurie.[54]

Huit enfants du Sud-Est sur dix se rendent à l'école primaire, et un sur deux à l'école secondaire, selon des statistiques gouvernementales. Ces indicateurs, de même que le taux d'alphabétisation déclarée, se montrent plus élevés que pour l'ensemble du pays[55] :

	Percentage reporting literacy	Net Attendance Primary School (%)	Net Attendance Junior Secondary School (%)
South East	71.66	80.02	50.24
Nigeria	63.2	65.8	38.2

Les hommes du Sud-Est qui n'ont pas été scolarisés ont principalement cité comme raison le manque de moyens financiers, tandis que les femmes ont davantage évoqué le désintérêt de leurs parents pour leur scolarisation.[56]

---

48 Flightradar24. Enugu Akanu Ibiam International Airport (ENU/DNEN) | Arrivals, Departures & Routes. www.flightradar24.com/data/airports/enu/ (03.03.2021). / Flightradar24. Owerri Sam Mbakwe Airport (QOW/DNIM) | Arrivals, Departures & Routes. www.flightradar24.com/data/airports/qow/ (03.03.2021).

49 World Bank, Washington. Governance and Finance Analysis of the Basic Education Sector in Nigeria, September 2015, pp. 61-62. https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/23683/Governance0and0on0sector0in0Nigeria.pdf?sequence=1 (29.01.2021).

50 EASO, Valetta. Country of Origin Report: Nigeria – Key Socio-Economic Indicators, November 2018, p. 43. https://coi.easo.europa.eu/administration/easo/PLib/2018_EASO_COI_Nigeria_KeySocioEconomic.pdf (29.01.2021).

51 World Bank, Washington. Governance and Finance Analysis of the Basic Education Sector in Nigeria, September 2015, p. 36. https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/23683/Governance0and0on0sector0in0Nigeria.pdf?sequence=1 (29.01.2021).

52 Premium Times, Abuja. Alfred Olufemi. Buhari's 2021 budget share for education is Nigeria's lowest in 10 years, 24.10.2020. www.premiumtimesng.com/news/headlines/422829-buharis-2021-budget-share-for-education-is-nigerias-lowest-in-10-years.html (29.01.2021).

53 World Bank, Washington. Governance and Finance Analysis of the Basic Education Sector in Nigeria, September 2015, pp. 61-62. https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/23683/Governance0and0on0sector0in0Nigeria.pdf?sequence=1 (29.01.2021).

54 This Day, Lagos. UBEC and 'shortage' of teachers, 23.01.2021. www.thisdaylive.com/index.php/2021/01/24/ubec-and-shortage-of-teachers/ (01.02.2021).

55 National Bureau of Statistics, Abuja. Nigeria Living Standards Survey 2018-2019, July 2020, pp. 14, 20. www.nigerianstat.gov.ng/elibrary (29.01.2021).

56 National Bureau of Statistics, Abuja. Nigeria Living Standards Survey 2018-2019, July 2020, pp. 28-29. www.nigerianstat.gov.ng/elibrary (29.01.2021).

Il existe 25 universités dans le Sud-Est, dont deux dans l'Etat d'Ebonyi et sept dans l'Etat d'Enugu.[57] Ouverte en 1960, l'*University of Nigeria* à Nsukka a plusieurs fois été classée parmi les cinq meilleures du pays.[58]

A propos du système d'apprentissage igbo, voir le chapitre 3.

4.3. Santé

La responsabilité de dispenser des soins est répartie entre les trois tiers du gouvernement, à savoir que les centres de santé des *local governments* se limitent aux soins primaires, alors que les hôpitaux des gouvernements d'Etats s'étendent aux soins secondaires, et ceux du gouvernement fédéral incluent des soins tertiaires.[59] En 2018, la Banque mondiale estimait que le Nigeria comptait 0,4 médecins pour mille habitants ; à titre de comparaison, la Suisse affichait en 2017 un ratio de 4,3 pour mille.[60] La part du budget fédéral nigérian allouée à la santé a progressé de 4 % en 2020 à 7 % en 2021, malgré un objectif de 15 % adopté dans le cadre de l'Union africaine.[61]

Hôpitaux

Dans le Sud-Est, le gouvernement fédéral a recensé 5531 établissements de soins médicaux[62] :

	Soins primaires	Soins secondaires	Soins tertiaires
Public	3077	149	16
Privé	897	1386	6

La densité d'établissements de soins primaires et de personnel de santé, dans l'ensemble du Nigeria, se révèle plus haute que la moyenne africaine ; néanmoins, un manque d'équipement, ainsi qu'un personnel peu formé et un fort taux d'absentéisme, limitent la performance du dispositif. De plus, des chaines d'approvisionnement multiples et peu coordonnées rendent aléatoire la disponibilité des médicaments.[63] Une société de conseil a évalué le système de santé de l'Etat d'Anambra comme le plus performant du Nigeria[64], bien que des centres de soins

---

57 Uni Rank, Sydney. 2020 Ranking of Nigerian Universities. www.4icu.org/ng/universities/ (02.02.2021).

58 University Of Nigeria, Nsukka. Homepage. www.unn.edu.ng/ (02.02.2021). / Guardian, Lagos. UNN ranks number one in Nigeria, 17 in Africa, 1,108 globally, 24.07.2019. https://guardian.ng/news/unn-ranks-number-one-in-nigeria-17-in-africa-1108-globally/ (02.02.2021). / Campus Times, Abuja. NUC Latest Ranking: Top 10 Universities In Nigeria 2019, 25.02.2020. https://campustimesng.com/nuc-latest-ranking-top-10-universities-in-nigeria-2019/ (02.02.2021).

59 EASO, Valetta. EASO Country of Origin Information Report Nigeria Key socio-economic indicators, November 2018, p. 48. www.easo.europa.eu/sites/default/files/publications/2018-EASO-COI-Nigeria-KeySocioEconomic.pdf (19.01.2021).

60 Banque mondiale, Washington. Médecins (pour 1000 personnes) - Nigeria, Switzerland | Data, 19.01.2021. https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SH.MED.PHYS.ZS?locations=NG-CH&name_desc=false&year_high_desc=false (19.01.2021).

61 Premium Times, Abuja. Judith Ann-Walker. 2020 Nigerian Budget: Dropping the Ball on the Health Sector, Again, 22.10.2019. https://opinion.premiumtimesng.com/2019/10/22/2020-nigerian-budget-dropping-the-ball-on-the-health-sector-again-by-judith-ann-walker/ (03.03.2021). / Premium Times, Abuja. Ebuka Onyeji. 2021 Budget: Again, Nigeria ignores AU benchmark for health funding, 16.10.2020. www.premiumtimesng.com/news/headlines/421129-2021-budget-again-nigeria-ignores-au-benchmark-for-health-funding.html (19.01.2021).

62 Federal Ministry of Health, Abuja. Nigeria Health Facility Registry. www.hfr.health.gov.ng/statistics/tables (22.01.2021).

63 Daniel H. Kress, Yanfang Su, et al., « Assessment of Primary Health Care System Performance in Nigeria: Using the Primary Health Care Performance Indicator Conceptual Framework », *Health systems and reform*, 2 (4), 2016, pp. 309, 311, 315. https://doi.org/10.1080/23288604.2016.1234861 (22.01.2021). / Otuto A. Chukwu, Udochiamaka Chukwu, et al., « Poor performance of medicines logistics and supply chain systems in a developing country context: lessons from Nigeria », *Journal of Pharmaceutical Health Services Research*, 9 (4), 2018, p. 290. https://doi.org/10.1111/jphs.12274 (26.01.2021). / N. Grace, O. Brian, et al., « Assessment of National Health Insurance Scheme's (NHIS) Effectiveness in a Tertiary Teaching Hospital in Southeast Nigeria », *Journal of Advances in Medical and Pharmaceutical Sciences*, 13 (3), 2017, p. 5. https://doi.org/10.9734/JAMPS/2017/32767 (26.01.2021).

64 Well New Me, Lagos. Obi Igbokwe. The Most Efficient States for Healthcare in Nigeria, 10.01.2020. https://blog.wellnewme.com/post/2020/10/01/the-most-efficient-states-for-healthcare-in-nigeria (22.01.2021).

primaires y restent en construction depuis plusieurs années.[65] Dans d'autres Etats du Sud-Est, des reportages ont aussi montré que de tels bâtiments étaient inachevés, non-équipés ou pas entretenus.[66] Certains hôpitaux de soins secondaires maintiennent par ailleurs une offre limitée : par exemple, un leader de communauté a indiqué qu'à l'hôpital général d'Umunneato, la psychiatrie était le seul département qui restait en fonction.[67]

Des établissements de soins tertiaires se situent dans chaque Etat du Sud-Est : le *Nnamdi Azikiwe University Teaching Hospital Nnewi* (Anambra)[68], le *University of Nigeria Teaching Hospital* (Enugu)[69], le *Federal Medical Centre Umuahia* (Abia)[70], le *Federal Medical Centre Owerri* (Imo)[71] et l'*Alex Ekwueme Federal University Teaching Hospital Abakaliki* (Ebonyi)[72] en font partie. Les sources rassemblées ne permettent pas d'évaluer leurs performances et leurs limites ; tout au plus, nous savons que sur 170 patients interrogés en 2015 au *University of Nigeria Teaching Hospital*, 47 % se sont déclarés satisfaits des soins reçus.[73]

L'association faîtière des psychiatres nigérians a enregistré 250 praticiens dans le pays.[74] Des établissements de soins secondaires ou tertiaires disposent d'un département de psychiatrie, à l'instar de certains *general hospitals* et *teaching hospitals.*[75] Aussi, huit *Federal Neuro-Psychiatric Hospitals* sont répartis sur le territoire national, dont un à Enugu, qui a communiqué qu'il prenait en charge environ 2000 patients par année, y compris des personnes abandonnées, qui exercent une pression sur ses ressources.[76] En vue d'améliorer l'accès aux soins, une organisation non-gouvernementale indique avoir mis sur pied un réseau de 70 services psychiatriques dans le Sud-Est, chacun étant dirigé par une infirmière et se situant au sein d'un centre de soins primaires.[77] Similairement, en 2017, le gouvernement fédéral a débloqué des fonds pour construire quinze cliniques de santé mentale également réparties dans les cinq Etats du Sud-Est.[78] Les sources rassemblées n'indiquent toutefois pas l'avancement de ce projet au moment de la rédaction.

---

65 Ripples Nigeria, Lagos. Abandoned, uncompleted primary healthcare projects litter Anambra, 19.12.2020. www.ripplesnigeria.com/investigation-abandoned-uncompleted-primary-healthcare-projects-litter-anambra/ (25.01.2021).

66 Sahara Reporters, New York. Residents lament as abandoned NDDC health centres litter Imo, 20.12.2019. http://saharareporters.com/2019/12/20/special-report-residents-lament-abandoned-nddc-health-centres-litter-imo (25.01.2021). / Punch, Lagos. Dayo Ojerinde. States, LGs' neglect leaves primary health centres in ruins, 07.01.2019. https://punchng.com/states-lgs-neglect-leaves-primary-health-centres-in-ruins/ (25.01.2021).

67 New Telegraph, Lagos. Abia medical centres: Tales of abandoned, neglected facilities - New Telegraph, 26.07.2020. www.newtelegraphng.com/abia-medical-centres-tales-of-abandoned-neglected-facilities/ (25.01.2021).

68 Nnamdi Azikiwe University Teaching Hospital, Nnewi. https://nauth.org.ng/ (26.01.2021).

69 University of Nigeria Teaching Hospital, Enugu. www.unthenugu.com.ng (14.01.2021).

70 Federal Medical Centre, Umuahia. www.facebook.com/FMCUmuahia (14.01.2021).

71 Federal Medical Centre, Owerri. www.researchgate.net/institution/Federal_Medical_Centre_Owerri (26.01.2021).

72 Alex Ekwueme Federal University Teaching Hospital, Abakaliki. www.aefutha.gov.ng/ (15.01.2021).

73 Ikechukwu E. Obi, Anne C. Ndu, et al., « Patient satisfaction with services at a tertiary hospital in south-east Nigeria », *Malawi medical journal : the journal of Medical Association of Malawi*, 30 (4), 2018. https://doi.org/10.4314/mmj.v30i4.10 (26.01.2021).

74 Association of Psychiatrists of Nigeria, Lagos. About us. www.apn.org.ng/#about (27.01.2021).

75 Julian Eaton, Emeka Nwefoh, et al., « Interventions to increase use of services; Mental Health Awareness in Nigeria », *International journal of mental health systems*, 11 (66), 2017, p. 1. https://doi.org/10.1186/s13033-017-0173-z (26.01.2021).

76 Federal Neuropsychiatric Hospital, Enugu. http://fnhe.gov.ng/ (15.01.2021). / Channels, Lagos. Nigeria to construct mental health clinics in South East senatorial districts, 06.01.2017. www.channelstv.com/2017/01/06/nigeria-to-construct-mental-health-clinics-in-south-east-senatorial-districts/ (27.01.2021). / Enugu Daily. CMD decries burden of abandoned mentally-ill patients in FNH, 12.10.2020. https://enugudaily.com/cmd-decries-burden-of-abandoned-mentally-ill-patients-in-fnh/ (15.10.2020).

77 Amaudo, Bende and London. Projects. www.amaudo.org/projects (26.01.2021). / Julian Eaton, Emeka Nwefoh, et al., « Interventions to increase use of services; Mental Health Awareness in Nigeria », *International journal of mental health systems*, 11 (66), 2017. https://doi.org/10.1186/s13033-017-0173-z (26.01.2021).

78 Channels, Lagos. Nigeria to construct mental health clinics in South East senatorial districts, 06.01.2017. www.channelstv.com/2017/01/06/nigeria-to-construct-mental-health-clinics-in-south-east-senatorial-districts/ (27.01.2021).

Environ un tiers des Nigérians attribuent une origine surnaturelle ou spirituelle aux troubles psychiques, d'où le placement de certains patients dans des établissements traditionnels ou religieux. La distanciation sociale et l'évitement constituent les attitudes les plus courantes vis-à-vis de personnes atteintes de troubles psychiques.[79] Diverses formes d'abus à l'encontre de celles-ci, et en particulier l'enchaînement, ont été dénoncés par une organisation des droits humains. De telles pratiques concernent l'ensemble du Nigeria et plusieurs types d'établissements, y compris des hôpitaux gouvernementaux, d'après des témoignages de médecins.[80] Elles ne sortent pas forcément du cadre légal national, du fait que la loi sur la folie (*lunacy act*) de 1958 n'a à ce jour pas été révisée, en dépit de multiples tentatives à l'Assemblée nationale.[81]

Accès aux soins et modes de financement

Près de 85 % des Nigérians, et 75 % des habitants du Sud-Est se rendent à l'hôpital s'ils sont malades, selon un sondage qui n'explique pas cette différence.[82] En revanche, d'après une autre enquête, 65 % des Nigérians ont renoncé au moins une fois à des soins médicaux nécessaires en 2019 ; parmi les sondés qui s'étaient rendus à l'hôpital, 38 % ont jugé que l'accès aux soins avait été difficile, et 21 % déclaré qu'ils avaient dû verser un pot-de-vin.[83]

Dans le Sud-Est, 85 % des patients paient leur traitement de leur poche, et pour ce faire, beaucoup empruntent de l'argent à leur entourage.[84] Sur 329 patients ayant obtenu une intervention chirurgicale à Enugu, 136 ont demandé des dons pour la financer, dont 130 ont cumulé ce moyen avec leurs propres économies et des emprunts.[85] Surtout en cas d'urgences, des hôpitaux soignent certains patients qui s'avèrent ensuite non-solvables, et les retiennent jusqu'à plusieurs mois dans l'attente du paiement : ainsi, de temps à autres, des organisations non-gouvernementales et des gouverneurs d'Etats paient spontanément quelques factures de soins.[86] Par ailleurs, 11 % des patients souscrivent à une assurance maladie, dont le *National Health Insurance Scheme*, instauré par le gouvernement fédéral en 2005, et qui couvrait en 2020 près de 7 % des Nigérians.[87] Cette assurance ne finance pas tous les soins, notamment

---

79 Temitope Labinjo, Laura Serrant, et al., « Perceptions, attitudes and cultural understandings of mental health in Nigeria: a scoping review of published literature », *Mental Health, Religion & Culture*, 23 (7), 2020, pp. 610, 612. https://doi.org/10.1080/13674676.2020.1726883 (26.01.2021).

80 Cités par: Human Rights Watch, New York. Nigeria: people with mental health conditions chained, abused, 11.11.2019, p. 11. www.hrw.org/news/2019/11/11/nigeria-people-mental-health-conditions-chained-abused (26.01.2021).

81 Adegboyega O. Ogunlesi, Adegboyega Ogunwale, « Mental health legislation in Nigeria: current leanings and future yearnings », *International Psychiatry*, 9 (3), 2012. www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC6735074/ (28.01.2021). / Obianuju Ugochukwu, Nkechi Mbaezue, et al., « The time is now: reforming Nigeria's outdated mental health laws », *The Lancet Global Health*, 8 (8), 2020. https://doi.org/10.1016/S2214-109X(20)30302-8 (27.01.2021).

82 NOI Polls, Abuja. Health Insurance Poll, 17.12.2019. https://noi-polls.com/wp-content/uploads/2019/12/Health-insurance-poll-2019.pdf (14.01.2021).

83 NOI Polls, Abuja. Nigerian government doing a poor job on water/sanitation and health care, citizens say, 10.09.2020. https://noi-polls.com/nigerian-government-doing-a-poor-job-on-water-sanitation-and-health-care-citizens-say/ (02.12.2020).

84 NOI Polls, Abuja. Health Insurance Poll, 17.12.2019. https://noi-polls.com/wp-content/uploads/2019/12/Health-insurance-poll-2019.pdf (14.01.2021). / Daniel Jordan Smith, *To be a man is not a one-day job. Masculinity, money, and intimacy in Nigeria,* The University of Chicago Press, 2017, p. 96.

85 Ikenna I. Nnabugwu, Chikezie Nwankwor, et al., « Gaining access to major elective surgeries in a public tertiary health institution in southeast Nigeria: evaluating household payment coping strategies », *Annals of African Surgery*, 16 (2), 2019, p. 71. https://doi.org/10.4314/aas.v16i2.6 (22.01.2021).

86 Punch, Lagos. Tony Okafor. Anambra hospital holds blind man's wife over N248,000 bill, 12.04.2020. https://punchng.com/anambra-hospital-holds-blind-mans-wife-over-n248000-bill/ (22.01.2021). / Plus TV Africa, Lagos. NGO offsets Bills of Patients at FMC Owerri, 16.12.2020. www.youtube.com/watch?v=mfDtoJrP39c (22.01.2021). / Sun, Lagos. Enugu govt to pay hospital bills of 10-yr-old inflicted with grievous wounds, 05.07.2020. www.sunnewsonline.com/enugu-govt-to-pay-hospital-bills-of-10-yr-old-inflicted-with-grievous-wounds-2/ (22.01.2021).

87 NOI Polls, Abuja. Health Insurance Poll, 17.12.2019. https://noi-polls.com/wp-content/uploads/2019/12/Health-insurance-poll-2019.pdf (14.01.2021). / This Day, Lagos. NHIS flags off new group health insurance for Nigerians, 26.11.2020. www.thisdaylive.com/index.php/2020/11/26/nhis-flags-off-group-health-insurance-for-nigerians/ (27.11.2020).

certaines interventions chirurgicales.[88] Parmi d'autres Etats, Enugu a lancé un projet de couverture maladie universelle, mais une partie de la population manque de confiance envers le gouvernement ou de moyens financiers pour cotiser.[89]

Les coûts de certains traitements sont couverts par le gouvernement fédéral, entre autres pour le virus de l'immunodéficience humaine (VIH), bien que des frais liés aux consultations demeurent souvent à la charge des patients.[90] Des Etats, dont celui d'Imo, ont aboli de tels frais de prise en charge pour les patients atteints du VIH.[91] Autre exemple, l'Etat d'Enugu a officiellement instauré la gratuité des soins de néonatologie, mais une faible coordination entre les acteurs et une rémunération insuffisante du personnel soignant ont rendu partielle la concrétisation de cette mesure.[92]

5. Gouvernance

5.1. Gouvernement et scène politique

La Constitution nigériane ne prévoit pas d'organe gouvernemental au niveau des régions géopolitiques. Néanmoins, les gouverneurs des Etats du Sud-Est, tout comme leurs homologues dans le reste du pays, se réunissent périodiquement en forum. Le *South East Governors' Forum* se présente comme une plateforme où les gouverneurs « rassemblent leurs idées et leurs ressources pour se confronter à des défis socio-économiques communs », et d'où ils adressent des communiqués conjoints au gouvernement fédéral. Par exemple, des projets communs d'infrastructure routière ont été discutés au sein de ce forum.[93]

Les cinq Etats du Sud-Est – Abia, Anambra, Ebonyi, Enugu et Imo – comprennent au total 95 *Local Government Areas* (LGAs). Selon le principe fédéraliste, un gouverneur, des ministres et un parlement gouvernent chaque Etat, alors qu'une LGA est dirigée par un conseil et son *chairman*. Les membres de tous ces organes sont élus au suffrage universel direct.[94]

Près de 90 partis politiques sont enregistrés au Nigeria, mais deux d'entre eux se distinguent de par leur envergure nationale : le *Peoples' Democratic Party* (PDP) et l'*All Progressives Congress* (APC), qui se partagent notamment tous les postes de gouverneurs, à l'exception de celui d'Anambra.[95] Gouverneur de cet Etat depuis 2014, Willie Obiano est membre de l'*All*

---

88 Ikenna I. Nnabugwu, Chikezie Nwankwor, et al., « Gaining access to major elective surgeries in a public tertiary health institution in southeast Nigeria: evaluating household payment coping strategies », *Annals of African Surgery*, 16 (2), 2019, p. 71. https://doi.org/10.4314/aas.v16i2.6 (22.01.2021).

89 Guardian, Lagos. Ugwuanyi launches N200m healthcare scheme in Enugu, 13.12.2019. https://guardian.ng/news/ugwuanyi-launches-n200m-healthcare-scheme-in-enugu/ (22.01.2021). / Christian N. Okolo, Chikezie Nwankwor, et al., « The challenges of establishing Universal Health Coverage in Enugu State, South East Nigeria », *Developing Country Studies*, 9 (4), 2019, p. 60. www.researchgate.net/publication/332767620 (05.01.2021).

90 Aima A. Ahonkhai, Susan Regan, et al., « The impact of user fees on uptake of HIV services and adherence to HIV treatment: Findings from a large HIV program in Nigeria », *PloS one*, 15 (10), 2020. https://doi.org/10.1371/journal.pone.0238720 (22.01.2021).

91 Vanguard, Lagos. Imo abolishes 'user-fees' at hospitals as US pledges medical support for 57,000 HIV patients in state, 12.11.2019. www.vanguardngr.com/2019/12/imo-abolishes-user-fees-at-hospitals-as-us-pledges-medical-support-for-57000-hiv-patients-in-state/ (22.01.2021).

92 Nigeria Health Watch. Enugu's free maternal programme is providing better health for rural women and children, 14.07.2020. https://nigeriahealthwatch.com/enugus-free-maternal-programme-is-providing-better-health-for-rural-women-and-children/ (22.01.2021). / Daniel C. Ogbuabor, Obinna E. Onwujekwe, « Implementation of free maternal and child healthcare policies: assessment of influence of context and institutional capacity of health facilities in South-east Nigeria », *Global health action*, 11 (1), 2018, p. 6. https://doi.org/10.1080/16549716.2018.1535031 (22.01.2021).

93 South East Governors' Forum, Enugu. About SEGF. www.southeastgovforum.org/home/about-segf (07.01.2021). / Voir, aussi: Sun, Lagos. South East Governors' Forum Secretariat: One year after, 22.08.2018. www.sunnewsonline.com/south-east-governors-forum-secretariat-one-year-after/ (07.01.2021).

94 *Constitution of the Federal Republic of Nigeria 1999*, art. 4, art. 5, art. 7, fourth schedule. www.nigeria-law.org/ConstitutionOfTheFederalRepublicOfNigeria.htm (05.01.2021).

95 Oasdom. The list of political parties in Nigeria 2020 and their logo, 13.11.2020. www.oasdom.com/list-of-political-parties-in-nigeria-and-their-logo/ (08.01.2021). / BBC, London. Nigeria election 2019: Mapping a nation in nine charts, 11.02.2019. www.bbc.com/news/world-africa-47149528 (08.01.2021).

Progressives Grand Alliance (APGA), un parti cofondé en 2003 par le leader de la région sécessionniste durant la guerre civile (1967-1970), Chukwuemeka Odumegwu Ojukwu.[96] Celui-ci est décédé en 2011, mais l'APGA a continué à utiliser son image lors de campagnes électorales, et sa veuve Bianca Ojukwu exprime ses propres ambitions politiques sous les couleurs du parti, qui ne remet toutefois pas en cause l'unité territoriale du pays.[97] Les partis politiques nigérians se distinguent peu par leur idéologie ; un politologue les perçoit avant tout comme des « outils pour promouvoir le sectionalisme et l'opportunisme », et qui privilégient les thèmes de l'ethnie et de la religion.[98] Avant ou après des élections, de nombreux militants et candidats changent de parti.[99] Exemple récent dans le Sud-Est, le sénateur Hope Uzodinma a laissé le PDP pour l'APC en vue des élections de gouverneur dans l'Etat d'Imo, qu'il a remportées en 2019.[100] A l'inverse, le gouverneur d'Ebonyi David Umahi est passé de l'APC au PDP en 2020.[101]

Lors de l'élection présidentielle de 2019, le Sud-Est a montré un taux de participation plus bas (17 %) qu'en 2015 (40 %) et 2011 (63 %), et aussi plus faible que celui des autres régions ; beaucoup de ceux qui n'avaient pas voté ont avoué qu'ils accordaient peu de confiance au gouvernement, ou estimaient que leur région était marginalisée, d'après un sondage mené à Nsukka.[102] A Onitsha, similairement, le taux de participation à l'élection du gouverneur a été nettement plus bas en 2017 qu'en 2013, ce qu'une étude attribue surtout à l'appel de l'IPOB (voir : 7.4) à boycotter les urnes, ainsi qu'à la forte présence de militaires dans le dispositif de sécurité le jour de l'élection, ce qui peut avoir intimidé des citoyens.[103]

La concurrence électorale, dans le Sud-Est comme dans le reste du Nigeria, génère des événements violents sporadiques.[104] Pour illustration, dans l'Etat d'Ebonyi lors de l'élection présidentielle de 2019, des affrontements entre partisans de l'APC et du PDP ont fait deux morts et trois blessés ; par ailleurs, des personnes non-identifiées ont tiré plusieurs balles sur le domicile d'un cadre de l'APC, qui était absent.[105] Trois jours plus tard, dans l'Etat d'Imo, un autre leader de l'APC a été tué par balles à son domicile.[106]

---

96 Channels, Lagos. APGA's Obiano secures second term by landslide victory, 19.11.2017. www.channelstv.com/2017/11/19/breaking-apgas-obiano-secures-second-term-with-landslide-victory/ (08.01.2021). / Amy McKenna, « Odumegwu Ojukwu », *Encyclopædia Britannica*. www.britannica.com/biography/Odumegwu-Ojukwu (08.01.2021).

97 Nation, Lagos. Sam Egburonu, Nwanosike Onu. Anambra 2021: Will Bianca Ojukwu repay her mockers in APGA?, 12.07.2020. https://thenationonlineng.net/anambra-2021-will-bianca-ojukwu-repay-her-mockers-in-apga/ (11.01.2021). / Nation, Lagos. Between Bianca Ojukwu and Emeka Ojukwu, 11.12.2020. https://thenationonlineng.net/between-bianca-ojukwu-and-emeka-ojukwu/ (07.01.2021).

98 J. S. Omotola, « Nigerian parties and political ideology », *Journal of Alternative perspectives in the Social Sciences*, 1 (3), 2009, pp. 629-630. www.japss.org/upload/4.sholaomotolaarticle.pdf (11.01.2021).

99 Adeleke O. Ogunnoiki, « Political Parties, Ideology and the Nigerian State », *International Journal of Advanced Academic Research*, 2018, pp. 137-141. www.academia.edu/download/58081379/ijaar-sms-v4n12-dec18-p55.pdf (11.01.2021).

100 Ripples Nigeria, Lagos. Ebere Ndukwu. Hope Uzodinma, the fourth-place finisher who became governor, 15.01.2020. www.ripplesnigeria.com/profile-hope-uzodinma-the-fourth-place-finisher-who-became-governor/ (11.01.2021).

101 Vanguard, Lagos. Storm over Umahi's defection to APC, 19.11.2020. www.vanguardngr.com/2020/11/storm-over-umahis-defection-to-apc/ (11.01.2021).

102 Cletus F. Nwankwo, « Determinants of voter turnout in Nsukka Council of Enugu State, South Eastern Nigeria », *Bulletin of Geography. Socio-economic Series*, 45 (45), 2019, pp. 112, 121. https://doi.org/10.2478/bog-2019-0027 (07.01.2021).

103 Peter O. Mbah, Thaddeus C. Nzeadibe, et al., « Separatist Threat, Militarization and Voter Turnout: Exploring the Dynamics of the 2017 Governorship Election in Anambra State, Nigeria », *Journal of Asian and African Studies*, 55 (8), 2020. https://doi.org/10.1177%2F0021909620907934 (06.01.2021).

104 Voir: Nigeria Watch, Ibadan. Database. http://nigeriawatch.org/index.php (13.10.2020).

105 Sun, Lagos. Magnus Eze. Ebonyi: When politics turned war, 05.03.2019. www.sunnewsonline.com/ebonyi-when-politics-turned-war/ (14.01.2021).

106 Punch, Lagos. APC chairman shot dead in Imo, 21.02.2019. https://punchng.com/apc-chairman-shot-dead-in-imo/ (14.01.2021).

On constate aussi des cas de violence internes aux partis.[107] Selon un témoin anonyme, lors des élections primaires de l'APC dans l'Etat d'Ebonyi en 2018, l'entourage d'un candidat a distribué de l'argent en donnant sa consigne de vote, une bagarre a éclaté, des coups de feu ont été tirés et ont fait trois morts.[108] Comme observé par un politologue dans plusieurs pays d'Afrique, les allégeances aux factions personnelles peuvent se révéler plus solides que les allégeances aux partis.[109]

5.2. Institutions traditionnelles

Dans le sud de l'actuel Nigeria, avant la colonisation britannique, plusieurs royaumes ont connu une expansion impériale, à l'instar de Benin, Ife et Oyo. A l'est de ceux-ci, dans le pays igbo, des institutions politiques de formes plus diverses se sont développées : Onitsha et des groupes de villages proches du fleuve Niger étaient certes gouvernés par des rois, mais le système de gouvernance traditionnelle le plus répandu dans le pays igbo, selon une historienne, peut être qualifié de République villageoise.[110]

Dans un tel système, l'homme le plus âgé de chaque famille étendue [*kindred*] siège au conseil des anciens du village. Cet organe exerce une influence, mais du moins historiquement, les décisions considérées comme les plus importantes étaient prises par l'assemblée de tous les habitants adultes males. A l'échelon supérieur, le groupe de villages [*town*] comprend en général quatre villages, comme le nombre de jours d'une semaine du calendrier igbo, et ces villages organisent le marché à tour de rôle ; ceux d'un même groupe se réfèrent à un même ancêtre, un même temple, et célèbrent des festivals en commun. Une délégation de chaque village participe aux assemblées du groupe de villages [*town*], qui à l'origine était entre autres chargé de défendre le territoire.[111]

Malgré le principe inclusif et égalitaire des assemblées, les participants plus âgés et plus riches avaient plus d'influence que les autres au sein de leurs communautés. Ces différences de statuts personnels s'exprimaient à travers la prise de titres : par exemple, les détenteurs d'un titre *Ozo* formaient des loges, se voyaient libérés de certaines obligations communales, et d'après un historien, constituaient une « aristocratie d'intellect, de fortune et de pouvoir politique dans leurs sociétés ».[112] Ces titres existent encore : en 2016, un *Ozo* a indiqué que son titre était une manifestation de richesse et lui conférait un rôle philanthropique envers sa communauté, comme le paiement de taxes scolaires.[113] Certaines femmes prennent elles-aussi des titres, forment des associations parallèles à celles des hommes, siègent à leurs côtés dans des conseils et participent aux décisions.[114]

---

[107] Corentin Cohen, Hugo Lefebvre, « Structuration régionale et déterminants ethnoreligieux de la violence politique au Nigeria depuis la fin de la dictature militaire », *Herodote* (4), 2015, pp. 52-54. https://doi.org/10.3917/her.159.0045 (14.01.2021).

[108] The Biafra Telegraph. Ogeh F. Igiri. Biafra Abakaliki: Three persons confirmed dead in Ebonyi State during APC primary election at Onueke Ezza South LGA in Ebonyi Central, 06.10.2018. www.thebiafratelegraph.co/2018/10/biafra-abakaliki-three-persons.html (14.01.2021). / Premium Times, Abuja. Ebonyi APC Clash: Death toll now three - Police, 05.10.2018. www.premiumtimesng.com/regional/ssouth-east/288627-ebonyi-apc-clash-death-toll-now-three-police.html (14.01.2021).

[109] Jean-François Bayart, *L'État en Afrique. La politique du ventre,* Paris, Fayard, 1989, 2006, pp. 261-270.

[110] Gloria Chuku, « Igbo historiography: Parts I, II, and III », *History Compass*, 16 (10), 2018, p. 6. https://doi.org/10.1111/hic3.12489 (09.11.2020). / Axel Harneit-Sievers, *Constructions of belonging. Igbo communities and the Nigerian state in the twentieth century,* University of Rochester Press, 2006, p. 39.

[111] Axel Harneit-Sievers, *Constructions of belonging. Igbo communities and the Nigerian state in the twentieth century,* University of Rochester Press, 2006, pp. 29–30, 39.

[112] Cité par: Axel Harneit-Sievers, *Constructions of belonging. Igbo communities and the Nigerian state in the twentieth century,* University of Rochester Press, 2006, p. 40.

[113] Sun, Lagos. Aloysius Attah. Secrets of Ozo title, 07.12.2016. www.sunnewsonline.com/secrets-of-ozo-title/ (02.11.2020).

[114] Joseph T. Agbasiere, *Women in Igbo life and thought,* London, New York, Routledge, 2000, p. 40. / Axel Harneit-Sievers, *Constructions of belonging. Igbo communities and the Nigerian state in the twentieth century,* University of Rochester Press, 2006, p. 40. / Eastern Lead Express, Owerri. Emele receives Odiukonamba chieftaincy title, 12.02.2020. https://theleadexpress.com/emele-receives-odiukonamba-chieftaincy-title/ (03.03.2021).

Les institutions traditionnelles ont été d'abord remodelées par le colonisateur britannique, puis par le gouvernement fédéral nigérian, notamment lors de l'introduction des *Local Government Areas* (LGA) en 1976. En-dessous du niveau des LGAs ont été créées des communautés autonomes, avec pour seule fonction de constituer une unité territoriale pour un chef néo-traditionnel. Les communautés autonomes n'ont pas été délimitées selon des critères pré-établis : bien qu'elles se superposent souvent aux groupes de villages igbos, elles résultent d'un lobbyisme auprès du gouvernement de l'Etat et certaines comprennent un unique village. Pour être officiellement reconnu, un chef traditionnel de communauté autonome doit démontrer son soutien populaire auprès du gouvernement de l'Etat, qui le rémunère et peut le destituer. Son titre peut varier d'une communauté à l'autre, mais les plus courants sont *Eze*, *Obi* et *Igwe*. Il est entouré d'un cabinet de chefs, et son rôle majeur consiste à exercer la médiation au sein de sa communauté, ainsi qu'à assister le *Local Government* dans la collecte d'impôts.[115]

Dans une certaine mesure, le gouvernement s'appuie sur les chefs traditionnels pour se rapprocher de la population : le gouverneur de l'Etat d'Anambra a ainsi déclaré vouloir rester en synergie avec eux.[116] L'instauration de ce système de leaders a contribué à affaiblir les autres institutions traditionnelles igbos, à l'instar des *town unions*, mais ne les a pas fait disparaître.[117] Tout comme dans la sphère politique, des conflits de pouvoir entre leaders traditionnels peuvent prendre des tournures violentes. Par exemple, dans la communauté Omuogba Nike en 2020, un groupe de personnes armées et loyales au président de la *town union* est entré sur la parcelle de son opposant, qui est parvenu à s'enfuir, mais les assaillants ont ouvert le feu et tué sa nièce.[118]

5.3. Justice

Dans le Sud du pays, la justice nigériane concilie le droit britannique et des lois traditionnelles. Une personne lésée peut se tourner vers une cour civile ou traditionnelle, indépendamment de la nature civile ou criminelle du cas. Les instances traditionnelles basent leurs jugements sur des lois qui entrent parfois en contradiction avec les droits humains. Elles opèrent à l'échelon le plus bas du dispositif juridique et les personnes qu'elles condamnent gardent le droit de soumettre leur cas à une haute cour civile, puis à une cour d'appel, et enfin à la cour suprême à Abuja.[119] Néanmoins, l'accès à une procédure civile dépend en partie de moyens financiers. Le personnel de l'armée est soumis à des tribunaux militaires, mais peut faire appel auprès de cours civiles.[120]

---

[115] Axel Harneit-Sievers, *Constructions of belonging. Igbo communities and the Nigerian state in the twentieth century,* University of Rochester Press, 2006, pp. 175-192.

[116] Vanguard, Lagos. Gov. Ikpeazu inaugurates Abia traditional rulers' council, seeks peace, devt, 23.12.2019. www.vanguardngr.com/2019/12/gov-ikpeazu-inaugurates-abia-traditional-rulers-council-seeks-peace-devt/ (25.11.2020).

[117] Axel Harneit-Sievers, *Constructions of belonging. Igbo communities and the Nigerian state in the twentieth century,* University of Rochester Press, 2006, p. 170. / Sun, Lagos. Aloysius Attah. Anambra Town Union body unveils magazine, 30.07.2019. www.sunnewsonline.com/anambra-town-union-body-unveils-magazine/ (25.11.2020).

[118] Sun, Lagos. Jude Chinedu. 15-year-old girl shot dead in Enugu community fracas, 03.11.2020. www.sunnewsonline.com/15-year-old-girl-shot-dead-in-enugu-community-fracas/ (14.01.2021).

[119] Okey M. Ejidike, « Human rights in the cultural traditions and social practice of the Igbo of south-eastern Nigeria », *Journal of African Law*, 43 (1), 1999, pp. 71–98. https://doi.org/10.1017/S0021855300008731 (25.06.2020). / Constitution of the Federal Republic of Nigeria 1999, art. 240. www.nigeria-law.org/ConstitutionOfTheFederalRepublicOfNigeria.htm (25.11.2020).

[120] EASO, Valetta. Nigeria Country Focus, juin 2017, p. 29. www.easo.europa.eu/information-analysis/country-origin-information/country-reports (25.11.2020).

Justice civile

Dans les cours civiles d'un Etat fédéré, les nominations de juges relèvent du gouverneur, mais doivent être validées par le parlement de cet Etat, et les procédures se basent sur des lois fédérales et des lois de cet Etat. [121]

Onze pourcents des Nigérians affectés par un problème judiciaire recourent à un avocat ou une cour civile, selon des données recueillies en 2018, tandis que les démarches les plus courantes consistent à s'adresser directement à l'autre partie, solliciter un membre de la famille, ou un ami pour une médiation. De ces onze pourcents, 70 % ont déclaré que leur problème avait été résolu partiellement ou entièrement. Cette même étude a relevé un taux de confiance dans les cours officielles de 50 %,[122] alors qu'un sondage réalisé en 2020 avance que pas plus de 33 % des Nigérians, et 35 % des habitants du Sud-Est accordent de la confiance au système judiciaire de leur pays. De ceux qui avaient vécu une procédure, près de 20 % ont indiqué que des pots-de-vin leur avaient été demandés.[123] La corruption est très répandue dans le système judiciaire en général, a par ailleurs remarqué l'avocat Itse Sagay, qui dirige le comité de conseil à la présidence pour la lutte contre la corruption.[124]

Les sources rassemblées ne permettent pas d'évaluer l'équité et les performances de l'appareil judiciaire dans le Sud-Est, en comparaison avec les autres zones du pays. Nous savons toutefois que la détention préventive concernait 74 % des prisonniers nigérians en 2020, 77 % de ceux dans l'Etat d'Imo en 2020, et 78 % des détenus dans l'Etat d'Anambra en 2018.[125] La durée moyenne d'une détention préventive n'est pas connue, mais pour limiter les contaminations de Covid-19, le président Buhari a demandé de libérer ceux qui avaient été incarcérés plus de six ans sans jugement.[126] Dans chaque Etat du Nigeria, une unité de l'agence gouvernementale *Legal Aid Council* est chargée de représenter les personnes indigentes devant les tribunaux.[127]

Plusieurs études et rapports ont relevé qu'au Nigeria, les conditions de détention ne sont souvent pas conformes aux règles minimales établies par les Nations Unies. Le gouvernement a indiqué en 2018 que les prisons étaient occupées à 146 %.[128] Le manque d'espace déshumanise les détenus, a déclaré en 2018 le vice-président du pays.[129] En effet, comme problèmes sanitaires majeurs dans les prisons fédérales d'Enugu, Onitsha et Abakaliki, les détenus ont

---

[121] EASO, Valetta. EASO Country of Origin Information Report Nigeria Actors of Protection, November 2018, p. 39. https://coi.easo.europa.eu/administration/easo/PLib/2018_EASO_COI_Nigeria_ActorsofProtection.pdf (21.09.2020).

[122] The Hague Institute for Innovation of Law. Rodrigo Nunez. Justice Needs and Satisfaction in Nigeria, 12.09.2018, pp. 100, 103, 115. www.hiil.org/projects/justice-needs-and-satisfaction-in-nigeria/ (30.11.2020).

[123] NOI Polls, Abuja. Nigerian judicial system perception poll result, 25.08.2020. https://noi-polls.com/nigerian-judicial-system-perception-poll-result/ (01.12.2020).

[124] Sahara TV, New York. Presidential Advisory Committee Against Corruption. Corruption is so pervasive in the Nigerian judiciary, 28.03.2018. www.youtube.com/watch?v=tPBepNJa1cE (01.12.2020).

[125] Nigerian Correctional Service, Abuja. Summary of inmate population by convict and awaiting trial persons as at 30th November, 2020. www.corrections.gov.ng/statistics (03.12.2020). / Vanguard, Lagos. Over 2,600 are awaiting trial in correctional centres - Imo State, 15.09.2020. www.vanguardngr.com/2020/09/over-2600-are-awaiting-trial-in-correctional-centres-imo-state/ (18.09.2020). / Punch, Lagos. Toni Okafor. 30 prison inmates in Anambra to die by hanging, 12.05.2018. https://punchng.com/30-prison-inmates-in-anambra-to-die-by-hanging/ (03.12.2020).

[126] Reuters, London. Buhari asks Nigeria's chief judge to free prisoners because of coronavirus, 21.04.2020. www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-nigeria-prison-idUSKCN2232XO (03.12.2020).

[127] Legal Aid Council, Abuja. Function and Mandate. https://legalaidcouncil.gov.ng/function-and-mandate/ (23.12.2020).

[128] Home Office, London. Nigeria. Prison conditions, November 2016. www.refworld.org/pdfid/5825c8044.pdf (23.12.2020) / United Nations, New York. United Nations standard minimum rules for the treatment of prisoners (the Nelson Mandela rules), 17.12.2015. https://undocs.org/A/RES/70/175 (23.12.2020) / Benjamin Okorie–Ajah, « Criminal Justice Administration and Panic of Prison Correction in Nigeria », *Journal of Law and Judicial System*, 1 (2), 2018, pp. 1–4. www.sryahwapublications.com/journal-of-law-and-judicial-system/pdf/v1-i2/1.pdf (23.12.2020).

[129] Cité par: Guardian, Lagos. On the condition of Nigeria's prisons, 19.02.2018. https://guardian.ng/opinion/on-the-condition-of-nigerias-prisons/ (03.12.2020).

cité la surpopulation et le manque de toilettes adéquates.[130] En 2019, le *Nigerian Prison Service* a été renommé *Nigerian Correctional Service* ; il a souligné que les prisons avaient récemment augmenté leurs capacités, et qu'il entendait favoriser la réinsertion socio-professionnelle des détenus.[131] Les sources rassemblées ne laissent pas apparaître la portée concrète de ces réformes. Cependant, des activités de réhabilitation sont soutenues par des initiatives privées et des organisations non-gouvernementales, par exemple à la prison d'Enugu, où des détenus ont obtenu des diplômes, et d'autres ont été encadrés pour former un groupe de musique.[132]

Justice traditionnelle

Un juriste d'Enugu qualifie les lois traditionnelles igbos de « miroir des pratiques acceptées ».[133] Pour traiter un litige au sein d'un même lignage, les parties peuvent avoir recours à l'homme le plus âgé ou au groupe de femmes ; si le conflit déborde le cadre de la famille étendue, le leader traditionnel du village, l'association des femmes, le conseil des anciens ou la *town union*, entre autres, peuvent être sollicitées. Ces instances procèdent souvent par arbitrage.[134] Certaines cours traditionnelles sont gérées par les gouvernements d'Etats, et font partie du dispositif judiciaire officiel.[135]

La prestation de serment dans un temple traditionnel constitue un autre moyen populaire en pays igbo pour résoudre les disputes, entre autres celles de nature foncière.[136] Elle implique que le verdict et la punition soient dispensés par une divinité, alors considérée plus fiable qu'une instance humaine. Le juriste précité en a détaillé le mécanisme : « La culpabilité est établie si l'accusé meurt ou tombe malade dans un délai imparti. En général, les serments sont prononcés de façon à ce que celui qui jure invoque une punition conditionnelle sur lui-même. Les Igbos croient que quiconque prête un faux serment mourra ou sera frappé d'un grand malheur au cours de la période donnée ».[137]

Parfois aussi, les parties prêtent serment dans un temple traditionnel pour solenniser la conclusion d'un accord. Remplissant cette fonction notamment pour des acteurs politiques, le temple d'Okija, dans l'Etat d'Anambra, s'est retrouvé au centre d'une affaire médiatisée. En y intervenant en 2004, la police a découvert des dizaines de cadavres dans ses alentours : les prêtres du temple ont souligné qu'il s'agissait de personnes décédées après avoir prêté serment, et que leurs familles avaient amené les corps afin d'éviter de subir à leur tour la colère de la divinité. D'autres ont suggéré que ces personnes avaient été empoisonnées ou victimes de meurtres rituels, ce qui n'a pas été prouvé. Les contributions des visiteurs avaient généré un revenu confortable pour les prêtres, alors accusés d'escroquerie, mais pas emprisonnés.

---

130 Fred C. Otuu, Elvis N. Shu, « Prevalent Diseases among Inmates in Three Federal Prisons in South-East Geopolitical Zone of Nigeria: A Peep into the Environmental Factors », *Journal of Environmental Science and Public Health*, 3 (1), 2019. https://doi.org/10.26502/jesph.96120044 (23.12.2020).

131 Punch, Lagos. New prisons reform, unprecedented in Nigeria's history —NCS, 16.08.2019. https://punchng.com/new-prisons-reform-unprecedented-in-nigerias-history-ncs/ (23.12.2020).

132 Channels, Lagos. Prison reformation in Nigerian prisons, 30.07.2019. www.youtube.com/watch?v=abR0rkcUau0 (25.11.2020).

133 Ikenga K. E. Oraegbunam, « The principles and practice of justice in traditional Igbo jurisprudence », *OGIRISI: a New Journal of African Studies*, 6, 2009, p. 79. www.ajol.info/index.php/og/article/view/52335/40960 (25.11.2020).

134 Axel Harneit-Sievers, *Constructions of belonging. Igbo communities and the Nigerian state in the twentieth century,* University of Rochester Press, 2006, p. 185. / Ikenga K. E. Oraegbunam, « The principles and practice of justice in traditional Igbo jurisprudence », *OGIRISI: a New Journal of African Studies*, 6, 2009, p. 68. www.ajol.info/index.php/og/article/view/52335/40960 (25.11.2020).

135 Guardian, Lagos. Abia swears in 25 customary court judges, 08.10.2019. https://guardian.ng/features/law/abia-swears-in-25-customary-court-judges/ (27.11.2020). / Sun, Lagos. Ugwuanyi approves 2 model customary courts for LGAs, 08.05.2019. www.sunnewsonline.com/ugwuanyi-approves-2-model-customary-courts-for-lgas/ (27.11.2020). / C.E. Chukwurah, *An overview of the jurisdiction of area / customary courts*, 2017. www.nji.gov.ng/images/Workshop_Papers/2017/Area_Sharia_Customary_Judges/s2.pdf (27.11.2020).

136 Hyacinth N. Iwu, « Autochtony of belonging in Umuleri/Aguleri war », *Socialscientia: Journal of Social Sciences and Humanities*, 4 (1), 2019. www.journals.aphriapub.com/index.php/SS/article/view/934 (26.06.2020).

137 Ikenga K. E. Oraegbunam, « The principles and practice of justice in traditional Igbo jurisprudence », *OGIRISI: a New Journal of African Studies*, 6, 2009, pp. 70-71. www.ajol.info/index.php/og/article/view/52335/40960 (25.11.2020).

Parmi les usagers du temple figuraient des hommes politiques, à l'instar du gouverneur d'Anambra de 2003 à 2006 Chris Ngige, et son parrain électoral. Un conflit entre ces deux hommes dont les réseaux respectifs s'étendaient jusqu'à la présidence de la nation explique, selon un historien, la descente de police au temple.[138] En 2019, des habitants et des prêtres d'Okija ont indiqué que le temple restait en activité, mais était moins fréquenté qu'avant 2004, et qu'il n'y avait plus de corps abandonnés dans ses environs.[139]

5.4. Société civile

Tout Nigérian a le droit de se réunir avec d'autres personnes, stipule l'article 40 de la Constitution, « en particulier, il peut former ou appartenir à tout parti politique, syndicat ou toute association pour la protection de ses intérêts : […] ».[140] Dans le Sud-Est comme dans le reste du pays, des organisations non-gouvernementales (ONG) et de la société civile (OSC) exercent leurs activités dans des domaines variés tels que la santé, les droits de la femme et de l'enfant, et le développement socio-économique.[141]

Un rassemblement peut toutefois être illégal, d'après le code pénal, si trois personnes ou plus « se comportent d'une manière pouvant amener des personnes du voisinage à craindre raisonnablement que les personnes ainsi rassemblées vont tumultueusement perturber l'ordre public ». [142] Notamment, la police a cité cette loi après avoir arrêté des militants biafrais[143] (voir : 7.4).

Parmi les OSCs majeures, *Ohanaeze Ndigbo* [Les gens et leurs leaders] se donne quant à elle pour but de « protéger et faire prospérer les vies, les propriétés et la civilisation igbos partout dans le monde ».[144] Fondée en 1976, elle se présente comme l'organisation faîtière de tous les Igbos et de leurs organisations, bien qu'elle ait connu des divisions internes dues à des agendas politiques personnels. Ses leaders comptent des politiciens, des hommes d'affaires et des intellectuels.[145] *Ohanaeze Ndigbo* a appelé le gouvernement fédéral à ne plus considérer le groupe indépendantiste IPOB (voir : 7.4) comme terroriste, et les agences de sécurité à se concentrer sur les groupes armés dans le nord du pays.[146] Sur le plan de la politique nationale, l'Organisation milite pour qu'un Igbo accède à la présidence. De leur côté,

---

138 Stephen Ellis, « The Okija Shrine: Death and Life in Nigerian Politics », *The Journal of African History*, 49 (3), 2008, pp. 453, 456, 465. https://doi.org/10.1017/S0021853708003940 (02.11.2020). / Punch, Lagos. Toni Okafor. Okija shrine saga became a blessing in disguise –Obi, Anambra ex-commissioner who inspected site with 70 corpses, skulls, 03.08.2019. https://punchng.com/okija-shrine-saga-became-a-blessing-in-disguise-obi-anambra-ex-commissioner-who-inspected-site-with-70-corpses-skulls/ (13.10.2020).

139 Nation, Lagos. Nwanosike Onu. The return of Okija dreaded shrine resurrects 15 years after causing national uproar, 21.12.2019. https://thenationonlineng.net/the-return-of-okija-dreaded-shrine-resurrects-15-years-after-causing-national-uproar/ (30.11.2020).

140 *Constitution of the Federal Republic of Nigeria 1999*, art. 40. www.nigeria-law.org/ConstitutionOfTheFederalRepublicOfNigeria.htm (05.01.2021).

141 Voir, par exemple: Coalition of Eastern Non-governmental Organisations (CENGOs), Enugu. Member Organisations. http://cengos.org/1620-2/ (05.01.2021). / Media Nigeria. List of NGOs in Enugu State, 08.02.2018. www.medianigeria.com/list-of-ngos-in-enugu-state/#comments (05.01.2021). / CIRDDOC, Enugu. Civil Resource Development and Documentation Centre. http://cirddoc.org/ (05.01.2021). / Orient Daily News, Awka. CENGOs calls media to join fight against FGM in Ebonyi state, 22.12.2020. https://orientdailynews.com/cengos-calls-media-to-join-fight-against-fgm-in-ebonyi-state/ (05.01.2021).

142 « Unlawful Assemblies: Breaches of the Peace », *Criminal Code Act Chapter C39. Laws of the Federal Republic of Nigeria 2004*, art. 69. www.lawyard.ng/wp-content/uploads/2015/11/CRIMINAL-CODE-ACT-2004.pdf (05.01.2021).

143 Sahara Reporters, New York. IPOB women protesters arrested for unlawful assembly, not tear-gassed, says Police, 18.08.2018. https://secure.saharareporters.com/2018/08/18/ipob-women-protesters-arrested-unlawful-assembly-not-tear-gassed-says-police (05.01.2021).

144 Ohanaeze Ndigbo, Enugu. About Page. www.ohanaezendigbo.org/about-page/ (05.01.2021).

145 Axel Harneit-Sievers, *Constructions of belonging. Igbo communities and the Nigerian state in the twentieth century,* University of Rochester Press, 2006, pp. 128-129.

146 Nation, Lagos. Ohanaeze to FG: don't label IPOB as terrorist group, 19.12.2020. https://thenationonlineng.net/ohanaeze-to-fg-dont-label-ipob-as-terrorist-group/ (14.01.2021).

Afenifere, dans le Sud-Ouest, et *Arewa Consultative Forum*, dans le nord du Nigeria, promeuvent également les intérêts des groupes ethnolinguistiques originaires de leurs régions.[147]

6. Religion

6.1. Christianisme et islam

Le christianisme est la religion prédominante dans le Sud-Est. Des missions ont répandu le catholicisme romain et l'anglicanisme durant la période coloniale, à partir du 19e siècle ; ces Eglises comptent aujourd'hui respectivement treize et vingt-et-un diocèses dans la Zone.[148] Plusieurs nouvelles Eglises sont aussi implantées ; les pentecôtistes et charismatiques ont connu une expansion majeure dans l'ensemble du Nigeria dès les années 1990.[149]

L'islam s'est développé plus tard que le christianisme et demeure très minoritaire. En partie encouragées par des bourses d'études de la Ligue islamique mondiale, qui est basée à La Mecque, les conversions à l'islam ont augmenté dans la seconde moitié du 20e siècle.[150]

Une historienne a fait état d'une aversion igbo pour l'islam. Elle a observé que de nombreux convertis à l'islam ont été désapprouvés, voire marginalisés par leur famille ou communauté d'origine, et qu'il en allait de même pour certains Igbos musulmans passés au christianisme. Depuis la guerre civile (1967-1970), l'islam dans le Sud-Est a souvent été associé aux soldats de l'armée fédérale, alors ennemie des indépendantistes. [151] Par ailleurs, en 2000, après que des Igbos aient été tués dans le nord du Nigeria lors d'émeutes contre l'introduction de la Sharia, d'autres émeutes ont éclaté à Aba, tuant près de 300 ressortissants du nord du Nigeria et du Niger.[152]

6.2. Religion traditionnelle

Face à la colonisation et au christianisme, la religion traditionnelle a certes beaucoup reculé, mais subsisté. Les croyances ne sont pas identiques dans tout le pays igbo, malgré des points communs.[153] Souvent qualifié de dieu suprême, *Chukwu* est reconnu comme le créateur de toutes choses. Quant aux divinités qui régissent le monde matériel, elles désignent en général des éléments de la nature : par exemple, *Ala* [la terre], *Anyawu* [le soleil], *Amadioha* [le tonnerre], *Nmuo Miri* [l'eau]. Une autre catégorie est constituée de divinités locales, soient les

---

147 Sun, Lagos. 2019 presidency: Ohanaeze gives conditions for Igbo support, 08.12.2017. www.sunnewsonline.com/2019-presidency-ohanaeze-gives-conditions-for-igbo-support/ (05.01.2021). / Vanguard, Lagos. 2023: Ohanaeze gets mandate to negotiate for Igbo president, 12.08.2020. www.vanguardngr.com/2020/08/2023-ohanaeze-gets-mandate-to-negotiate-for-igbo-president/ (05.01.2021).

148 Egodi Uchendu, « Being Igbo and Muslim: The Igbo of South-Eastern Nigeria and conversions to Islam, 1930s to recent times », *The Journal of African History*, 51 (1), 2010, p. 63. https://doi.org/10.1017/S0021853709990764 (09.11.2020). / Catholic Bishops Conference of Nigeria, Abuja. Map of Catholic Ecclesiastical Dioceses in Nigeria. https://cbcn-ng.org/mapdiocese.php (09.11.2020). / Anglican Communion (Church of Nigeria), Abuja. Our Provinces. https://anglican-nig.org/our-provinces/ (09.11.2020).

149 Axel Harneit-Sievers, *Constructions of belonging. Igbo communities and the Nigerian state in the twentieth century,* University of Rochester Press, 2006, p. 109. / Ruth Marshall-Fratani, *Political spiritualities. The Pentecostal revolution in Nigeria,* The University of Chicago Press, 2009. / Ebenezer Obadare, *Pentecostal Republic. Religion and the struggle for state power in Nigeria,* London, Zed Books, 2018.

150 Gloria Chuku, « Igbo historiography: Part II », *History Compass*, 16 (10), 2018, p. 4. https://doi.org/10.1111/hic3.12487 (09.11.2020). / Egodi Uchendu, « Being Igbo and Muslim: The Igbo of South-Eastern Nigeria and conversions to Islam, 1930s to recent times », *The Journal of African History*, 51 (1), 2010, pp. 65, 77. https://doi.org/10.1017/S0021853709990764 (09.11.2020).

151 Egodi Uchendu, « Being Igbo and Muslim: The Igbo of South-Eastern Nigeria and conversions to Islam, 1930s to recent times », *The Journal of African History*, 51 (1), 2010, pp. 83, 86. https://doi.org/10.1017/S0021853709990764 (09.11.2020).

152 Kate Meagher, « Hijacking Civil Society: The inside Story of the Bakassi Boys Vigilante Group of South-Eastern Nigeria », *The Journal of Modern African Studies*, 45 (1), 2007, p. 102. https://doi.org/10.1017/S0022278X06002291 (20.10.2020).

153 Madukasi F. Chuks, Ahamba L. Nneka, « Deities and their Symbolic Representation in Traditional Igbo Community: A Case Study if Alaogbaga Deity in Chokoneze Mbaise », *Randwick International of Social Science Journal*, 1 (1), 2020, p. 71. https://doi.org/10.47175/rissj.v1i1.11 (06.11.2020). / Gloria Chuku, « Igbo historiography: Part II », *History Compass*, 16 (10), 2018, p. 4. https://doi.org/10.1111/hic3.12487 (09.11.2020).

ancêtres, principalement des fondateurs de villages considérés comme des enfants d'*Ala,* seule fille de *Chukwu*.[154] De plus, chaque personne possède son propre être spirituel, le *Chi*, qui peut causer des succès ou des malheurs, et se réincarne. Avant que quelqu'un meure, son *Chi* négocie avec *Chukwu* le destin de la personne à naître qu'il est sur le point d'accompagner.[155]

Chaque temple est dédié à une divinité particulière, comme un ancêtre. Il est parfois constitué d'un petit abri en tôle, ou de quelques objets sacrés déposés au pied d'un arbre. Les visiteurs s'y rendent notamment pour prier, y faire des offrandes ou sacrifier un animal. Le prêtre d'un temple peut être habilité à consulter l'oracle ou dispenser la justice (voir : 5.3). Sans forcément participer ouvertement au culte d'une divinité, certains chrétiens se rendent dans un temple traditionnel en cas de malheur ou de situation difficile.[156] Les mascarades, souvent pratiquées lors de festivals ou de rites de passage, peuvent être perçues comme « des esprits dans le monde physique », et certaines avaient pour fonction première de maintenir l'ordre public. Mais aujourd'hui, des performances de mascarades revêtent aussi une dimension culturelle.[157]

Parmi les Igbos chrétiens existe un courant d'hostilité à la religion traditionnelle, ce qui mène à la destruction de temples.[158] Un autre courant, cependant, perçoit la foi chrétienne et la tradition comme complémentaires, et relève des points communs.[159]

6.3. Osus

Depuis la période précoloniale, un *osu* était « l'esclave » d'une divinité, dont il entretenait le temple. Le statut des *osus* était non seulement héréditaire, mais aussi contagieux : la communauté pratiquait une ségrégation à leur encontre et les qualifiait d'hors-castes.[160] Quant aux missions chrétiennes, elles n'exerçaient pas cette discrimination dans les écoles qu'elles ont introduites. Certains *osus* ont ainsi étudié, exercé des professions qualifiées et amélioré la situation économique de leur famille.[161]

Une loi adoptée en 1956 a banni le statut, et même l'usage du mot *osu*, mais elle a eu peu d'effets concrets.[162] Des formes de discrimination persistent au 21e siècle, principalement pour accéder à un poste de chef traditionnel, acquérir du terrain, et se marier : certains parents de fiancé(e)s « né(e)s libres » s'informent sur l'origine de la future belle-famille et s'ils découvrent

---

154 Voir: Ikechukwu A. Kanu, « Igbo-African Gods and Goddesses », *Nnadiebube Journal of Philosophy*, 2 (2), 2018. http://journals.ezenwaohaetorc.org/index.php/NJP/article/download/459/409 (03.11.2020).

155 Ibe Chukwukere, « Chi in Igbo religion and thought: the God in every man », *Anthropos*, 1983, pp. 525, 526. www.jstor.org/stable/40460646 (02.06.2020).

156 Madukasi F. Chuks, Ahamba L. Nneka, « Deities and their Symbolic Representation in Traditional Igbo Community: A Case Study if Alaogbaga Deity in Chokoneze Mbaise », *Randwick International of Social Science Journal*, 1 (1), 2020, pp. 68, 71. https://doi.org/10.47175/rissj.v1i1.11 (06.11.2020). / Ikechukwu A. Kanu, « Igbo-African Gods and Goddesses », *Nnadiebube Journal of Philosophy*, 2 (2), 2018, p. 126. http://journals.ezenwaohaetorc.org/index.php/NJP/article/download/459/409 (03.11.2020).

157 Ndubuisi Chinyere, « The Institution of Masking, Wall and Body Painting in Traditional Igbo Society », *International Journal of English Literature and Social Sciences*, 3 (5), 2018, p. 868. https://dx.doi.org/10.22161/ijels.3.5.30 (06.11.2020). / Gbooza. Opoto festival and the goddess of the sea, 16.03.2020. www.youtube.com/watch?v=Ce_7xErfwp8 (13.11.2020). / Gbooza. Masquerades on rampage at Ojoto festival, 16.08.2019. www.youtube.com/watch?v=5avac0T8KyI (13.11.2020).

158 Punch, Lagos. Toni Okafor. CSO accuses churches of destroying 16 shrines in Anambra, 05.03.2018. https://punchng.com/cso-accuses-churches-of-destroying-16-shrines-in-anambra/ (13.10.2020).

159 Ojiako V. Uloma, « Pentecostalism, Miracle and "Prosperity" Gospel », Ogechi E. Anyanwu, Apollos O. Nwauwa (dir.), *Culture, precepts, and social change in southeastern Nigeria. Understanding the Igbo*, Lanham, Lexington Books, 2019, p. 8. / George O. Mbarah, « *Agbara Na Mmuo* as Agents of Development in Indigenous Cosmology », Ogechi E. Anyanwu, Apollos O. Nwauwa (dir.), *Culture, precepts, and social change in southeastern Nigeria. Understanding the Igbo*, Lanham, Lexington Books, 2019, p. 54.

160 Axel Harneit-Sievers, *Constructions of belonging. Igbo communities and the Nigerian state in the twentieth century,* University of Rochester Press, 2006, p. 28.

161 Immigration and Refugee Board of Canada, Ottawa. Nigeria: The Kisa Osu caste system in Anambra State and the treatment of untouchables, 23.04.2003. www.refworld.org/docid/3f7d4de5e.html (16.11.2020).

162 Axel Harneit-Sievers, *Constructions of belonging. Igbo communities and the Nigerian state in the twentieth century,* University of Rochester Press, 2006, p. 28. / Adolphus O. M. Ekejiuba, *Love and Stigma. The Outcast System : the Outcast System Elimination Project,* Bloomington, Xlibris Corp, 2015, p. 85.

une ascendance *osu*, parviennent à faire annuler le mariage.[163] En 2018, plusieurs chefs traditionnels igbos ont à leur tour aboli le statut *osu* dans leurs communautés, mais les sources rassemblées ne montrent pas la portée concrète de ces décisions.[164]

7. Situation sécuritaire

Le Sud-Est ne connaît pas d'insurrection armée. Des tensions entre éleveurs nomades et agriculteurs sédentaires affectent cependant la partie nord de la région, et une attaque menée par des éleveurs a notamment fait 48 morts dans l'Etat d'Enugu en 2016. [165] En comparaison avec la zone limitrophe Centre-Nord, le Sud-Est est resté en marge des conflits entre éleveurs et agriculteurs, mais n'en est pas épargné. Entre 2010 et 2020, le nombre de morts annuelles dues au crime, aux conflits et aux accidents a varié en dents de scie, sans montrer de tendance claire (voir : 7.2). Les sources rassemblées ne permettent pas de comparer le taux de criminalité avec d'autres régions du pays.[166] Les cinq Etats de la Zone sont concernés par des conflits fonciers communautaires (voir : 7.3), et des groupes réclament l'indépendance d'un territoire qu'ils nomment Biafra (voir : 7.4).

7.1. Forces de sécurité

Nommé par le président de la République, auquel il est directement redevable, l'Inspecteur général (IG) dirige la police nigériane. De la centrale, l'IG supervise 17 directions de zones, qui chapeautent les 36 directions d'Etats, et celle du Territoire de la capitale fédérale (FCT). Le choix du lieu d'affectation d'un agent ou d'un officier se fait à un échelon supérieur de la structure de commandement : un agent peut être transféré d'un Etat à un autre plusieurs fois au cours de sa carrière.[167] La police partage – et parfois, se dispute – le mandat de maintenir la sécurité intérieure avec d'autres agences publiques, dont le *Federal Road Safety Corps* et le *Nigeria Security and Civil Defence Corps*.[168]

Les médias rapportent régulièrement des arrestations de suspects en lien avec divers types de crimes (voir : 7.2). Un sondage a toutefois montré que seuls 31 % des Nigérians victimes ont eu recours à la police, et parmi tous les Nigérians interrogés, la même proportion a jugé le gouvernement efficace dans la lutte contre le crime. Il a aussi indiqué qu'en Afrique de l'Ouest en général, les victimes qui ne s'adressaient pas à la police se tournaient en général vers des

---

[163] Adolphus O. M. Ekejiuba, *Love and Stigma. The Outcast System : the Outcast System Elimination Project,* Bloomington, Xlibris Corp, 2015, pp. 79, 93. / Chukwuma O. Okeke, Christopher N. Ibenwa, et al., « Conflicts between African traditional religion and christianity in eastern Nigeria: The Igbo example », *Sage Open*, 7 (2), 2017, p. 6. https://doi.org/10.1177%2F2158244017709322 (03.11.2020). / BBC, London. Nigeria's slave descendants prevented from marrying who they want, 14.09.2020. www.bbc.com/news/world-africa-54088880 (09.02.2021).

[164] Guardian, Lagos. Culture: The Osu caste system in Igboland, 18.11.2018. https://guardian.ng/life/culture-the-osu-caste-system-in-igboland/ (02.06.2020). / Vanguard, Lagos. Ending the Osu caste system in Igboland, 19.11.2018. www.vanguardngr.com/2018/11/ending-the-osu-caste-system-in-igboland/ (02.06.2020).

[165] This Day, Lagos. Enugu massacre: Ugwuanyi visit community, declares 2 days' fasting, 26.04.2016. www.thisdaylive.com/index.php/2016/04/26/enugu-massacre-ugwuanyi-visit-community-declares-2-days-fasting/ (22.10.2020). / Vanguard, Lagos. Herdsmen return to Nimbo, destroy farms, set ablaze farmers' settlements, 13.10.2020. www.vanguardngr.com/2020/10/herdsmen-return-to-nimbo-destroy-farms-set-ablaze-farmers-settlements/ (22.10.2020). / Vanguard, Lagos. Lamentations in Anambra, as herdsmen take over farmlands, 02.07.2020. www.vanguardngr.com/2020/07/lamentations-in-anambra-as-herdsmen-take-over-farmlands/ (22.10.2020). / Médecins sans frontières, Paris. Working with displaced people in Benue state, Nigeria, 16.10.2019. www.msf.org/working-displaced-people-benue-state-nigeria (22.10.2020).

[166] Une étude parue en 2019 le fait, mais ses données les plus récentes sont de 2011. Adegbola Ojo, Oluwole Ojewale, *Urbanisation and crime in Nigeria,* Cham, Palgrave Macmillan, 2019, pp. 142-166. https://1lib.eu/dl/5225328/7ac733 (19.02.2021).

[167] Alice Hills, « The dialectic of police reform in Nigeria », *The Journal of Modern African Studies*, 46 (2), 2008, pp. 215-234. https://doi.org/10.1017/S0022278X08003200 (13.10.2020). / Olly Owen, « Risk and Motivation in Police Work in Nigeria », Jan Beek, Mirco Göpfert, Olly Owen, Jonny Steinberg (dir.), *Police in Africa. The street level view*, London, Hurst & Company, 2017, p. 156. / Nigeria Police Force, Abuja. Website. www.police.gov.ng/index.php (14.10.2020).

[168] Federal Road Safety Corps, Abuja. Official Website – Creating Safe Road in Nigeria. https://frsc.gov.ng/ (16.10.2020). / Nigeria Security and Civil Defence Corps, Abuja. Website. https://nscdc.gov.ng/ (16.10.2020). / Olly Owen, « Maintenir l'ordre au Nigeria : vers une histoire de la souveraineté de l'État », *Politique africaine*, N° 128 (4), 2012, pp. 43, 49. https://doi.org/10.3917/polaf.128.0025 (15.10.2020).

personnes proches ou des institutions traditionnelles.[169] Effectivement, plusieurs études menées dans le sud du Nigeria ont révélé que la population accordait peu de confiance à la police ; sur 618 personnes interrogées dans l'Etat d'Anambra, 201 (32 %) ont estimé que la police agissait rapidement en cas d'urgence.[170]

La police nigériane, dans son ensemble, connaît un manque de financement, d'effectifs, de formation et d'équipement. S'y ajoutent des rapports hiérarchiques oppressants, d'où un sentiment de vulnérabilité chez les agents, ainsi susceptibles de réagir de façon imprévisible.[171] Sujet de plusieurs réformes dans les années 2000, la police reste à ce jour auteure d'abus de pouvoir et d'actes d'extorsion.[172] Souvent, des officiers de police et d'autres agences de sécurité montent des barrages routiers dans le but de collecter des droits de passage informels. Une enquête de journalistes a remarqué de tels points de contrôle dans les cinq Etats du Sud-Est, avec jusqu'à sept barrages sur dix kilomètres.[173]

De multiples violations des droits humains ont été commises par la police. Entre autres exemples, à Owerri en octobre 2020, un agent a brutalisé une personne qui refusait de lui verser un pot-de-vin, et dans l'Etat d'Abia en avril 2020, des policiers ont tiré sur deux civils, dont un est décédé.[174] Au Nigeria, la violence policière ne se limite pas à la zone Sud-Est. Elle a notamment été dénoncée par une organisation des droits humains qui a documenté plus de 80 cas de torture entre janvier 2017 et mai 2020.[175] Elle a aussi été l'objet, en octobre 2020, de manifestations d'une envergure sans précédent au Nigeria depuis plus de vingt ans. Les forces de l'ordre ont alors ouvert le feu sur des manifestants. Ces mobilisations ont toutefois incité le gouvernement à instaurer des commissions d'enquête sur les violences policières.[176]

Quant à l'armée, elle dispose d'une division basée dans le Sud-Est, à Enugu.[177] Récemment, elle a mené dans cette zone trois interventions majeures : celle de décembre 2016 et celle de septembre 2017 avaient pour but de lutter contre « les cambriolages armés, enlèvements, affrontements entre fermiers et éleveurs, affrontements communautaires et violentes attaques sécessionnistes ».[178] Puis, celle de janvier 2019 visait davantage la sécurisation du processus

---

[169] Afrobarometer. Call the police? Across Africa, citizens point to police and government performance issues on crime, 9.11.2015. http://afrobarometer.org/fr/publications/ad57-call-police-across-africa-citizens-point-police-and-government-performance-issues (14.10.2020).

[170] Adegbola Ojo, Oluwole Ojewale, *Urbanisation and crime in Nigeria,* Cham, Palgrave Macmillan, 2019, p. 76. https://1lib.eu/dl/5225328/7ac733 (19.02.2021). / Onyeyilichukwu Onwuama, Miriam Egbuche, et al., « An Assessment of Public Perception of Police Response to Crime and Criminality in Anambra State of Nigeria », *Developing Country Studies*, 9 (3), 2019, p. 108. www.researchgate.net/publication/332259015 (14.10.2020).

[171] Olly Owen, « Risk and Motivation in Police Work in Nigeria », Jan Beek, Mirco Göpfert, Olly Owen, Jonny Steinberg (dir.), *Police in Africa. The street level view*, London, Hurst & Company, 2017, pp. 149-169. / EASO, Valetta. EASO Country of Origin Information Report Nigeria Actors of Protection, November 2018, p. 18. https://coi.easo.europa.eu/administration/easo/PLib/2018_EASO_COI_Nigeria_ActorsofProtection.pdf (21.09.2020).

[172] Hussaini Abdu, « Quand les protecteurs deviennent des agresseurs: conflits et gouvernance du secteur de la sécurité au Nigeria », Abdul R. Mustapha (dir.), *Les conflits et la gouvernance de la sécurité en Afrique de l'ouest*, Abuja, Cleen Foundation, 2013, p. 259. http://new.cleen.org/books.html (14.10.2020).

[173] Vanguard, Lagos. Over 300 Army/Police check-points choking S-East, 13.10.2020. www.vanguardngr.com/2020/10/over-300-army-police-check-points-choking-s-east-investigation/ (14.10.2020).

[174] Nation, Lagos. Policeman arrested for brutality in Imo, 06.10.2020. https://thenationonlineng.net/policeman-arrested-for-brutality-in-imo/ (13.10.2020). / Premium Times, Abuja. Police confirm killing of another Abia businessman as angry youth burn station, courts, 18.04.2020. www.premiumtimesng.com/regional/ssouth-east/388603-police-confirm-killing-of-another-abia-businessman-as-angry-youth-burn-station-courts.html (25.06.2020).

[175] Amnesty International, London. Nigeria: Time to end impunity: Torture and other human rights violations by special anti-robbery squad (SARS), 26.06.2020. www.amnesty.org/en/documents/afr44/9505/2020/en/ (03.07.2020).

[176] « Nigeria: Deadly Protest Shootings », *Africa Research Bulletin: Political, Social and Cultural Series*, 57 (10), 2020. https://doi.org/10.1111/j.1467-825X.2020.09718.x (08.02.2021). / ACLED, Maddison. Olajumoke Ayandele. Lessons from the #EndSARS Movement in Nigeria, 09.02.2021. https://acleddata.com/2021/02/09/lessons-from-the-endsars-movement-in-nigeria/ (17.02.2021).

[177] Nigerian Army, Abuja. 82 Division. www.army.mil.ng/82-division/ (16.10.2020).

[178] This Day, Lagos. Army launches "Operation Python Dance" to combat robbers, kidnappers, others in South-east, 29.11.2016. www.thisdaylive.com/index.php/2016/11/29/army-launches-operation-python-dance-to-combat-robbers-kidnappers-others-in-south-east/ (16.10.2020). / Guardian, Lagos. Operation Python Dance II in

électoral.[179] L'armée compte des soldats qui, tout comme certains policiers, extorquent de l'argent aux usagers des routes ou ont tué des civils.[180]

En plus des agences de sécurité gouvernementales, des groupes d'auto-défense [*vigilante groups*] et des gardes de voisinage [*neighbourhood watches*] opèrent au Nigeria au moins depuis la période coloniale, et prolifèrent depuis la fin du gouvernement militaire.[181] En 2020, des milliers de groupes d'auto-défense étaient actifs dans le Sud-Est, diversement soutenus, encadrés ou recrutés par les gouvernements d'Etats. D'après des journalistes, ils complètent le travail de la police et contribuent à sécuriser certains endroits, mais au fil du temps, « des membres ont déraillé de leur mandat et se sont adonnés à des activités illégales » : plusieurs de ces groupes, au même titre que la police et l'armée, ont commis diverses violations des droits humains.[182]

Parmi les plus connus, les *Bakassi Boys* ont été fondés par des commerçants d'Aba en 1999. Reconnus pour leur impartialité et pour avoir amélioré la sécurité en quelques mois, ils ont d'abord gagné une large popularité malgré leurs méthodes, qui consistaient souvent à immoler en public ceux qu'ils jugeaient coupables. Puis, leur réputation s'est affaiblie après que des gouverneurs d'Etats aient tenté d'acquérir leur loyauté, que leur usage de la violence soit devenu plus partial, et que la criminalité ait à nouveau augmenté. Les *Bakassi Boys* ont officiellement cessé d'exister en 2006, quand le gouvernement fédéral les a qualifiés d'organisation terroriste, mais leur nom reste utilisé à ce jour pour désigner l'*Abia State Vigilante Service*.[183]

7.2. Prévalence du crime

Dans le Sud-Est, entre 2010 et 2020, le crime a causé 38 % des morts violentes rapportées par les médias et la police, les conflits fonciers et politiques 12 %, et les accidents de la route 24 % (figure 2). Mais comme l'a montré une enquête dans l'Etat d'Enugu, ce qui se passe dans certaines communautés rurales reste peu couvert par les médias. Et dans des localités reculées, la mauvaise qualité des routes impose de circuler à vitesse réduite, d'où peu de victimes du trafic motorisé et une forte représentation du crime dans les causes de mortalité.[184]

Southeast unpopular, poll shows, 15.09.2017. https://guardian.ng/news/operation-python-dance-ii-in-south-east-unpopular-poll-shows/ (16.10.2020).

179 Premium Times and NAN, Abuja. Python Dance III: Ebonyi is southeast zone's headquarters – Army, 06.01.2019. www.premiumtimesng.com/regional/ssouth-east/304314-python-dance-iii-ebonyi-is-southeast-zones-headquarters-army.html (16.10.2020).

180 Voir, par exemple: Vanguard, Lagos. Over 300 Army/Police check-points choking S-East, 13.10.2020. www.vanguardngr.com/2020/10/over-300-army-police-check-points-choking-s-east-investigation/ (14.10.2020). / Biafra Television. On the 09-02-2016 10 unarmed peaceful pro-Biafra were shot dead at Aba by the Nigeria Army,13.02.2016, 20'. www.youtube.com/watch?v=rRCBZXRoVBo. (16.10.2020).

181 David Pratten, « The Politics of Protection: Perspectives on Vigilantism in Nigeria », *Africa: Journal of the International African Institute*, 78 (1), 2008, p. 1. https://doi.org/10.3366/E0001972008000028 (20.10.2020).

182 Vanguard, Lagos. Excesses of vigilante groups worry South East communities, 29.07.2020. www.vanguardngr.com/2020/07/excesses-of-vigilante-groups-worry-south-east-communities/ (20.10.2020).

183 Kate Meagher, « Hijacking Civil Society: The inside Story of the Bakassi Boys Vigilante Group of South-Eastern Nigeria », *The Journal of Modern African Studies*, 45 (1), 2007, pp. 97, 99, 110. https://doi.org/10.1017/S0022278X06002291 (20.10.2020). / Vanguard, Lagos. COVID-19: 'Bakassi Boys' foil attempt to smuggle 24 women into Abia in container, 26.04.2020. www.vanguardngr.com/2020/04/covid-19-bakassi-boys-foil-attempt-to-smuggle-24-women-into-abia-in-container/ (22.10.2020).

184 Joachin U. Okanume, « A survey of violence-related deaths in Aninri and Isi-Uzo LGAs of Enugu State (2006-2014) », Marc-Antoine Pérouse de Montclos (dir.), *Violence in Nigeria: a qualitative and quantitative analysis*, Leiden, African Studies Centre, 2016, p. 159. http://hdl.handle.net/1887/37759 (09.10.2020).

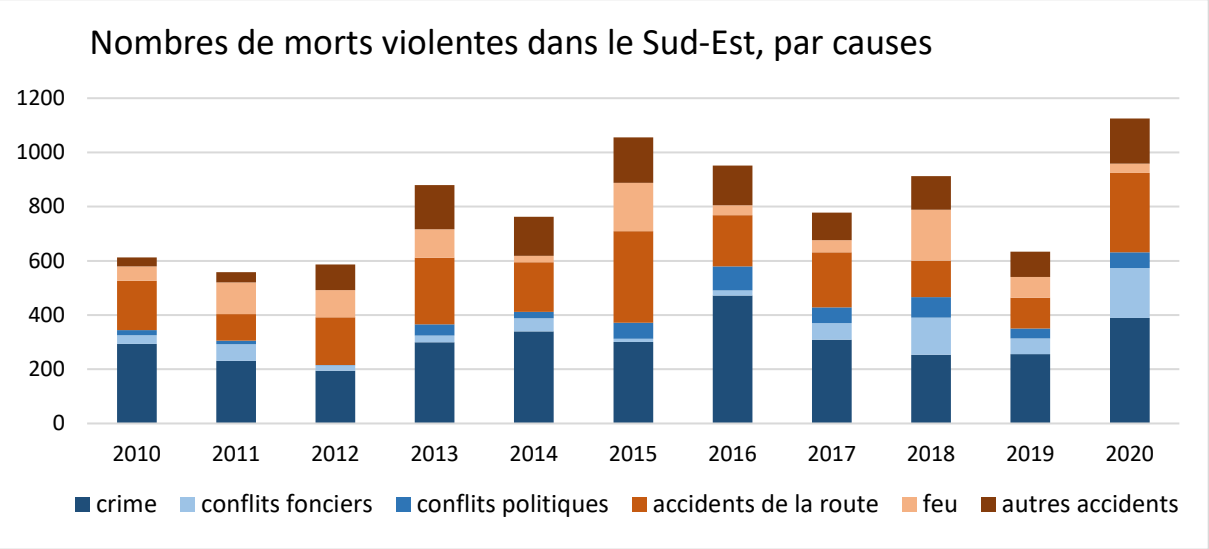


Figure 2. Source: Nigeria Watch, Ibadan. Database. http://nigeriawatch.org/index.php (17.02.2021).

La prévalence de la violence non-létale ne se laisse en revanche pas évaluer au moyen des sources rassemblées. Les arrestations communiquées en 2020 dans les médias concernaient notamment des suspects de cambriolage armé, racket, enlèvement de personnes pour rançon, participation à une société secrète criminelle [*cultism*]. Plusieurs de ces prévenus étaient soupçonnés de porter des uniformes militaires lors de leurs infractions.[185]

7.3. Conflits fonciers communautaires

Les disputes foncières, comme l'a précisé un journaliste, sont courantes dans le Sud-Est :

> Il est difficile de voir une communauté igbo typique sans un conflit foncier d'une forme ou d'une autre. En fait, il s'agit d'un problème ancien. Ce sont des disputes intra-communautaires ou entre les Etats. Dans certains cas, c'est entre les communautés et les gouvernements. Certaines disputes foncières sont si sérieuses qu'elles coûtent des vies. Le conflit communautaire est courant durant la saison de culture, quand les parties revendiquent la propriété des terres arables.[186]

Par exemple, en mai 2020, un affrontement entre les communautés d'Omor et d'Umumbo dans l'Etat d'Anambra a fait un mort et quatre blessés d'après la police – deux morts et 300 blessés selon des résidents – et causé la destruction de plusieurs maisons. Les violences ont duré près d'une semaine et ont cessé suite à l'intervention de la police et de l'armée. A l'origine, des agriculteurs des deux communautés se sont disputé des parcelles qui avaient été acquises par le gouvernement fédéral dans le cadre d'un projet d'irrigation, puis réattribuées annuellement pour cultivation selon le principe « premier venu, premier servi ».[187]

Autre cas : des gisements de calcaire se situent entre les communautés Isu et Utuma, respectivement dans les Etats d'Abia et Cross River, et celles-ci se disputent pour le traçage de la frontière qui les sépare. Des violences meurtrières ont ainsi éclaté en 1989 et 1995. Puis, en avril 2018, une entreprise de ciment est arrivée pour exploiter le calcaire, mais face à l'hostilité d'habitants d'Utuma, elle a interrompu le projet. Des habitants d'Utuma ont ensuite lancé une

---

185 Vanguard, Lagos. Police arrest 10 suspects, recover arms, ammunition in Enugu, 04.08.2020. www.vanguardngr.com/2020/08/police-arrest-10-suspects-recover-arms-ammunition-in-enugu/ (13.10.2020). / Vanguard, Lagos. Police confirm arrest of four kidnap suspects, others in Abia, 25.07.2020. www.vanguardngr.com/2020/07/police-confirm-arrest-of-four-kidnap-suspects-others-in-abia/ (13.10.2020). / Ripples Nigeria, Lagos. Timothy Enietan-Matthews. Imo: SARS arrest three robbery suspects, kill one, 17.05.2019. www.ripplesnigeria.com/imo-sars-arrest-three-robbery-suspects-kill-one/ (13.10.2020). / Independent, Lagos. Percy Onyejekwe. Police arrest over 102 cultists In Anambra, 21.08.2020. www.independent.ng/police-arrest-over-102-cultists-in-anambra/ (21.09.2020).

186 Vanguard, Lagos. How land disputes consume lives, destroy properties in Igboland, 24.06.2020. www.vanguardngr.com/2020/06/how-land-disputes-consume-lives-destroy-properties-in-igboland/ (06.10.2020).

187 This Day, Lagos. David-Chyddy Eleke. 50 persons missing, 300 injured in Anambra communal clash, 08.05.2020. www.thisdaylive.com/index.php/2020/05/08/50-persons-missing-300-injured-in-anambra-communal-clash/ (05.10.2020). / Sun, Lagos. Jeff A. Agbodo. Inside Anambra community bloody clash, 16.05.2020. www.sunnewsonline.com/inside-anambra-community-bloody-clash/ (06.10.2020).

attaque contre la communauté d'Isu, tué des dizaines d'habitants et brûlé plusieurs maisons.[188] En février 2020, des hommes armés sont entrés à Isu, ont abattu deux personnes et pris la fuite.[189] Un leader d'Isu estime que les attaques ont fait des centaines de déplacés, qui ont établi un camp près d'une école, où ils dépendent de cotisations de leur communauté et d'aide alimentaire gouvernementale. A l'Assemblée nationale, un député a requis le déploiement de l'armée entre les deux communautés et que la *National Border Commission* précise le tracé de la frontière.[190]

Un manque de témoins indépendants, ou de précision dans certaines enquêtes, limite en général l'établissement des faits, comme le montre un article de média sur la crise entre Achalla et Urum dans l'Etat d'Anambra en juin 2020 : « Durant l'affrontement, des maisons ont été brûlées […]. Le président général d'Achalla […] a donné les noms des personnes disparues […], alors que celles rentrées avec des coupures de machettes étaient […], ajoutant qu'elles avaient été kidnappées par leurs voisins organisés en commando ».[191] L'article ne précise pas l'éventuelle fonction de ces victimes au sein de leur communauté, ni leur degré d'implication dans la dispute, et en dit encore moins sur leurs kidnappeurs, qui étaient pourtant leurs voisins. Un politologue ayant quant à lui enquêté sur la crise entre Aguleri et Umuleri dans l'Etat d'Anambra a raconté : « On nous a emmenés dans des zones encore parsemées de bâtiments détruits durant la guerre [sic] et pas reconstruits. […] Les interlocuteurs avaient des difficultés à estimer l'ampleur des destructions et le nombre de morts durant les deux guerres qui ont éclaté en 1995 et 1999. On nous a dit de ne rien croire de ce que disaient la police ou les journaux ».[192]

Au-delà de l'accès à la terre, une inégalité réelle ou ressentie peut devenir un facteur latent de conflit communautaire : plus concrètement, si une ou les deux parties perçoivent l'autre comme plus prospère, ou plus influente en politique. Parfois, les communautés recourent à la notion d'indigénat pour fonder leurs griefs contre l'adversaire, qu'elles considèrent alors comme un allochtone.[193] Des mythes fondateurs peuvent appuyer cette revendication, par exemple si une ou les deux parties prétendent avoir pour ancêtre le premier habitant du lieu.[194]

---

188 Vanguard, Lagos. Ugochukwu Alaribe. Trouble at C/River, Abia boundary: 3,500 risk starvation as war over limestone deposits rages, 25.08.2019. www.vanguardngr.com/2019/08/trouble-at-c-river-abia-boundary-3500-risk-starvation-as-war-over-limestone-deposits-rages/ (07.10.2020).

189 Vanguard, Lagos. Ugochukwu Alaribe. Land tussle: 2 killed, 10 missing in Abia/Cross Rivers clash, 04.02.2020. www.vanguardngr.com/2020/02/land-tussle-2-killed-10-missing-in-abia-cross-rivers-clash/ (06.10.2020).

190 Vanguard, Lagos. Ugochukwu Alaribe. Trouble at C/River, Abia boundary: 3,500 risk starvation as war over limestone deposits rages, 25.08.2019. www.vanguardngr.com/2019/08/trouble-at-c-river-abia-boundary-3500-risk-starvation-as-war-over-limestone-deposits-rages/ (07.10.2020). / Abia Today, Umuahia. NEMA donates food items, mattresses to Abia IDP, 20.06.2020. https://abiatoday.com/nema-donates-food-itemsmattresses-to-abia-idp/ (06.10.2020).

191 Vanguard, Lagos. Vincent Ujumadu. Land Dispute: Two persons missing after Anambra communal clash, 26.06.2020. www.vanguardngr.com/2020/06/land-dispute-two-persons-missing-others-injured-in-anambra-communal-clash/ (06.10.2020).

192 Hyacinth N. Iwu, « Autochtony of belonging in Umuleri/Aguleri war », *Socialscientia: Journal of Social Sciences and Humanities*, 4 (1), 2019, p. 14. www.journals.aphriapub.com/index.php/SS/article/view/934 (26.06.2020).

193 Ifeanyi Onwuzuruigbo, « Horizontal inequalities and communal conflicts: the case of Aguleri and Umuleri communities of South-Eastern Nigeria », *Africa: Journal of the International African Institute*, 81 (4), 2011, p. 573. www.jstor.org/stable/41485309 (26.06.2020). / R. O. Oji, Okechukwu I. Eme, et al., « Communal conflicts in Nigeria: An examination of Ezillo and Ezza-Ezillo conflict of Ebonyi state, (1982-2012) », *Kuwait Chapter of the Arabian Journal of Business and Management Review*, 4 (1), 2014, p. 517. https://platform.almanhal.com/Files/2/75403 (06.10.2020). / Hyacinth N. Iwu, « Autochtony of belonging in Umuleri/Aguleri war », *Socialscientia: Journal of Social Sciences and Humanities*, 4 (1), 2019, p. 9. www.journals.aphriapub.com/index.php/SS/article/view/934 (26.06.2020).

194 Hyacinth N. Iwu, « Autochtony of belonging in Umuleri/Aguleri war », *Socialscientia: Journal of Social Sciences and Humanities*, 4 (1), 2019, p. 9. www.journals.aphriapub.com/index.php/SS/article/view/934 (26.06.2020).

Par ailleurs, un sociologue considère la cosmologie comme un facteur supplémentaire de conflit foncier.[195] La religion traditionnelle igbo enseigne en effet que les fondateurs de villages ont été créés par la déesse de la terre, à qui un culte majeur est consacré (voir : 6.2).[196]

7.4. Mouvements biafrais

Le Biafra était le nom adopté par la région Est du Nigeria en 1967 (voir : 2), quand elle proclama son indépendance et déclencha ainsi la guerre civile, à l'issue de laquelle, en 1970, le Nigeria a conservé son intégrité territoriale. Puis, à partir de la fin du régime militaire en 1999, des groupes se sont formés pour réclamer à nouveau l'indépendance du Biafra. Créé en 2012, le mouvement *Indigenous People of Biafra* (IPOB) a gagné en popularité, puis a été qualifié de terroriste et interdit par le gouvernement nigérian en 2017. En 2018, plusieurs analystes observaient que les appels de l'IPOB à manifester étaient moins suivis que les années précédentes, et que la population prêtait davantage attention à la campagne pour l'élection présidentielle de 2019, qui aurait pu faire accéder l'Igbo Peter Obi à la fonction de vice-président.[197] La mobilisation de rue a continué à s'affaiblir en 2020 : des journalistes ont observé des grappes de militants qui exhibaient des drapeaux biafrais, puis se dispersaient rapidement, « de peur de rencontrer les forces de sécurité ».[198] Quant à l'appel de l'IPOB à la grève générale [*sit-at-home*] du 1er octobre 2020, il a été suivi à Aba et Onitsha, mais largement ignoré dans le reste du Sud-Est.[199]

Les groupes biafrais tendent à motiver leur demande d'indépendance territoriale par la discrimination et marginalisation dont ils estiment que les Igbos sont victimes au sein du Nigeria.[200] Pour appuyer ce grief, ils déplorent généralement une faible représentation au niveau du gouvernement fédéral.[201] Certes, l'unique président d'origine igbo avait accédé au pouvoir en 1966 et été assassiné la même année ; mais au 21e siècle au moins, les Igbos n'ont pas été exclus des ministères à Abuja : par exemple, Ngozi Okonjo Iweala a été ministre des Finances entre 2003 et 2006, puis de 2011 à 2015.[202] Cette année-ci, plusieurs Igbos ont été nommés à la tête de ministères, où ils se trouvent encore à ce jour.[203]

Les militants biafrais sont en majorité des jeunes en situation économique précaire, alors que l'élite igbo d'âge plus avancé qui a pu se faire une place au sein de l'administration ou du système politique nigérian est notamment représentée dans les rangs d'*Ohanaeze Ndigbo*, association faîtière d'organisations socio-culturelles igbos.[204] Bien que le thème du Biafra soit

---

195 Ifeanyi Onwuzuruigbo, « Horizontal inequalities and communal conflicts: the case of Aguleri and Umuleri communities of South-Eastern Nigeria », *Africa: Journal of the International African Institute*, 81 (4), 2011, p. 573. www.jstor.org/stable/41485309 (26.06.2020).

196 Joseph T. Agbasiere, *Women in Igbo life and thought,* London, New York, Routledge, 2000, p. 52.

197 African Arguments, London. Patrick Egwo Ejike. The Biafra separatist leader is back from the dead. Will it matter? 06.11.2018. https://africanarguments.org/2018/11/06/kanu-biafra-separatist-leader-back-nigeria-2019/ (17.02.2021).

198 Vanguard, Lagos. Emma Nnadozie, Anayo Okoli, Chimaobi Nwaiwu. How Biafra Day was celebrated in Onitsha, Nnewi, Anam, 01.06.2020. www.vanguardngr.com/2020/06/how-biafra-day-was-celebrated-in-onitsha-nnewi-anam/ (02.06.2020).

199 Premium Times, Abuja. James Eze. IPOB sit-at-home flops in Ebonyi, Enugu, Imo, obeyed in Aba, Onitsha, 01.10.2020. www.premiumtimesng.com/news/headlines/417894-ipob-sit-at-home-flops-in-ebonyi-enugu-imo-obeyed-in-aba-onitsha.html (05.10.2020).

200 Ike Okonta, « 'Biafra of the mind': MASSOB and the mobilization of history », *Journal of Genocide Research*, 16 (2-3), 2014, pp. 356-357. http://dx.doi.org/10.1080/14623528.2014.936710 (17.02.2021).

201 Ike Okonta, « 'Biafra of the mind': MASSOB and the mobilization of history », *Journal of Genocide Research*, 16 (2-3), 2014, pp 364, 368. http://dx.doi.org/10.1080/14623528.2014.936710 (17.02.2021). / Enemaku U. Idachaba, Tobechukwu J. Nneli, « Re-Invented Abroad: Agitation for Self-Determination by the Indigenous People of Biafra (Ipob) Movement in South-Eastern Nigeria », *AfSol*, 2018, pp 364, 368. http://africastudy-group.ca/wp-content/uploads/2018/10/Afsol-African-Centered-Solution-Journal-Oct-16-2018.pdf (17.02.2021).

202 Financial Times, London. Fighting corruption is dangerous, by Ngozi Okonjo Iweala, 06.05.2018. www.ft.com/content/1710b42a-4ef3-11e8-a7a9-37318e776bab (17.02.2021).

203 Europa Publications, Nigeria, Africa South of the Sahara 2018, Routledge, New York, 2017, p. 925.

204 Ike Okonta, « 'Biafra of the mind': MASSOB and the mobilization of history », *Journal of Genocide Research*, 16 (2-3), 2014, pp. 356-357. http://dx.doi.org/10.1080/14623528.2014.936710 (17.02.2021). Vanguard, Lagos. Arewa quit notice on the Igbo as a way to checkmate the Biafran agitators, 21.06.2017. www.vanguard-ngr.com/2017/06/arewa-quit-notice-on-the-igbo-as-a-way-to-checkmate-the-biafran-agitators/ (17.02.2021).

discuté ouvertement sur les marchés dans le Sud-Est, le projet de sécession ne fait pas l'unanimité, et *Ohanaeze Ndigbo* appelle les jeunes qui n'ont pas vécu la guerre civile à ne pas réveiller « le fantôme Biafra qui a été enterré et oublié depuis 1970 ».[205] Cette organisation a déclaré qu'elle s'engageait également pour l'émancipation des Igbos, mais « croyait en un dialogue pour restructurer le pays, en vue d'une participation inclusive au projet nigérian » (voir : 5.4).[206]

MASSOB, IPOB, BZM et BIM

Le *Movement for the Actualization of the Sovereign State of Biafra* (MASSOB), créé en 1999 par le juriste Ralph Uwazuruike, appelle à la lutte non-violente, bien que ses membres entrent parfois en conflit avec les forces de sécurité. Les manifestations de rue sont sa principale forme de mobilisation.[207] Comme le montrent les prochaines lignes, le groupe a connu plusieurs scissions dans les années 2010, et s'est affaibli.

En 2012, une dispute éclata entre Uwazuruike et le militant Nnamdi Kanu, qui quitta le MASSOB, puis s'établit à Londres où il fonda Radio Biafra et le mouvement *Indigenous People of Biafra* (IPOB).[208] L'IPOB a pour objectif d'obtenir l'organisation d'un referendum pour l'indépendance du Biafra.[209] Sa croissance dans le Sud-Est a d'abord été soutenue par des fonds de la diaspora, avant que des membres locaux commencent à payer des contributions, et au moins jusqu'à son interdiction en 2017, le groupe parcourait les marchés, où ses membres diffusaient leur message auprès des commerçants.[210] Il a appelé plusieurs fois à observer des jours chômés [*sit-at-home*], notamment en mémoire des victimes de la guerre civile.[211] Par son mode de communication et son usage des réseaux sociaux, l'IPOB est parvenu à capter beaucoup de membres âgés de 20 à 40 ans, tandis que la popularité du MASSOB diminuait.[212]

L'IPOB insiste sur un idéal de non-violence et ses membres tendent à exclure un quelconque recours aux armes.[213] Certaines de leurs déclarations peuvent néanmoins être qualifiées de

---

[205] Entretien téléphonique avec Tobechukwu Nneli, étudiant en *Public Policy* à l'Université d'Oxford, 04.04.2019. / Vanguard, Lagos. Arewa quit notice on the Igbo as a way to checkmate the Biafran agitators, 21.06.2017. www.vanguardngr.com/2017/06/arewa-quit-notice-on-the-igbo-as-a-way-to-checkmate-the-biafran-agitators/ (17.02.2021).

[206] Nation, Lagos. Chris Oji. Ohanaeze, IPOB unite, 06.08.2020. https://thenationonlineng.net/ohanaeze-ipob-unite/ (25.09.2020).

[207] Ike Okonta, « 'Biafra of the mind': MASSOB and the mobilization of history », *Journal of Genocide Research*, 16 (2-3), 2014, pp. 356-357. http://dx.doi.org/10.1080/14623528.2014.936710 (17.02.2021). / International Crisis Group, Bruxelles. Nigeria's Biafran Separatist Upsurge, 04.12.2015. www.crisisgroup.org/africa/west-africa/nigeria/nigeria-s-biafran-separatist-upsurge (17.02.2021). / Immigration and Refugee Board of Canada. Nigeria: Situation and treatment of members of the Movement for the Actualization of the Sovereign State of Biafra (MASSOB), including arrest and prosecution; whether the Nigeria Police Force pursue people who use bribes to flee detention and who have no charges against them (2013-July 2016), 20.07.2016. www.refworld.org/docid/5843f77e4.html (17.02.2021).

[208] The New Humanitarian, Geneva. Nigeria fails to come to grips with separatist "New Biafra", 16.12.2016. www.thenewhumanitarian.org/analysis/2016/12/16/nigeria-fails-come-grips-separatist-%E2%80%9Cnew-biafra%E2%80%9D (17.02.2021). / International Crisis Group, Bruxelles. Nigeria's Biafran Separatist Upsurge, 04.12.2015. www.crisisgroup.org/africa/west-africa/nigeria/nigeria-s-biafran-separatist-upsurge (17.02.2021).

[209] IPOB. IPOB to Southeast governors: You proscribed IPOB to impress your northern masters, now they have unleashed terrorists against your villages, 16.09.2020. www.ipob.org/2020/09/ipob-to-southeast-governors-you.html (05.10.2020).

[210] Enemaku U. Idachaba, Tobechukwu J. Nneli, « Re-Invented Abroad: Agitation for Self-Determination by the Indigenous People of Biafra (Ipob) Movement in South-Eastern Nigeria », *AfSol*, 2018, p. 46. http://africastudygroup.ca/wp-content/uploads/2018/10/Afsol-African-Centered-Solution-Journal-Oct-16-2018.pdf (17.02.2021). / Entretien téléphonique avec Tobechukwu Nneli, étudiant en *Public Policy* à l'Université d'Oxford, 04.04.2019.

[211] Channels, Lagos. S/East residents observe IPOB's Sit at home order, 30.05.2017. www.youtube.com/watch?v=Sch61u_bGmo (17.02.2021).

[212] Entretien téléphonique avec Tobechukwu Nneli, étudiant en *Public Policy* à l'Université d'Oxford, 04.04.2019.

[213] Entretien téléphonique avec Tobechukwu Nneli, étudiant en *Public Policy* à l'Université d'Oxford, 04.04.2019.

violentes.[214] Concrètement, le leader Nnamdi Kanu accusa le président Muhamadu Buhari de terrorisme, et en septembre 2015, il annonça à une organisation de la diaspora igbo aux Etats-Unis qu'il avait besoin d'armes et de balles. Kanu a été arrêté le mois suivant au Nigeria, accusé d'incitation à la haine raciale, sécession et trahison.[215] Pour réclamer sa libération, l'IPOB a manifesté à plusieurs reprises dans les Etats d'Abia et d'Anambra. Suite à sa mise en liberté sous caution pour raisons médicales en avril 2017, ses partisans se sont aussi rassemblés devant sa résidence à Umuahia, et ont formé un service de sécurité et de renseignement non-armé.[216] Puis, en décembre 2020, Kanu lui-même a annoncé la création de l'*Eastern Security Network* (ESN). Sans en dévoiler l'effectif et l'équipement, un porte-parole a précisé que des Igbos de la diaspora et des militaires démissionnaires de l'armée nigériane avaient rejoint ce groupe, et que celui-ci était engagé en zone rurale où, selon lui, se trouvent des terroristes.[217] Dans l'Etat d'Abia, un camp d'éleveurs peuls que Nnamdi Kanu estimait menaçant pour les communautés sédentaires a été attaqué en janvier 2021 par des agents de l'ESN, et les occupants ont pris la fuite.[218] Le même mois, des forces de sécurité nationales ont été déployées contre l'ESN : des combats ont fait plusieurs morts, et un couvre-feu a été instauré dans une partie de l'Etat d'Imo.[219]

L'IPOB a régulièrement été accusé d'avoir recours à la violence, ce qu'il réfute. En mai 2019, un journaliste a rapporté qu'à Nnewi, des membres avaient tiré sur un prêtre qui célébrait la messe malgré l'ordre de grève générale de l'IPOB, et tué cinq fidèles.[220] La police a par ailleurs annoncé, en mai 2020, qu'elle avait découvert trois camps d'entraînement de l'organisation dans les environs d'Asaba, y avait arrêté dix membres et récupéré treize fusils qui avaient été dérobés à des agents. Les sources rassemblées n'informent pas sur ce qui se déroulait dans

---

[214] Enemaku U. Idachaba, Tobechukwu J. Nneli, « Re-Invented Abroad: Agitation for Self-Determination by the Indigenous People of Biafra (Ipob) Movement in South-Eastern Nigeria », *AfSol*, 2018, p. 51. http://africastudygroup.ca/wp-content/uploads/2018/10/Afsol-African-Centered-Solution-Journal-Oct-16-2018.pdf (17.02.2021).

[215] The New Humanitarian, Geneva. Nigeria fails to come to grips with separatist "New Biafra", 16.12.2016. www.thenewhumanitarian.org/analysis/2016/12/16/nigeria-fails-come-grips-separatist-%E2%80%9Cnew-biafra%E2%80%9D (17.02.2021). / International Crisis Group, Bruxelles. Nigeria's Biafran Separatist Upsurge, 04.12.2015. www.crisisgroup.org/africa/west-africa/nigeria/nigeria-s-biafran-separatist-upsurge (17.02.2021).

[216] BBC, London. Nigeria police shoot Biafra supporters, 18.12.2015. www.bbc.com/news/world-africa-35131120 (17.02.2021). / Premium Times, Abuja. Judge gives Nnamdi Kanu 12 conditions for bail, 25.04.2017. www.premiumtimesng.com/news/headlines/229581-judge-gives-nnamdi-kanu-12-conditions-bail-full-details.html/ (17.02.2021). / Wadup Xclusive. Thousands of Biafrans gather outside Nnamdi Kanu's house shouting 'Give us Biafra', 20.06.2017. www.youtube.com/watch?v=P_uenNAsJyI (17.02.2021). / Vanguard, Lagos. IPOB sets up Biafra security service, 20.08.2017. www.vanguardngr.com/2017/08/ipob-sets-biafra-security-service/ (17.02.2021).

[217] Sahara Reporters, New York. Eastern Security Network enlisted graduates, some joined from Europe, others – IPOB, 31.12.2020. http://saharareporters.com/2020/12/31/eastern-security-network-enlisted-graduates-some-joined-europe-others-%E2%80%93-ipob (17.02.2021). / Vanguard, Lagos. IPOB confirms recruitment of '5 retired soldiers' into security network, 23.01.2021. www.vanguardngr.com/2021/01/ipob-confirm-recruitment-of-5-retired-soldiers-into-security-network/ (17.02.2021).

[218] Sahara Reporters, New York. Herdsmen flee as IPOB's Eastern Security Network invades Fulani camp in Abia, kills many cows, 31.01.2021. http://saharareporters.com/2021/01/31/herdsmen-flee-ipob%E2%80%99s-eastern-security-network-invades-fulani-camp-abia-kills-many-cows (17.02.2021).

[219] Sahara Reporters, New York. Despite being hunted by military, IPOB supplying foodstuffs to Eastern Security Network operatives, 07.01.2021. http://saharareporters.com/2021/01/07/despite-being-hunted-military-ipob-supplying-foodstuffs-eastern-security-network (17.02.2021). / Vanguard, Lagos. Vanguard News. ESN vs Army clash: Houses, vehicles burnt, many feared dead in Imo, 26.01.2021. www.vanguardngr.com/2021/01/esn-vs-army-clash-houses-vehicles-burnt-many-feared-dead-in-imo/ (17.02.2021).

[220] Punch, Lagos. Toni Okafor. Five feared dead as IPOB attacks catholic priest, others in Anambra, 31.05.2019. https://punchng.com/five-feared-dead-as-ipob-attacks-catholic-priest-others-in-anambra/ (22.05.2020).

ces supposés camps d'entraînement.[221] De son côté, l'IPOB a déclaré que les personnes arrêtées ne faisaient pas partie de ses membres, et a aussi nié toute responsabilité dans l'attaque de la paroisse à Nnewi.[222]

Créé en 2010, le *Biafran Zionist Movement* (BZM) est dirigé par Benjamin Igwe Onwuka. La documentation consultée informe peu sur ses membres et ses activités, si ce n'est que des militants ont tenté de pénétrer dans l'enceinte de la maison du gouverneur et les locaux de la radio publique de l'Etat d'Enugu.[223]

Le *Biafra Independence Movement* (BIM) est aussi né d'une scission du MASSOB, en 2015, entre une faction emmenée par son directeur de l'information Uchenna Madu, et le reste des membres toujours loyaux envers Uwazuruike, qui a ainsi fondé le BIM.[224]

Arrestations et exécutions sommaires de militants

Selon un analyste nigérian, les membres de mouvements pro-Biafra sont régulièrement victimes d'arrestations arbitraires dans un but d'extorsion. Une fois remis en liberté grâce au paiement d'un pot-de-vin, ces membres ne sont pas systématiquement poursuivis par l'Etat.[225] Aussi, un politologue qui a mené des entretiens avec des activistes biafrais a précisé qu'il n'avait pas connaissance d'interpellations de militants à leur domicile, et que les arrestations se produisaient en général lors de manifestations.[226] Certains militants sont restés plusieurs mois en prison, à l'instar de 67 membres de l'IPOB arrêtés en août 2020 tandis qu'ils se rendaient à un enterrement, puis relâchés sous caution en février 2021.[227]

Durant certains rassemblements en 2016, les forces de sécurité ont tué plusieurs dizaines de militants pacifiques, arrêté d'autres qui se dirigeaient vers les lieux de manifestation, et d'autres encore à l'hôpital, où ils étaient soignés pour blessure par balle.[228] En 2017 et 2018, des militants ont aussi été arrêtés, mais les sources rassemblées ne font pas état d'exécutions sommaires.[229] Puis, en janvier 2019 à Owerri, une altercation est survenue entre des membres

---

[221] Vanguard, Lagos. 3 IPOB camps discovered in Delta — Police, 14.05.2020. www.vanguardngr.com/2020/05/3-ipob-camps-discovered-in-delta-police/ (15.05.2020). / Sun, Lagos. Paul Osuyi. Police parade 182 criminal suspects, recover human skull, arms from IPOB training camp in Delta, 13.05.2020. www.sunnewsonline.com/police-parade-182-criminal-suspects-recover-human-skull-arms-from-ipob-training-camp-in-delta/ (01.10.2020).

[222] Vanguard, Lagos. Biafra Day: We never attacked any priest at Nnewi - IPOB, 31.05.2019. www.vanguardngr.com/2019/05/biafra-day-we-never-attacked-any-priest-at-nnewi-ipob/ (02.10.2020). / Vanguard, Lagos. Emma Amaize. Those arrested by police not our members — IPoB, 13.05.2020. www.vanguardngr.com/2020/05/those-arrested-by-police-not-our-members-%e2%80%95-ipob/ (02.10.2020).

[223] International Crisis Group, Bruxelles. Nigeria's Biafran Separatist Upsurge, 04.12.2015. www.crisisgroup.org/africa/west-africa/nigeria/nigeria-s-biafran-separatist-upsurge (17.02.2021).

[224] International Crisis Group, Bruxelles. Nigeria's Biafran Separatist Upsurge, 04.12.2015. www.crisisgroup.org/africa/west-africa/nigeria/nigeria-s-biafran-separatist-upsurge (17.02.2021).

[225] Cité par: Immigration and Refugee Board of Canada. Nigeria: Situation and treatment of members of the Movement for the Actualization of the Sovereign State of Biafra (MASSOB), including arrest and prosecution; whether the Nigeria Police Force pursue people who use bribes to flee detention and who have no charges against them (2013-July 2016), 20.07.2016. www.refworld.org/docid/5843f77e4.html (17.02.2021).

[226] Entretien téléphonique avec Tobechukwu Nneli, étudiant en *Public Policy* à l'Université d'Oxford, 04.04.2019.

[227] Premium Times, Abuja. 67 IPOB members regain freedom after five months in detention, 09.02.2021. www.premiumtimesng.com/news/top-news/441598-67-ipob-members-regain-freedom-after-five-months-in-detention.html (04.03.2021). / Vanguard, Lagos. IPOB members on trial overstretching prison facilities—NPS, 27.10.2017. www.vanguardngr.com/2017/10/ipob-members-trial-overstretching-prison-facilities-nps/ (17.02.2021). / Intersociety, Onitsha. Untried Pro Biafra detainees must not die in Nigeria's government captivity, 10.02.2018. www.intersociety-ng.org/component/k2/item/318-untried-pro-biafra-detainees-must-not-die-in-nigeria%E2%80%99s-government-captivity (17.02.2021). / Entretien téléphonique avec Tobechukwu Nneli, étudiant en *Public Policy* à l'Université d'Oxford, 04.04.2019.

[228] Amnesty International, London. Nigeria: "Bullets were raining everywhere" — Deadly repression of pro-Biafra activists, 24.11.2016, pp. 18, 48. www.amnesty.org/en/documents/afr44/5211/2016/en/ (17.02.2021). / Human Rights Watch, New York. Nigeria, Events of 2016, 12.01.2017. www.hrw.org/world-report/2017/country-chapters/nigeria (17.02.2021). / Biafra Television. On the 09-02-2016 10 unarmed peaceful pro-Biafra were shot dead at Aba by the Nigeria Army,13.02.2016, 20'. www.youtube.com/watch?v=rRCBZXRoVBo (17.02.2021).

[229] Premium Times, Abuja. 50 pro-Biafra agitators arrested, 22.05.2017. www.premiumtimesng.com/news/topnews/231831-50-pro-biafra-agitators-arrested.html (17.02.2021). / The Sun, Lagos.

de l'IPOB qui vandalisaient des affiches électorales et la police, qui a ouvert le feu et tué trois d'entre eux.[230] Des militants de l'organisation, en août 2020, se sont rassemblés dans une école à Enugu, où des agents de renseignement les ont infiltrés pour procéder à des arrestations, ce qui a provoqué une bagarre. Des renforts de la police et de l'armée sont arrivés, et un témoin a entendu des coups de feu. Selon la police, les militants ont pris deux agents en otage et tué quatre personnes.[231] De son côté, l'IPOB a dressé un bilan de 21 militants tués et 47 arrêtés.[232] Vingt-deux membres présumés de l'IPOB ont quant à eux été arrêtés en octobre 2020, car suspectés d'avoir tué un agent, volé des armes et brûlé plusieurs postes de police dans l'Etat de Rivers.[233]

Arrestations et procès de leaders

Le leader de l'IPOB Nnamdi Kanu avait disparu en septembre 2017 : ses sympathisants accusaient l'armée de le détenir secrètement, alors que le gouvernement le suspectait de se cacher à Londres.[234] Il est réapparu à Jérusalem en octobre 2018, et à ce jour, réside au Royaume-Uni.[235] En mars 2019, la justice nigériane a émis un nouveau mandat d'arrêt à son encontre.[236] Le procès de Nnamdi Kanu reste en cours et concerne aussi quatre co-accusés : Bright Chimezie, son assistant personnel ; Chidiebere Onwudiwe, coordinateur national de l'IPOB ; Benjamin Madubugwu et David Nwawuisi, techniciens accusés de participer à la diffusion de Radio Biafra. Ces quatre personnes ont été remises en liberté sous conditions en juin 2018, après avoir été détenues trois ans en moyenne.[237] Ensuite, Onwudiwe a porté plainte pour torture durant sa captivité.[238]

En décembre 2019, la police a émis un mandat d'arrêt à l'encontre d'Ifeanyi Ejiofor, l'avocat de Nnamdi Kanu. Un enterrement venait de se dérouler au domicile d'Ejiofor, lors duquel deux bandes s'étaient affrontées. Puis, l'intervention de la police a provoqué une bagarre avec des

---

BZF leader, Benjamin Onwuka, members arrested, whereabouts unknown, 20.08.2018. www.sunnewsonline.com/bzf-leader-benjamin-onwuka-members-arrested-whereabouts-unknown/ (17.02.2021).

230 Punch, Lagos. Three shot dead as police, IPOB clash in Imo, 13.02.2019. https://punchng.com/three-shot-dead-as-police-ipob-clash-in-imo/ (17.02.2021).

231 Vanguard, Lagos. Ugwuanyi visits IPOB, security clash scene, assures return to norm, 23.08.2020. www.vanguardngr.com/2020/08/ugwuanyi-visits-ipob-security-clash-scene-assures-return-to-norm/ (25.08.2020). / Vanguard, Lagos. Anayo Okoli, Chinedu Adonu. IPOB to Police: You killed 21, arrested 47 of our members in Enugu, 23.08.2020. www.vanguardngr.com/2020/08/ipob-faults-police-report-says-21-members-killed-47-arrested/ (01.10.2020).

232 IPOB. Nigeria Army, Police And DSS, Slaughtered 21, Arrested 47 IPOB Activists Praying In Enugu, 23.08.2020. www.ipob.org/2020/08/biafra-nigeria-army-police-and-dss.html (02.10.2020).

233 Vanguard, Lagos. Egufe Yafugborhi. Trouble in Igbo outpost in N-Delta: How chaos, neglect fuelled IPoB agenda in Rivers, 15.11.2020. www.vanguardngr.com/2020/11/trouble-in-igbo-outpost-in-n-delta-how-chaos-neglect-fuelled-ipob-agenda-in-rivers/ (18.02.2021). / Sun, Lagos. Rivers: Police arrest 21 IPOB members over death of 3 officers, vandalism, 26.10.2020. www.sunnewsonline.com/rivers-police-arrest-21-ipob-members-over-death-3-officers-vandalism/ (18.02.2021).

234 Punch, Lagos. Kanu's trial resumes today amid uncertainties about his whereabouts, 17.10.2017. http://punchng.com/kanus-trial-resumes-today-amid-uncertainties-about-his-whereabouts/ (17.02.2021). / Nigerian Tribune, Ibadan. Protesters want UK government to release Nnamdi Kanu for trial, 05.10.2017. www.tribuneonlineng.com/protesters-want-uk-government-release-nnamdi-kanu-trial/ (17.02.2021).

235 Sahara Reporters, New York. Nnamdi Kanu to address "world press conference" from Jerusalem "within 24 hours", 20.10.2018. http://saharareporters.com/2018/10/20/nnamdi-kanu-address-world-press-conference-jerusalem-within-24-hours (17.02.2021). / Vanguard, Lagos. Nnamdi Kanu in London to perfect arrangement for Biafra referendum—IPOB, 20.01.2019. www.vanguardngr.com/2019/01/nnamdi-kanu-in-london-to-perfect-arrangement-for-biafra-referendum-ipob/ (17.02.2021).

236 Vanguard, Lagos. I will challenge arrest order in court—Kanu, 31.03.2019. www.vanguardngr.com/2019/03/i-will-challenge-arrest-order-in-uk-court-kanu/ (17.02.2021).

237 Sahara Reporters, New York. How DSS disobeyed court order and continued to keep Nnamdi Kanu's assistant in detention, 18.12.2017. http://saharareporters.com/2017/12/18/how-dss-disobeyed-court-order-and-continued-keep-nnamdi-kanu%E2%80%99s-assistant-detention (17.02.2021) / Amnesty International, London. Nigeria: "Bullets were raining everywhere" — Deadly repression of pro-Biafra activists, 24.11.2016, p. 14. www.amnesty.org/en/documents/afr44/5211/2016/en/ (17.02.2021). / Punch, Lagos. Court grants bail to Nnamdi Kanu's co-defendants, 25.06.2018. https://punchng.com/court-grants-bail-to-nnamdi-kanus-co-defendants/ (17.02.2021).

238 Guardian, Lagos. IPOB: DSS electrocuted me, witness alleges in court, 27.03.2019. https://guardian.ng/news/nigeria/ipob-dss-electrocuted-me-witness-alleges-in-court/ (17.02.2021).

membres de l'IPOB : trois d'entre eux ont été tués, ainsi que deux policiers.[239] Ifeanyi Ejiofor a ensuite porté plainte contre la police pour l'avoir menacé d'arrestation ; il a aussi accusé les agents d'avoir envahi son domicile et tiré sans distinction.[240]

Le leader du BZM Benjamin Onwuka a été arrêté en août 2018 devant l'enceinte de la *State Government House* à Enugu. Il prévoyait d'y pénétrer pour hisser le drapeau du Biafra, ce à quoi il était déjà parvenu en 2014.[241] Détenu secrètement durant quatre mois par les *Department of State Services* – l'une des agences de renseignement du gouvernement nigérian –, Onwuka est réapparu pour le début de son procès, en décembre 2018.[242]

Militants de la diaspora

Les sources rassemblées ne permettent pas de savoir dans quelle mesure le gouvernement nigérian surveillerait, ou non, les membres de la diaspora militant pour le Biafra. Sans donner plus de détails, le ministre de l'Information Lai Mohammed a déclaré que l'IPOB avait son « centre financier » en France, ce que l'ambassade de ce pays a aussitôt démenti.[243] Les militants de la diaspora tendent à communiquer ouvertement dans les médias et à manifester sans rechercher l'anonymat ; un politologue a commenté que dans ces circonstances, le gouvernement nigérian n'a même pas besoin d'entreprendre une surveillance pour se tenir informé.[244]

8. Droits humains, principaux aspects

8.1. Liberté des médias

La constitution nigériane proclame la liberté d'expression et de la presse, et assigne aux médias l'objectif de « maintenir la responsabilité et l'obligation du gouvernement de rendre des comptes envers le peuple ».[245] Mais l'article 24 (b) du *Cybercrimes Act* adopté en 2015 prévoit une amende de sept millions de Nairas et jusqu'à trois ans d'emprisonnement pour quiconque envoie, par voie électronique, un message ou une information « qu'il sait être faux, dans le but de causer de l'énervement, inconvenance, danger, obstruction, insulte, injure, intimidation criminelle, inimitié, haine, malveillance ou anxiété inutile » à un tiers.[246] La Communauté écono-

---

239 Vanguard, Lagos. Anayo Okoli, Chimaobi Nwaiwu. 5 dead, as police clash with IPOB in Anambra, 03.12.2019. www.vanguardngr.com/2019/12/5-dead-as-police-clash-with-ipob-in-anambra/ (22.05.2020).

240 Vanguard, Lagos. IPOB lawyer demands N2bn from police over invasion of residence, 11.12.2019. www.vanguardngr.com/2019/12/ipob-lawyer-demands-n2bn-from-police-over-invasion-of-residence/ (25.09.2020).

241 Vanguard, Lagos. We seized Enugu Govt house for 4 hours, says Onwuka, BZM leader, 13.03.2014. www.vanguardngr.com/2014/03/seized-enugu-govt-house-4-hours-says-onwuka-bzm-leader/ (17.02.2021). / The Sun, Lagos. BZF leader, Benjamin Onwuka, members arrested, whereabouts unknown, 20.08.2018. www.sunnewsonline.com/bzf-leader-benjamin-onwuka-members-arrested-whereabouts-unknown/ (17.02.2021).

242 Vanguard, Lagos. Biafra Zionists leader, Onwuka arraigned, remanded in prison, 13.12.2018. www.vanguardngr.com/2018/12/biafra-zionists-leader-onwuka-arraigned-remanded-in-prison/ (17.02.2021).

243 Vanguard, Lagos. 60 IPOB members docked, remanded in prison, 26.09.2017. www.vanguardngr.com/2017/09/60-ipob-members-docked-remanded-prison/ (17.02.2021).

244 IPOB USA. Gallery, s.d. www.ipobinusa.org/gallery (17.02.2021). / PSN TV. IPOB protest in London, 19.04.2018. www.youtube.com/watch?v=yJrybUHg2Ds (17.02.2021). / Obinwannem News. « UN Geneva, IPOB meeting » Nnamdi Kanu address Biafrans in Switzerland, 19.09.2019. www.youtube.com/watch?v=YQFw8ojHncg (17.02.2021) / Entretien téléphonique avec Tobechukwu Nneli, étudiant en *Public Policy* à l'Université d'Oxford, 04.04.2019.

245 *Constitution of the Federal Republic of Nigeria 1999*, art. 24. www.nigeria-law.org/ConstitutionOfTheFederalRepublicOfNigeria.htm (05.01.2021).

246 Gouvernement du Nigeria, *Cybercrimes (Prohibition, Prevention, etc.) Act*, 2015. https://cert.gov.ng/ngcert/resources/CyberCrime__Prohibition_Prevention_etc__Act__2015.pdf (22.09.2020).

mique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a jugé cet article ambigu et anticonstitutionnel.[247] Egalement perçue comme ambigüe par des organisations des droits humains, une section du *National Broadcasting Code* punit les auteurs de discours haineux par une amende d'un demi à cinq millions de Nairas.[248]

Les arrestations au nom du *Cybercrimes Act* ont amené de plus en plus de journalistes à pratiquer l'autocensure, selon une organisation des droits humains.[249] Néanmoins, le Nigeria compte plus d'une centaine de titres de presse, dont certains se sont spécialisés dans le journalisme d'investigation et critiquent notamment des membres du gouvernement, les forces de sécurité et l'appareil judiciaire.[250]

Une enquête a mesuré une tendance à l'augmentation du nombre annuel d'attaques contre des journalistes au Nigeria de 12 en 2016 à 38 en 2017, 58 en 2018 et 47 en 2019. Elle n'indique pas que le Sud-Est connaisse une prévalence significativement plus ou moins élevée que les autres zones.[251] Pour illustration, rappelons trois affaires :

Daniel et Timothy Elombah, journalistes pour le site Elombah.com, ainsi que leur frère Theo, ont été arrêtés à leur domicile à Awka en janvier 2018, puis emmenés au commissariat, où l'un d'eux a été tabassé par trois agents. Questionné sur le motif de l'arrestation, un commandant leur a montré un article publié en ligne par un tiers, dans un média auquel les prévenus n'étaient pas associés. Daniel et Theo, qui lui n'est pas journaliste, ont été libérés dans les vingt-quatre heures. Par contre, Timothy, qui selon un agent de police a avoué avoir écrit l'article sous un pseudonyme, a été détenu durant un mois. Lui et Daniel ont été inculpés sur la base du *Cybercrimes Act*.[252]

Chijioke Agwu, reporter au quotidien *The Sun,* et a été arrêté en avril 2018 pour avoir publié un article sur la fièvre de Lassa dans l'Etat d'Ebonyi. Le même mois, également dans l'Etat d'Ebonyi, un reporter au quotidien *Vanguard*, Peter Okutu, a été arrêté sur ordre d'un *Local Government Chairman*, en raison d'un article qui traitait d'une intervention de l'Armée dans un village. Ces deux journalistes ont chacun été détenus durant quelques heures. Les accusant de propager de fausses nouvelles qui causent la panique dans l'Etat, le gouverneur a d'abord annoncé qu'ils seraient privés d'accès aux bâtiments gouvernementaux à vie. Mais il est revenu sur ces propos le lendemain, tout en appelant la *Nigerian Union of Journalists* à discipliner ses membres.[253]

Ike-Jacobs Nwosu est reporter au journal *Eastern Lead Express*. En juin 2020, il s'est rendu dans le bureau d'un législateur de l'Etat d'Imo, Frank Ugboma, où quatre personnes l'ont tabassé, jusqu'à ce qu'un agent de police mette fin à l'attaque. Un article de l'*Eastern Lead Express* avait révélé qu'un parlementaire accusait Ugboma de ne pas remplir dûment ses

---

[247] This Day, Lagos. ECOWAS court judgment compelling Nigeria to repeal or amend its cybercrime (prohibition, prevention, etc.) act of 2015, 03.09.2020. www.thisdaylive.com/index.php/2020/09/03/ecowas-court-judgment-compelling-nigeria-to-repeal-or-amend-its-cybercrime-prohibition-prevention-e-t-c-act-of-2015/ (22.09.2020).

[248] Cité par: Premium Times, Abuja. Yusuf Akinpelu. Nigeria's Hate Speech fine raises fear of licensed intimidation of dissent, 12.08.2020. www.premiumtimesng.com/news/headlines/408396-nigerias-hate-speech-fine-raises-fear-of-licensed-intimidation-of-dissent.html (21.09.2020).

[249] Freedom House, Washington. Freedom on the net 2019 - Nigeria. https://freedomhouse.org/country/nigeria/freedom-net/2019#footnoteref1_mot3srl (22.09.2020).

[250] Voir, par exemple: Premium Times, Abuja. Investigation/Special Reports Archives. www.premiumtimesng.com/category/investigationspecial-reports (22.09.2020). / Ripples Nigeria, Lagos. Investigations. www.ripplesnigeria.com/investigations/ (22.09.2020).

[251] Premium Times, Abuja. Tosin Omoniyi. Under Buhari, Nigeria records worst attacks on journalists in 34 years, 10.11.2019. www.premiumtimesng.com/news/headlines/361738-under-buhari-nigeria-records-worst-attacks-on-journalists-in-34-years-report.html (21.09.2020).

[252] Amnesty International, London. Endangered voices: Attack on freedom of expression in Nigeria, 14.10.2019, pp. 26-28. www.amnesty.org/en/documents/afr44/9504/2019/en/ (18.09.2020).

[253] Committee to Protect Journalists, New York. Nigerian police arrest, detain 2 journalists in Ebonyi state, 24.04.2020. https://cpj.org/2020/04/nigerian-police-arrest-2-journalists-governor-canc/ (22.09.2020). / Sun, Lagos. Umahi bars The Sun, Vanguard from Ebonyi Govt House, 23.04.2020. www.sunnewsonline.com/umahi-bars-the-sun-vanguard-from-ebonyi-govt-house/ (23.09.2020). / Independent, Lagos. Gov Umahi reverses ban on Sun, Vanguard newspapers reporters, 23.04.2020. www.independent.ng/gov-umahi-reverses-ban-on-sun-vanguard-newspapers-reporters/ (24.09.2020).

fonctions. Plus tard, Ugboma a déclaré qu'il n'avait en aucun cas commandité l'agression du journaliste Ike-Jacobs Nwosu, et que ce dernier cherchait à l'extorquer.[254]

8.2. Violence basée sur le genre

Contexte légal

Le code pénal nigérian condamne la violence contre les personnes en général ; il comporte des exceptions à ce sujet, mais elles ne sont pas liées au genre.[255] La loi *Violence Against Persons Prohibition* (VAPP) interdit explicitement la violence conjugale : dans le Sud-Est, les Etats d'Anambra, Enugu et Ebonyi l'ont adoptée, alors que dans les Etats d'Abia et d'Imo, elle se trouve à ce jour devant leurs parlements.[256] Certaines normes de la tradition igbo discriminent la femme : par exemple, en cas de veuvage, elles lui assignent des rites de deuil dégradants, et l'enjoignent d'épouser un homme du lignage de son mari défunt.[257] Les lois civiles priment toutefois sur les lois traditionnelles (voir : 5.3).

Contexte sociétal

Les prochaines lignes montrent qu'en dépit d'une évolution sociale vers une plus grande égalité des genres, la culture dominante assigne toujours des responsabilités distinctes à l'homme et à la femme, et tend à justifier la violence en cas de manquement à ces dernières.[258]

Pour un mariage, la tradition requiert le consentement de la femme dès la phase initiale des fiançailles. Malgré cette règle, certaines unions sont conclues sous la pression de l'entourage : typiquement, en cas de grossesse.[259] Pour ce qui est de la polygamie, depuis les années 1970 au moins, elle concerne une minorité de ménages dans le Sud-Est.[260] Les devoirs traditionnels majeurs d'une épouse igbo consistent à nourrir correctement son mari, lui témoigner déférence, préserver sa réputation, le dignifier, et faire le deuil suite à son décès. S'y ajoute l'éducation des enfants, où l'homme intervient pour les garçons, dès leur puberté.[261] Mais aujourd'hui, la répartition des tâches est moins sexuée qu'auparavant : un nombre croissant d'hommes effectuent des travaux ménagers et s'occupent de leurs enfants, alors que davantage de femmes étudient et travaillent à l'extérieur du foyer.[262] Et surtout par le biais associatif,

---

254 Committee to Protect Journalists, New York. Nigerian journalist Ike-Jacobs Nwosu beaten at Imo state legislature, 30.06.2020. https://cpj.org/2020/06/nigerian-journalist-ike-jacobs-nwosu-beaten-at-imo-state-legislature/ (22.09.2020).

255 National Assembly, Abuja. Criminal Code Act, 1990, chapters 25, 29. www.nigeria-law.org/Criminal%20Code%20Act-PartV.htm#Chapter%2025 (10.01.2019).

256 International Centre for Investigative Reporting, Abuja. Seun Durojaiye. Hall of Shame: 23 states yet to pass anti-rape law, majority are from the North, 12.06.2020. www.icirnigeria.org/hall-of-shame-23-states-yet-to-pass-anti-rape-law-majority-are-from-the-north/ (18.09.2020). / Leadership, Abuja. Traditional Rulers Urged To Support Passage of VAPP Bill In Imo, 05.06.2020. https://leadership.ng/2020/06/05/traditional-rulers-urged-to-support-passage-of-vapp-bill-in-imo/ (18.09.2020). / Vanguard, Lagos. Abia Assembly moves to pass law prohibiting violence against all persons, 03.12.2019. www.vanguardngr.com/2019/12/abia-assembly-moves-to-pass-law-prohibiting-violence-against-all-persons/ (18.09.2020).

257 Amobi L. Ilika, Uche R. Ilika, « Eliminating Gender-Based Violence: Learning from the Widowhood Practices Elimination Initiative of a Women Organisation in Ozubulu, Anambra State of Nigeria », *African Journal of Reproductive Health*, 9 (2), 2005. www.jstor.org/stable/3583463 (30.07.2020). / Joseph T. Agbasiere, *Women in Igbo life and thought,* London, New York, Routledge, 2000, p. 146.

258 Joseph T. Agbasiere, *Women in Igbo life and thought,* London, New York, Routledge, 2000, pp. 85, 122. / Daniel Jordan Smith, *To be a man is not a one-day job. Masculinity, money, and intimacy in Nigeria,* The University of Chicago Press, 2017, pp. 80, 153.

259 Joseph T. Agbasiere, *Women in Igbo life and thought,* London, New York, Routledge, 2000, p. 102. / Voice4change Nigeria, Abuja. Being a Man in Nigeria: Perceptions and Reality, 2015, p. 36. https://web.archive.org/web/20190215012059/http://www.v4c-nigeria.com/being-a-man-in-nigeria-perceptions-and-realities/ (31.03.2020).

260 Joseph T. Agbasiere, *Women in Igbo life and thought,* London, New York, Routledge, 2000, p. 82.

261 Joseph T. Agbasiere, *Women in Igbo life and thought,* London, New York, Routledge, 2000, pp. 85, 122.

262 Daniel Jordan Smith, *To be a man is not a one-day job. Masculinity, money, and intimacy in Nigeria,* The University of Chicago Press, 2017, p. 80.

des femmes igbos exercent une influence décisive au sein de leur communauté et au-delà ; certaines jouent des rôles significatifs sur la scène politique et dans l'économie.[263]

Parmi 392 femmes interrogées, environ un tiers d'entre elles (33%) ont trouvé justifié qu'un conjoint batte sa femme dans certaines circonstances : en premier lieu si elle a négligé les enfants, refusé d'avoir une relation sexuelle, ou s'est disputée avec lui. Les auteurs de cette enquête ont commenté qu'on « a probablement enseigné à ces femmes, depuis leur naissance, à considérer l'abus du partenaire comme normal ».[264] Par ailleurs, un médecin dans l'Etat d'Anambra avait observé que des femmes contribuaient à appliquer des lois traditionnelles empiétant sur les droits humains d'autres femmes. Il a attribué ce fait à « des normes culturelles et religieuses, de la superstition, de la peur et une résistance traditionnelle aux changements culturels ».[265] Parmi les croyances socioculturelles favorisant la violence domestique, des femmes vivant en milieu rural dans l'Etat d'Ebonyi ont fréquemment cité : « les femmes sont subordonnées et propriétés des hommes ».[266]

Un anthropologue a expliqué que dans le Sud-Est, la construction sociétale de la masculinité donnait, dans une certaine mesure, une justification culturelle à la violence domestique et au viol conjugal. Comme déclencheur probable de violence, il a évoqué la perception, par certains hommes, que leur masculinité est menacée par des forces hors de leur contrôle.[267] En effet, une étude réalisée dans l'Etat d'Enugu a souligné le désarroi que des hommes ressentaient quand ils estimaient ne pas répondre aux attentes sociétales.[268] Plus concrètement, selon l'anthropologue précité : « peu importe la bonté ou la gentillesse d'un homme pour sa femme et ses enfants, s'il ne pouvait pas répondre à leurs besoins [financiers], il sentait sa masculinité en danger. Bien que certaines femmes se montraient solidaires et compréhensives si elles pensaient que leur mari faisait de son mieux, un homme sans argent risquait de perdre la face devant son épouse. »[269]

---

[263] Voir: Judith van Allen, « "Sitting on a Man": Colonialism and the Lost Political Institutions of Igbo Women », *Canadian Journal of African Studies / Revue canadienne des études africaines*, 6 (2), 1972. https://doi.org/10.1080/00083968.1972.10803664 (31.07.2020). / Gloria Chuku, *Igbo women and economic transformation in southeastern Nigeria, 1900-1960,* New York, Routledge, 2005. / Amanda Kirby Okoye. Igbo women and their leadership roles in society, 18.06.2020. www.youtube.com/watch?v=eIw_I7bWrgw (25.06.2020).

[264] Chinyere M. Aguocha, Chukwuma B. Duru, et al., « Experience of intimate partner violence among female health workers in South East Nigeria », *Mental Health, Religion & Culture*, 20 (8), 2017, pp. 834, 835. https://doi.org/10.1080/13674676.2017.1414169 (15.04.2020).

[265] Amobi L. Ilika, Uche R. Ilika, « Eliminating Gender-Based Violence: Learning from the Widowhood Practices Elimination Initiative of a Women Organisation in Ozubulu, Anambra State of Nigeria », *African Journal of Reproductive Health*, 9 (2), 2005, p. 66. www.jstor.org/stable/3583463 (30.07.2020).

[266] Sunday E. Abonyi, Christian I. Ezeh, et al., « Domestic Violence against Women in Ebonyi State Rural Communities, Southeast, Nigeria », *Enugu State University of Science & Technology Journal of Social Sciences*, 4 (2), 2019, p. 375. https://esutjss.com/index.php/ESUTJSS/article/download/25/25 (17.04.2020).

[267] Daniel Jordan Smith, *To be a man is not a one-day job. Masculinity, money, and intimacy in Nigeria,* The University of Chicago Press, 2017, p. 153.

[268] Voice4change Nigeria, Abuja. Being a Man in Nigeria: Perceptions and Reality, 2015, p. 57. https://web.archive.org/web/20190215012059/http://www.v4c-nigeria.com/being-a-man-in-nigeria-perceptions-and-realities/ (31.03.2020).

[269] Daniel Jordan Smith, *To be a man is not a one-day job. Masculinity, money, and intimacy in Nigeria,* The University of Chicago Press, 2017, p. 75.

Prévalence et moyens de protection

La violence domestique, selon plusieurs études, touche entre 40 % et 60 % des femmes du Sud-Est, et entre 20 % et 40 % sous sa forme physique[270] ; des hommes en sont aussi victimes.[271] Sur 392 femmes membres du personnel d'un hôpital, 121 (31 %) ont déclaré être abusées physiquement par leur conjoint. Cependant, la prévalence s'est révélée moins forte auprès des femmes jeunes ou ayant acquis un niveau de formation tertiaire :

Femmes abusées physiquement ou non par leur conjoint[272]		
	Oui (%)	Non (%)
Age		
<30	33 (20,1)	131 (79,9)
30-40	49 (31,8)	105 (68,2)
>40	39 (52,7)	35 (47,3)
Niveau de formation		
Ecole primaire	5 (71,4)	2 (28,6)
Ecole secondaire	33 (41,8)	46 (58,2)
Niveau tertiaire	83 (27,1)	223 (72,9)

Bien que réputée pour considérer les cas de violence domestique comme des affaires de famille et ne pas intervenir[273], la police nigériane a mis sur pieds en 2016 une *gender unit* dans plusieurs Etats, dont celui d'Imo.[274] Les sources rassemblées ne laissent pas apparaître l'apport concret de cette mesure, et dans deux affaires survenues en 2020 à Enugu, la police a montré une attitude variable. Dans la première, des officiers ont vainement tenté de dissuader une femme de porter plainte pour viol, puis ont agressé l'avocate qui la soutenait dans sa démarche : la police a annoncé que ces agents seront jugés.[275] Dans la seconde affaire, une femme gravement brûlée par son conjoint a porté plainte ; la police a aussitôt arrêté ce dernier et la victime a reçu une assistance médicale de la part du *Women Aid Collective* (WACOL).[276] Basée à Enugu, cette organisation non-gouvernementale indique être implantée dans huit Etats, dont tous ceux du Sud-Est, et qu'elle fournit notamment une aide juridique gratuite.[277]

---

[270] Voice4change Nigeria, Abuja. Being a Man in Nigeria: Perceptions and Reality, 2015, p. 34. https://web.archive.org/web/20190215012059/http://www.v4c-nigeria.com/being-a-man-in-nigeria-perceptions-and-realities/ (31.03.2020). / Alexander Aniche, Clement E. Ikezuze, « An Appraisal of Violence against Women: a focus on Ntigha Abia State », *International Journal of Social Sciences and Humanities Reviews*, 5 (3), 2015, p. 7. http://eprints.gouni.edu.ng/2034/ (09.04.2020). / Chinyere M. Aguocha, Chukwuma B. Duru, et al., « Experience of intimate partner violence among female health workers in South East Nigeria », *Mental Health, Religion & Culture*, 20 (8), 2017. https://doi.org/10.1080/13674676.2017.1414169 (15.04.2020). / E. C. Ndie, B. T. Osuagwu, et al., « Evaluation of Nature of Domestic Violence and Coping Strategies Adopted by Women Suffering Domestic Violence in Anambra State of Nigeria », *Covenant International Journal of Psychology*, 2018, p. 14. http://107.180.69.44/index.php/cijp/article/view/974 (04.08.2020).

[271] Abuja. NOI Polls. Spousal Violence Poll Result, 01.04.2020. https://noi-polls.com/spousal-violence-poll-result/ (26.06.2020).

[272] Chinyere M. Aguocha, Chukwuma B. Duru, et al., « Experience of intimate partner violence among female health workers in South East Nigeria », *Mental Health, Religion & Culture*, 20 (8), 2017, p. 836. https://doi.org/10.1080/13674676.2017.1414169 (15.04.2020).

[273] Immigration and Refugee Board of Canada, Ottawa. Nigeria: Domestic violence, including Lagos State; legislation, recourse, state protection and services available to victims (2011-October 2014), 10.11.2014. https://irb-cisr.gc.ca/en/country-information/rir/Pages/index.aspx?doc=455596 (06.08.2020).

[274] Punch, Lagos. Police inaugurates gender unit to fight sexual, gender-based violence, 13.05.2016. https://punchng.com/57036-2/ (06.08.2020).

[275] Human Rights Watch, New York. Nigeria: Lawyer Says Police Assaulted Her, 06.02.2020. www.hrw.org/news/2020/02/06/nigeria-lawyer-says-police-assaulted-her (07.08.2020). / Vanguard, Lagos. Police Brutalization of Women at WACOL: Officers Face wrath of Law, 11.06.2020. www.vanguardngr.com/2020/06/police-brutalization-of-women-at-wacol-officers-face-wrath-of-law/ (06.08.2020).

[276] Sun, Lagos. Man pours hot water on breastfeeding wife's breasts in Enugu, 13.07.2020. www.sunnewsonline.com/man-pours-hot-water-on-breastfeeding-wifes-breasts-in-enugu-2 (06.08.2020).

[277] Wacol, Enugu. WACOL Nigeria – in support for women, 06.08.2020. https://wacolnigeria.org/ (06.08.2020).

Une petite minorité de femmes abusées se tournent vers la police ou la justice ; selon deux études menées dans le Sud-Est, elles sont moins de 5 %. Parmi les victimes qui entreprennent une démarche, beaucoup s'adressent à des parents ou amis, qui recommandent le plus souvent la prière ou le courage, et près d'un quart tente de raisonner l'auteur de violence. [278] Peu de cas mènent au divorce ; beaucoup de femmes craignent qu'il entraine la stigmatisation, et qu'elles perdent la garde des enfants, en raison de la tradition patrilinéaire igbo.[279]

8.3. Mutilations génitales féminines

La pratique des mutilations génitales féminines (MGF) a diminué dans l'ensemble du Nigeria. Néanmoins, elle reste plus fréquente au Sud-Est que dans les autres zones[280] : les sources rassemblées n'en donnent pas la raison. Toutes les études citées ci-après reposent sur des données collectées par sondages, et non par examens gynécologiques.

La loi *Violence Against Persons Prohibition* (VAPP) interdit explicitement les MGF : dans le Sud-Est, les Etats d'Anambra, Enugu et Ebonyi l'ont adoptée, alors que dans les Etats d'Abia et d'Imo, elle se trouve à ce jour devant leurs parlements.[281] Quoi qu'il en soit, les sources consultées n'indiquent pas que des arrestations pour MGF aient eu lieu au Nigeria.[282]

A l'échelle nationale, les prévalences les plus faibles ressortent dans les groupes de femmes riches, scolarisées au-delà du secondaire, vivant en milieu urbain, ou nées de mères non-excisées. Parmi les zones, le Sud-Est montre la plus forte prévalence de mutilation génitale chez les femmes âgées de 15 à 49 ans, soit 35 %, alors que la moyenne nationale se situe à 20 %. De grandes disparités apparaissent toutefois entre les Etats du Sud-Est : si 62 % des 15 à 49 ans sont excisées dans l'Etat d'Imo, cette prévalence se monte à 12 % dans l'Etat d'Abia.[283] L'excision est en général pratiquée avant l'âge de cinq ans, et la décision implique le plus souvent les parents et une grand-mère, maternelle ou paternelle.[284]

---

[278] E. C. Ndie, B. T. Osuagwu, et al., « Evaluation of Nature of Domestic Violence and Coping Strategies Adopted by Women Suffering Domestic Violence in Anambra State of Nigeria », *Covenant International Journal of Psychology*, 2018, p. 17. http://107.180.69.44/index.php/cijp/article/view/974 (04.08.2020). / Chinyere M. Aguocha, Chukwuma B. Duru, et al., « Experience of intimate partner violence among female health workers in South East Nigeria », *Mental Health, Religion & Culture*, 20 (8), 2017, p. 834. https://doi.org/10.1080/13674676.2017.1414169 (15.04.2020).

[279] Chinyere M. Aguocha, Chukwuma B. Duru, et al., « Experience of intimate partner violence among female health workers in South East Nigeria », *Mental Health, Religion & Culture*, 20 (8), 2017, p. 829. https://doi.org/10.1080/13674676.2017.1414169 (15.04.2020). / Daniel Jordan Smith, *To be a man is not a one-day job. Masculinity, money, and intimacy in Nigeria,* The University of Chicago Press, 2017, p. 148.

[280] National Population Commission, ICF, Abuja. Nigeria Demographic and Health Survey 2018, 01.10.2019, pp. 473, 475. http://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR359/FR359.pdf (16.09.2020).

[281] International Centre for Investigative Reporting, Abuja. Seun Durojaiye. Hall of Shame: 23 states yet to pass anti-rape law, majority are from the North, 12.06.2020. www.icirnigeria.org/hall-of-shame-23-states-yet-to-pass-anti-rape-law-majority-are-from-the-north/ (18.09.2020). / Leadership, Abuja. Traditional Rulers Urged To Support Passage of VAPP Bill In Imo, 05.06.2020. https://leadership.ng/2020/06/05/traditional-rulers-urged-to-support-passage-of-vapp-bill-in-imo/ (18.09.2020). / Vanguard, Lagos. Abia Assembly moves to pass law prohibiting violence against all persons, 03.12.2019. www.vanguardngr.com/2019/12/abia-assembly-moves-to-pass-law-prohibiting-violence-against-all-persons/ (18.09.2020).

[282] Punch Healthwise, Lagos. Five years after VAPP Act, FGM perpetrators still walk free -Advocate, 28.05.2020. https://healthwise.punchng.com/five-years-after-vapp-act-fgm-perpetrators-still-walk-free-advocate/ (18.09.2020).

[283] National Population Commission, ICF, Abuja. Nigeria Demographic and Health Survey 2018, 01.10.2019, pp. 473, 475. http://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR359/FR359.pdf (16.09.2020).

[284] Otibho Obianwu, Adetayo Adetunji, et al., « Understanding medicalization of FGM/C: a qualitative study of parents and health workers in Nigeria », *Population Council*, 2018, p. 16. https://doi.org/10.31899/rh6.1039 (17.09.2020).

Entre 2013 et 2018, la prévalence parmi les femmes âgées de 15 à 49 ans a baissé dans tous les Etats du Nigeria. Mais dans certains d'entre eux, notamment Anambra et Imo, elle a augmenté chez les filles âgées de moins de cinq ans.[285] Cette tendance à exciser plus tôt qu'auparavant, selon des analystes, reflète éventuellement une volonté de discrétion vis-à-vis des autorités.[286]

Malgré l'interdiction, la majorité des excisions dans l'Etat d'Imo sont pratiquées par des professionnels de la santé, tandis que dans le reste du Nigeria, les exciseuses traditionnelles ont été davantage sollicitées. Certains parents ont jugé que le recours à un travailleur de la santé garantit une meilleure hygiène, et plus de sécurité en cas de complications.[287] En effet, presque tous les parents ont eu connaissance des campagnes de prévention contre l'excision, et des risques sanitaires dont elles informaient. Une étude menée dans l'Etat d'Imo a conclu qu'en revanche, le probable impact psychologique en terme de sexualité n'a pas toujours été compris. Les mutilations génitales restent fréquemment motivées par une intention d'éviter la promiscuité et l'infidélité conjugale.[288] Les agents de la santé qui les pratiquent partagent cette motivation. Toutefois, en 2018, des médecins et analystes ont estimé que les campagnes de prévention progressaient au sein des communautés à forte prévalence, et que « les familles et les agents de la santé commencent à abandonner la pratique de l'excision ».[289] L'abolition a en effet été déclarée par 44 leaders de communautés autonomes de l'Etat d'Imo en 2020, suite à une campagne de divers acteurs gouvernementaux et des Nations Unies.[290] Toutefois, la documentation consultée ne montre pas dans quelle mesure ces engagements officiels se sont concrétisés.

8.4. Homosexualité

Contexte légal

Les pratiques homosexuelles ont été proscrites au Nigeria par le *Federal Criminal Code* de 1916, le code pénal de la région Nord de 1960, ainsi que par la législation islamique (Sharia) introduite dans douze Etats du Nord. En 2014 a été promulgué le *Same Sex Marriage Prohibition Act* (SSMPA), qui punit le mariage de personnes de même sexe de quatorze ans de prison ; cette même loi prohibe aussi l'organisation et la participation à des rassemblements de personnes homosexuelles. A ce jour, personne n'a été condamné selon la loi de 2014, mais

[285] National Population Commission, ICF, Abuja. Nigeria Demographic and Health Survey 2013, 01.06.2014, p. 355. http://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR293/FR293.pdf (17.09.2020). / National Population Commission, ICF, Abuja. Nigeria Demographic and Health Survey 2018, 01.10.2019, p. 477. http://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR359/FR359.pdf (16.09.2020).

[286] Ngianga-Bakwin Kandala, Glory Atilola, et al., « Female genital mutilation/cutting in Nigeria: Is the practice declining? A descriptive analysis of successive demographic and health surveys and multiple indicator cluster surveys (2003–2017) », *Population Council*, 2020, p. 33. https://doi.org/10.31899/rh11.1038 (16.09.2020).

[287] Otibho Obianwu, Adetayo Adetunji, et al., « Understanding medicalization of FGM/C: a qualitative study of parents and health workers in Nigeria », *Population Council*, 2018, pp. 7, 18. https://doi.org/10.31899/rh6.1039 (17.09.2020).

[288] Nkechi B. Obijiofor, Chinedum A. Enete, et al., « Female Genital Mutilation: Prevalence, Awareness and Attitude among Igbo Women of Child-Bearing Age in Nigeria », *Obstetrics and Gynecology Research*, 3 (3), 2020, p. 149. https://doi.org/10.26502/ogr038 (16.09.2020). / Otibho Obianwu, Adetayo Adetunji, et al., « Understanding medicalization of FGM/C: a qualitative study of parents and health workers in Nigeria », *Population Council*, 2018, p. 12. https://doi.org/10.31899/rh6.1039 (17.09.2020). / Adeline Nkwam-Uwaoma, Ifeoma C. Ojiakor, et al., « Awareness, Knowledge and Perception of Female Genital Mutilation and Cutting (FGM/C) Radio Campaign and Practice among Women in Imo State », *Archives of Current Research International*, 2019, p. 9. https://doi.org/10.9734/acri/2019/v16i430095 (16.09.2020).

[289] Otibho Obianwu, Adetayo Adetunji, et al., « Understanding medicalization of FGM/C: a qualitative study of parents and health workers in Nigeria », *Population Council*, 2018, pp. 28, 31. https://doi.org/10.31899/rh6.1039 (17.09.2020).

[290] This Day, Lagos. UNICEF Expresses Satisfaction over FGM Abandonment in Imo, as 44 Communities Abolish Practice, 26.11.2020. www.thisdaylive.com/index.php/2020/11/26/unicef-expresses-satisfaction-over-fgm-abandonment-in-imo-as-44-communities-abolish-practice/ (18.02.2021).

suite à son adoption, des organisations de défense des droits humains ont noté une augmentation marquée des arrestations et des atteintes aux droits des minorités sexuelles.[291]

Mariage entre deux femmes

La tradition igbo prévoit le mariage entre deux femmes, mais ce rite n'a pas pour fonction de répondre à une attirance sexuelle ou sentimentale. Dans un tel couple, une des partenaires est considérée comme le mari de sexe féminin : c'est-à-dire qu'elle joue le rôle sociologique d'un homme tel que conçu dans la tradition patrilinéaire. Son épouse est censée trouver un partenaire sexuel masculin hors du ménage, et les enfants qu'elle met au monde n'appartiennent pas au lignage de leur père biologique, mais à celui du mari de sexe féminin à travers lequel ils héritent. Pour un homme qui n'a pas de fils, qu'une de ses filles épouse une autre femme et acquiert ce statut masculin lui permet de conserver ses biens dans son lignage.[292]

Cependant, une organisation de soutien aux minorités sexuelles a mentionné le cas de deux femmes lesbiennes qui se sont mariées traditionnellement dans le but non déclaré de vivre ensemble. Elle a jugé que la situation de ces deux femmes devenait sensible, du fait qu'aucune grossesse n'a suivi cette union, mais a noté qu'en général, la société accepte mieux les lesbiennes que les gays.[293]

Contexte sociétal

Selon un sociologue nigérian, Goodluck Jonathan, alors président du Nigeria, a signé la loi contre le mariage homosexuel en 2014 dans l'intention de se concilier l'élite musulmane conservatrice du nord, tout en apaisant les pentecôtistes du sud, « dont l'aversion pour l'homosexualité est bien documentée ».[294] En effet, une organisation de soutien aux minorités sexuelles dans le Sud-Est attribue en partie l'homophobie à la « mauvaise influence » que les pasteurs chrétiens exercent sur la société.[295] Une union entre personnes de même sexe est considérée, par un prêtre catholique dans l'Etat d'Enugu, comme « un tabou de même gravité que le meurtre, le vol, l'adultère, l'inceste, etc. ».[296] Aussi, l'ancien leader de l'Eglise anglicane au Nigeria a indiqué que l'homosexualité empoisonnait la société, et son successeur, originaire du Sud-Est, est connu pour un discours similaire.[297] Un sondage a toutefois révélé que même si le soutien populaire à la loi contre le mariage homosexuel reste large, il s'est aminci de 90 % en 2015 à 75 % en 2019 ; entre les zones géopolitiques, les opinions se montrent plutôt uniformes.[298]

---

[291] EASO, Malte. Country of Origin Report: Nigeria – Targeting of Individuals, novembre 2018, p. 120. https://coi.easo.europa.eu/administration/easo/PLib/2018_EASO_COI_Nigeria_TargetingIndividuals.pdf (10.01.2019).

[292] Kenneth C. Nwoko, « Female Husbands in Igbo Land: Southeast Nigeria », *The Journal of Pan African Studies*, 5 (1), 2012, pp. 75, 78. http://jpanafrican.org/docs/vol5no1/5.1Female.pdf (17.04.2020).

[293] Entretien téléphonique avec un représentant de l'organisation Access to Good Health Initiative, basée à Enugu, 22.04.2020.

[294] Ebenezer Obadare, *Pentecostal Republic. Religion and the struggle for state power in Nigeria,* London, Zed Books, 2018, p. 114.

[295] Entretien téléphonique avec un représentant de l'organisation Access to Good Health Initiative, basée à Enugu, 22.04.2020.

[296] Christian O. Ele, « The Perception of Same Sex Marriage in Igbo Culture », *Online Journal of Arts, Management and Social Sciences*, 1 (1), 2016, p. 243. http://gojamss.net/journal/index.php/OJAMSS/article/view/102 (17.04.2020).

[297] Vanguard, Lagos. Homosexuality "poisoning'' Nigerian society – Primate, 04.09.2018. www.vanguardngr.com/2018/09/homosexuality-poisoning-nigerian-society-primate/ (10.08.2020). / Guardian, Lagos. New Nigerian Anglican Primate will continue his province's tough stand for orthodoxy, 23.02.2020. https://guardian.ng/sunday-magazine/ibru-ecumenical-centre/new-nigerian-anglican-primate-will-continue-his-provinces-tough-stand-for-orthodoxy/ (10.08.2020).

[298] The Initiative for Equal Rights, Lagos. Social perception survey on lesbian, gay, bi-sexual and transgender persons rights in Nigeria, 06.2019, pp. 14-15 (10.08.2020).

Les exclusions familiales en raison de l'homosexualité réelle ou supposée sont fréquentes, selon deux organisations de soutien aux minorités sexuelles dans le Sud-Est.[299] Une troisième organisation a cependant précisé que l'acceptation par la famille peut varier et que certains « ont des parents compréhensifs, solidaires, bien informés, et restent en bons termes avec eux ».[300] En 2019, 30 % des Nigérians interrogés ont déclaré qu'ils accepteraient qu'un membre de leur famille soit homosexuel, alors qu'ils n'étaient que 11 % en 2015.[301]

Quelques Nigérians déclarent leur homosexualité [*come out*] sur internet.[302] Pour trouver un partenaire de même sexe, des organisations de soutien suggèrent de prendre certaines précautions. Par exemple, une organisation a souligné que *Grindr* n'était plus fiable[303] : des agressions ont eu lieu lors de rendez-vous conclus sur ce réseau dédié aux minorités sexuelles.[304] Au moins dans le Sud-Est, des bars et des hôtels tenus par des personnes homosexuelles servent typiquement d'espaces de rencontre entre pairs, qui considèrent ces lieux comme sûrs.[305] Selon le représentant d'une organisation de soutien basée dans l'Etat d'Enugu :

> Beaucoup de personnes LGBT essaient de vivre leur vie sexuelle et romantique dans leur sphère privée, tout en cachant leur identité à l'extérieur. Par exemple, certains sont déclarés sur *Facebook*, mais pas dans la rue. Pour des partenaires de même sexe, ce n'est pas possible de se s'afficher en public. […] Dans certains endroits sûrs de Victoria Island [quartier de Lagos], des hommes gays peuvent se donner la main, mais pas ici dans le Sud-Est.[306]

Et selon le représentant d'une autre organisation, basée dans l'Etat d'Imo :

> On ne peut pas dire que l'homosexualité est acceptée en tant que telle à Owerri, mais que dans cette ville dynamique, les gens ne se soucient pas trop de savoir qui est qui, bien que ça puisse être différent en milieu rural. Les gens ont tendance à ignorer beaucoup de choses tant qu'ils ont un revenu. En raison de la mentalité igbo, aussi longtemps que vous pourvoyez à vos besoins, ce que pensent les autres ne vous affecte pas ; mais si vous êtes dépendant, c'est différent.[307]

La situation socio-économique personnelle, d'après un rapport traitant de l'ensemble du Nigeria, constitue bien pour les minorités sexuelles un facteur d'exposition aux violations de leurs droits. Ce document relève aussi que dans les milieux urbains, l'anonymat permet de mener une vie plus libre que dans des communautés rurales.[308]

Violations des droits et soutiens existants

Les agressions par des civils, ainsi que les arrestations et détentions arbitraires apparaissent comme les violations des droits le plus souvent rapportées par les organisations de soutien aux minorités sexuelles. Les données rassemblées ne sont pas statistiquement représentatives, et ne montrent pas que la prévalence des violations soit plus ou moins élevée dans le

---

299 Entretien téléphonique avec un représentant de l'organisation Society for Community HealthCare Intervention, basée à Onitsha, 22.04.2020. / Entretien téléphonique avec un représentant de l'organisation Access to Good Health Initiative, basée à Enugu, 22.04.2020.

300 Entretien téléphonique avec un représentant de l'organisation Society for Men's Health Support Initiative, basée à Owerri, 30.04.2020.

301 The Initiative for Equal Rights, Lagos. Social perception survey on lesbian, gay, bi-sexual and transgender persons rights in Nigeria, 06.2019, p. 13 (10.08.2020).

302 Voir, par exemple: No Strings, Port Harcourt. Empowering LGBTQ+ Voices in Nigeria. https://nostringsng.com/ (18.02.2021).

303 Entretien téléphonique avec un représentant de l'organisation Access to Good Health Initiative, basée à Enugu, 22.04.2020.

304 African Arguments, London. Caleb Okereke. Duped through dating apps: Queer love in the time of homophobia, 26.03.2019. https://africanarguments.org/2019/03/26/duped-through-dating-apps-queer-love-in-the-time-of-homophobia/ (11.08.2020).

305 Entretien téléphonique avec un représentant de l'organisation Society for Men's Health Support Initiative, basée à Owerri, 30.04.2020.

306 Entretien téléphonique avec un représentant de l'organisation Access to Good Health Initiative, basée à Enugu, 22.04.2020.

307 Entretien téléphonique avec un représentant de l'organisation Society for Men's Health Support Initiative, basée à Owerri, 30.04.2020.

308 Staatendokumentation, Wien. Stefan Baumann. Zur Lage sexueller Minderheiten unter Hinzunahme der Informationen der FFM Nigeria 2019, 15.09.2020, pp. 63, 65. www.ecoi.net/en/document/2038276.html#alert (18.02.2020).

Sud-Est que dans une autre zone du Nigeria. [309] Le représentant d'une organisation basée à Enugu a détaillé :

> Hier, nous avons réglé un cas où la police était impliquée. Ça a commencé deux jours plus tôt, quand deux hommes négociaient pour avoir une relation sexuelle ; soudain, des jeunes de la rue sont arrivés et les ont tabassés. La police patrouillait pour faire appliquer le confinement dû au COVID 19 et les a tous arrêtés. Au commissariat, les jeunes ont accusé les deux hommes d'homosexualité ; les agents ont contrôlé leurs téléphones et ont trouvé de la pornographie gay. Un d'eux a fait un aveu. Vu que les tribunaux étaient fermés en raison du confinement, la police a collecté 100 000 Nairas [240 CHF] pour les libérer et ne pas les inculper.[310]

En effet, selon le représentant d'une organisation basée à Onitsha, la police utilise la loi contre l'homosexualité pour faire des affaires, et en général, les personnes arrêtées achètent leur libération.[311] Quelques arrestations ont néanmoins été suivies de comparutions au tribunal ; la plus notoire au Nigeria est celle de 47 hommes arrêtés dans un hôtel à Lagos en août 2018 et accusés d'avoir commis des actes homosexuels lors d'une fête d'initiation gay. Ces accusés ont été mis en liberté sous caution, mais sont restés tenus de comparaître jusqu'en octobre 2020, lorsque le juge, faute de témoins, a rejeté la plainte.[312] Lors de certaines arrestations, des organisations de soutien déploient des auxiliaires juridiques auprès des suspects ; une d'elles, en mai 2020, intervenait dans une dizaine de cas.[313] Une organisation basée à Owerri tend à négocier avec le *Police Action Committee on HIV/AIDS*, une unité de police avec laquelle elle entretient un bon contact et qui, selon elle, ne stigmatise pas les minorités.[314]

Lors d'exclusions de la maison familiale, la plupart des médiations connaissent l'échec. Une organisation basée à Onitsha en a mené douze, dont quatre ont abouti à une réunification de la famille ; une organisation d'Enugu a eu un taux de réussite semblable, soit trois sur dix. Celle-ci a indiqué que dans ces médiations, elle n'essayait pas de prôner la tolérance de l'homosexualité, mais insistait plutôt sur l'absence de preuves. Dans des cas d'échec, l'organisation d'Onitsha a assisté les personnes concernées dans leurs recherches de logement et travail.[315]

---

[309] Voir: The Initiative for Equal Rights, Lagos. Human Rights Violations Report 2019, 10.12.2019. https://theinitiativeforequalrights.org/resources/ (12.08.2020).

[310] Entretien téléphonique avec un représentant de l'organisation Access to Good Health Initiative, basée à Enugu, 22.04.2020.

[311] Entretien téléphonique avec un représentant de l'organisation Society for Community HealthCare Intervention, basée à Onitsha, 22.04.2020.

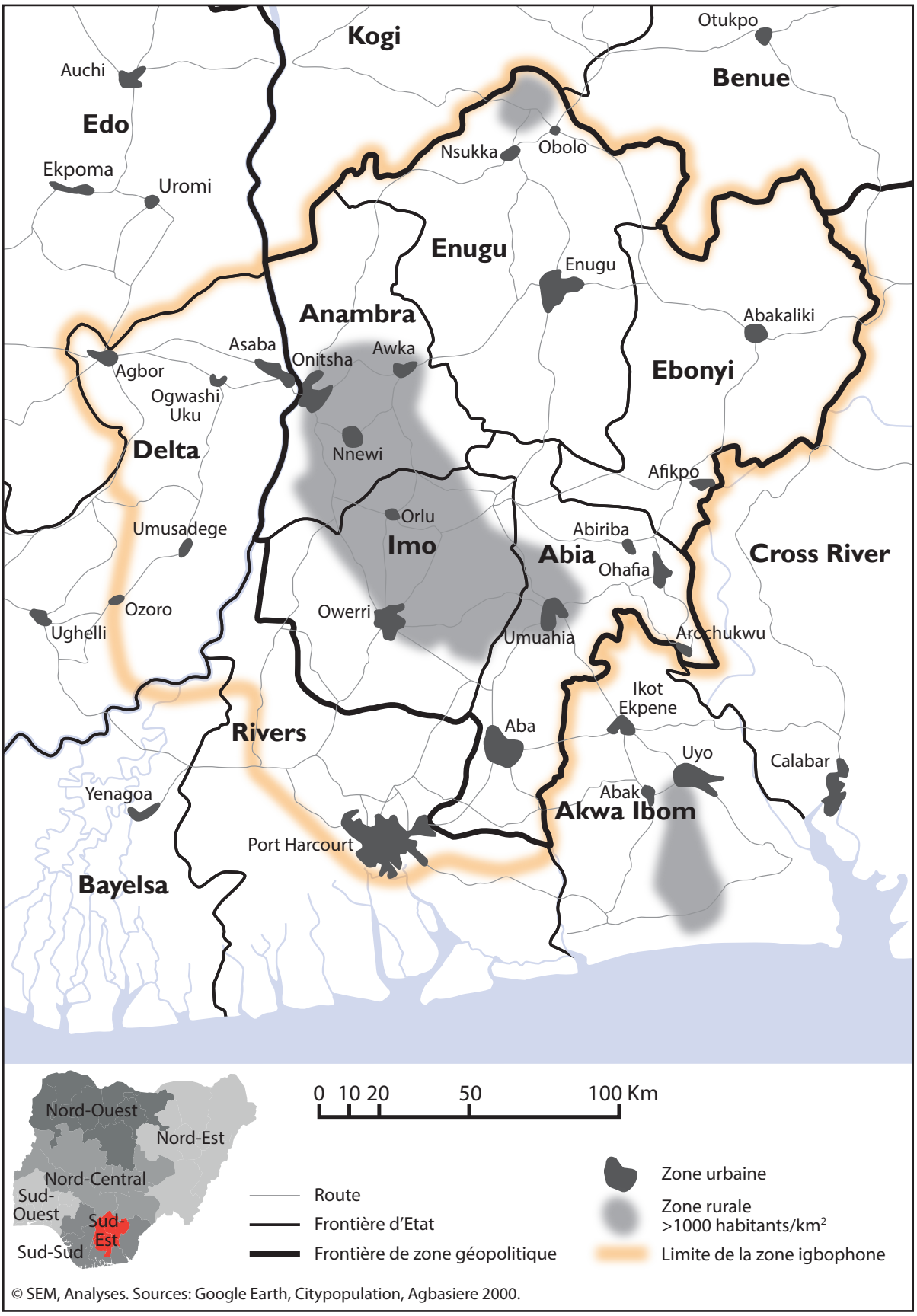
[312] Entretien téléphonique avec un représentant de l'organisation Society for Community HealthCare Intervention, basée à Onitsha, 22.04.2020. / Reuters, London. Alexis Akwagyiram. Nigerian judge throws out case against 47 men facing homosexuality charge, 27.10.2020. www.reuters.com/article/us-nigeria-lgbt-idUSKBN27C1TZ (18.02.2021).

[313] Entretien téléphonique avec un représentant de l'organisation Access to Good Health Initiative, basée à Enugu, 22.04.2020.

[314] Entretien téléphonique avec un représentant de l'organisation Society for Men's Health Support Initiative, basée à Owerri, 30.04.2020.

[315] Entretien téléphonique avec un représentant de l'organisation Society for Community HealthCare Intervention, basée à Onitsha, 22.04.2020. / Entretien téléphonique avec un représentant de l'organisation Access to Good Health Initiative, basée à Enugu, 22.04.2020.

Annexe : Carte



© SEM, Analyses. Sources: Google Earth, Citypopulation, Agbasiere 2000.